

هذا من لامل

Le Monde des livres

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14836 - 7 F

VENDREDI 9 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURIE

BOURSE

## Audace britannique à Hongkong

POUR la première fois dans son histoire, Hongkong se voit offrir un projet démocratique. Il était temps, à moins de cinq ans de la rétrocession de la colonie britannique au régime communiste chinois. Dans son premier discours devant le Parlement - consultatif - qu'est le Conseil législatif (Legco), M. Chris Patten, le nouveau gouverneur, n'aura pas déçu ceux qui attendaient de lui, enfin, un peu d'audace et de courage face aux foudres pékinoises.

L'ancien président du Parti conservateur aura été aussi loin que le lui permettait le corset dans lequel, d'un commun accord, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher et M. Deng Xiaoping avaient ensermé, en 1984, l'évolution du territoire et que Pékin a depuis lors codifié dans une loi fondamentale. Ne pouvant autoriser l'élection au suffrage universel de plus d'un tiers du Legco ni l'entrée au Conseil exécutif des libéraux, pourtant largement vainqueurs des élections de 1991 - ce que Pékin aurait considéré comme un « casus belli », M. Patten a confirmé son habileté en utilisant tous les moyens qui lui restaient pour permettre à la population locale d'avoir, enfin, son mot à dire.

« MON objectif est simple. Je l'ai-t-il déclaré, préserver le mode de vie de Hongkong (...). La démocratie est plus qu'une idée philosophique, c'est un élément essentiel du progrès économique. » En bon diplomate, M. Patten a cependant observé que « le rythme de la démocratisation est nécessairement limité. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit bloqué » par les « implacables réalités de l'histoire, de la géographie et de l'économie ». C'est-à-dire de la Chine voisine, dont la réaction au discours de M. Patten a été immédiate, et brutale : l'agence Chine nouvelle, représentant officiel de Pékin, l'a qualifiée d'« irresponsable » et de « violation » des accords passés.

Il faut dire que Pékin n'était pas habitué à traiter avec une personnalité politique de la stature de M. Patten, conscient en outre du tort que lui causerait un abandon des principes démocratiques si chers aux Tories. Jusqu'à présent, M<sup>me</sup> Thatcher, étonnamment complaisante à l'égard des communistes chinois, puis le « lobby chinois » du Foreign Office avaient avalé sans difficulté les coulisses présentées par les gérontes de Pékin. Au point que ces derniers avaient pris l'habitude de voir leurs exigences acceptées sans barguigner, obtenant, en fait, un droit de regard sur le gouvernement de la colonie.

M. Patten a donc pris des risques. Il est conscient que, lorsqu'il se rendra à Pékin fin octobre, il aura affaire à forte partie. Sa marge de manœuvre est en effet étroite : s'il campe sur ses positions, il risque de se voir infliger des représailles, avant tout économiques et commerciales ; s'il recule, Londres perd le peu de crédit qui lui reste dans la colonie, abandonnant la réalité du pouvoir à Pékin. Un défi à la mesure de M. Patten, sur qui l'avenir démocratique de Hongkong repose désormais largement.

Lire nos informations page 5

M0147 - 1009 0 - 7.00 F



## Les conclusions du sommet de Libreville

### La crise économique menace la démocratisation en Afrique

La dix-septième sommet franco-africain, qui s'est terminé mercredi 7 octobre à Libreville (Gabon), a été dominé par les préoccupations des participants devant la crise économique qui affecte les Etats du continent et risque de mettre en péril un fragile processus de démocratisation. Tout en appelant à une gestion plus rigoureuse, M. Pierre Bérégovoy, a dit qu'il partageait certaines critiques des dirigeants africains au sujet des exigences du Fonds monétaire international.



Lire l'article de MARIE-PIERRE SUBTIL et nos informations page 7

## Le voyage de Jean-Paul II à Saint-Domingue

### Le pape veut remobiliser l'Eglise latino-américaine

Jean-Paul II s'envoie, vendredi 9 octobre, pour Saint-Domingue, où il célébrera le cinquième centenaire de l'évangélisation de l'Amérique centrale et latine et ouvrira, lundi 12, la quatrième assemblée générale de l'épiscopat latino-américain. C'est son premier voyage à l'étranger depuis son opération du 15 juillet dernier à la clinique Gemelli de Rome. Le pape a mis à profit sa convalescence, dit son entourage, pour réfléchir à l'évolution du pontificat.

## Essoufflement

par Marie-Claude Decamps et Henri Tincq

« Je ne vais pas bien, je vais mieux ! », répondait le pape à un cardinal de la curie qui s'inquiétait de son état de santé. En dépit de cette boutade, de sa nature connue pour être résistante et de l'optimisme officiel de son entourage, la convalescence de Jean-Paul II, soixante-douze ans, opérée le 15 juillet à la polyclinique Gemelli de Rome d'une tumeur bénigne à l'intestin, se révèle plus laborieuse que prévu.

Faisant à son tour le pèlerin de Christophe Colomb, le pape s'en va, vendredi 9 octobre, pour l'île de Saint-Domingue afin d'ouvrir, lundi 12, soit cinq cents ans jour pour jour après l'arrivée du navigateur génois, la quatrième assemblée générale de l'épiscopat latino-améri-

cain. L'objectif est double : d'abord célébrer, sans effusion particulière, à la demande des évêques progressistes, des communautés noires et indiennes, le cinquième centenaire de l'évangélisation d'un continent où vit près de la moitié de la population catholique dans le monde ; ensuite, donner le coup d'envoi d'une nouvelle stratégie d'évangélisation adaptée à des pays déchirés par la violence, la pauvreté, l'urbanisation sauvage, la sécularisation et l'agressivité des sectes. Cette cinquante-sixième sortie hors de Rome ressemble pour Jean-Paul II à une « rentrée ». Le programme prévu à Saint-Domingue a été allégé, et les étapes du Mexique et de la Jamaïque supprimées. Ce voyage n'aura rien de commun avec les chevauchées d'hier en Pologne, en France, aux Etats-Unis, en Afrique.

Lire la suite page 13

## Sang contaminé : offensive de l'opposition

L'opposition a repris l'offensive contre les socialistes dans l'affaire du sang contaminé en demandant que les ministres en poste à l'époque soient traduits devant la Haute Cour, seule juridiction habilitée à juger les membres du gouvernement pour des crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Le RPR exige la compensation de M. Fabius, M<sup>me</sup> Dutoit et M. Hervé, alors que l'UDF ne met pas en cause l'ancien premier ministre. Le PS a jugé cette initiative « répugnante ».

Lire nos informations page 9

## Frictions en Bosnie entre Croates et Musulmans

Croates et Musulmans sont en principe alliés contre les Serbes dans la guerre de Bosnie-Herzégovine. Mais sur les questions politiques concernant notamment l'avenir institutionnel de cette République ex-yougoslave, cette unité se lézarde rapidement, et l'on ne peut exclure un futur conflit entre les deux communautés « alliées ». A Sarajevo, les belégés ont entamé, sous les auspices des médiateurs de l'ONU, des pourparlers sur la délimitation de la capitale bosnienne. Ils ont toutefois refusé de s'associer à la même table de négociation.

Lire l'article d'YVES HELLER page 3

## La Pologne remise en selle

Après une sombre période de confusion politique et une vague de grèves, l'espoir renaît à Varsovie

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Tomek en rit encore : dans la superbe villa qu'il se fait construire à Varsovie, lui, le Polonais qui a toujours haï « les Russes » et leur fièvre dominatrice, fait travailler au noir deux ouvriers « russes ». Ismail, le Caucasien au sourire éclairé par des dents en or, et Kolia, le Russe à la tignasse de paille, eux, s'estiment assez heureux de leur sort : à 150 dollars par mois, quand chez eux ils en gagneraient 15, les susceptibilités nationales ne

les ont guère effleurés. Les retournements de l'Histoire dans cette partie de l'Europe n'embarassent plus grand monde ; c'est plutôt de gagner son pain qu'on se préoccupe et, par les temps qui courent, on le gagne infiniment mieux en Pologne que dans l'ex-URSS.

Car quoi qu'en pensent les Polonais, qui trouvent la transition économique si douloureuse qu'ils en oublient parfois combien la vie était difficile sous le communisme, la Pologne ressent déjà, trois ans après le changement de régime, de multiples

effets bénéfiques de l'économie de marché, même si la mise en œuvre des réformes a dû suivre le rythme chaotique de la vie politique. Après un départ en trombe avec la « thérapie de choc » de Leszek Balcerowicz, la transformation de l'économie polonaise a connu un temps d'arrêt à la suite des élections législatives d'octobre 1991, qui ont fait éclater au grand jour les réticences de la société et de la classe politique au changement à marche forcée.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite et nos informations page 4

## Le deuxième âge du SME

Les secousses des dernières semaines conduisent les Douze à s'interroger sur l'avenir du système monétaire européen

par Françoise Lazare

Y aura-t-il une réforme du système monétaire européen (SME) ? Les dirigeants européens rivalisent de déclarations sur le sujet.

Traumatisés, à des degrés divers, par la crise des changes qui déferle sur l'Europe depuis un mois, ils font des propositions allant de l'abandon pur et simple du système à des aménagements techniques ou encore à l'officialisation d'un « noyau dur » à l'intérieur du mécanisme

de change. Sans oublier, bien sûr, ceux qui, nombreux, surtout en France et en Allemagne, entendent défendre le système tel qu'il est.

Il y a trois ans, lors de son dixième anniversaire, le système monétaire européen (SME) était presque unanimement présenté comme une très grande réussite.

Lire la suite et nos informations page 16

Lire également page 2

L'article de M. ANDRÉ GAURON : « Les tourments de la Bundesbank »

## La mise à l'écart du président des Ciments français

M. Pierre Conso a été écarté à la demande des principaux actionnaires.

Lire page 17

## Mondial de l'automobile

Jusqu'au 18 octobre, à la Porte de Versailles, à Paris, le Mondial fait une large place à la voiture propre et au recyclage.

Lire page 18

## Les incendies de forêt en 1992

Les deux tiers des feux de l'été ont eu lieu en Corse où plus de 12 000 hectares sont partis en fumée.

Lire l'article de GUY PORTE page 12

## LE MONDE DES LIVRES

### L'éthique de Beckett

La paradoxale énergie de l'écrivain : « Un certain pessimisme, le plus vif, essentiellement allié à l'humour. » Le feuilleton de Michel Brudeau : « Histoires littéraires, par François Bort. » Philosophies, par Roger-Pol Droit. « Le troisième Salon de la revue. » La Foire internationale du livre de Francfort. « D'autres mondes, par Nicole Zand. »

pages 25 à 34

Le sommaire complet se trouve page 24

# GÜNTER GRASS

Günter Grass  
L'Appel du crapaud

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRP ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Saint-Pierre, 450 F ; Suède, 15 FRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

Les commandes de journaux et de livres sont exécutées dès le lendemain. (A.P.P.)

ALBIN MICHEL



# DÉBATS

SME

## Les tourments de la Bundesbank

par André Gauron

La semaine folle qu'a vécue le SME ressemble pour la Bundesbank à un drame shakespearien. Souverain jusqu'à l'inconscience, elle se retrouve aux prises avec ses propres fantômes et ses tourments, incapable d'assumer une évolution qu'elle sait inéluctable mais qu'elle refuse.

Que la «Buba» fasse un bon émissaire jadis, personne n'en doute. Elle s'en ferait presque une vertu. Mais justement, c'est cette vertu qui est aujourd'hui mise en cause. Les Anglais ont pour une fois renoncé à leur flegme pour dénoncer son jeu trouble et pour le moins les maladroits plus ou moins calculés pour provoquer la chute de la livre sterling. Mouvement d'humeur, répliquera-t-on. Pour les économistes, compte tenu des «fondamentaux» des économies européennes, la crise était inévitable et les accusations contre la Bundesbank sont injustifiées. Les marchés n'ont fait que remettre les pendules à l'heure et les parités à leur «vrai» niveau.

Mais l'unanimité des économistes n'est pas vérité. L'argument avancé de la divergence des politiques économiques pour expliquer la crise du SME est pour le moins discutable. Il signifie que le SME ne peut fonctionner correctement que si toutes les monnaies qui y participent reposent sur les mêmes «fondamentaux» et si les économies présentent les mêmes performances.

### Les foudres des «provinciaux»

S'il devait en être ainsi, le SME n'aurait jamais existé. C'est même le principal reproche que ses adversaires en France lui ont longtemps adressé : d'être une machine à faire converger les économies, ce qui veut bien dire qu'elles présentent des divergences qui ne se résorbent que très progressivement sous l'effet de la contrainte monétaire qu'il impose. Mais le SME peut aussi devenir une machine à produire de la divergence si, comme c'est le cas, il impose une parité de référence qui ne résulte pas de «fondamentaux» mais d'une politique délibérée de taux d'intérêt élevés de la part d'un ou de plusieurs membres. (Comment en est-on arrivé là ?)

La Bundesbank est née de la réforme monétaire de l'après-guerre. Sa constitution de 1948 lui assure son indépendance à l'égard du gouvernement fédéral — même si cela n'exclut pas que le ministère des finances et, plus rarement, le chancelier participent de temps à autre aux réunions du conseil. Mais elle porte aussi la marque de cette époque : la mise sous tutelle de la souveraineté allemande, politique, militaire, mais aussi monétaire. A l'image de l'Etat, une organisation fédérale lui fut imposée pour brider le retour d'ambitions internationales. Les Länder furent ainsi invités à entrer en force au sein du conseil à côté des responsables monétaires nommés par le gouvernement, qui constituent le directeur.

Cette dépendance à l'égard des Länder est double : numérique et politique. Avec onze sièges contre huit aux membres du directeur, les représentants des banques centrales régionales y sont majoritaires. Pour la plupart anciens élus de leur Land, souvent anciens ministres locaux, ils sont désignés par l'assemblée des seize secrétaires aux finances des Länder. Au sein d'un conseil dont les décisions sont collégiales, ceux-ci disposent ainsi d'un véritable droit de veto sur toute décision qu'ils jugent contraire à leurs intérêts, si provinciaux soient-ils.

En février 1992, H. Schlesinger a

subi les foudres des «provinciaux» à propos, cette fois, du traité de Maastricht. Hostiles au traité, les présidents des banques régionales reprochent au président de la Bundesbank de «se laisser enrôler par le gouvernement pour vanter les mérites de l'UEM», alors que celui-ci n'est pas conforme aux principes posés en septembre 1990 par l'institution. Ils imposent la publication dans le bulletin officiel de la banque d'une appréciation critique. Deux points de désaccord sont apparus : la fixation d'une date-but pour passer à la monnaie unique qui fait prévaloir les considérations politiques sur les critères de convergence, garantis de la stabilité monétaire, et la préférence de la «Buba» en faveur d'une UEM à cinq (avec la France) plutôt qu'à douze.

### Une belle mécanique enrayée

Avec le référendum français ouvrant la voie à une ratification générale du traité, la Bundesbank avait bien qu'un pas décisif serait franchi, ce qui a exacerbé les tensions au sein du conseil et n'a pu pousser H. Schlesinger à rechercher un réajustement général des parités avant que leur fixité ne devienne intenable.

2. La Bundesbank a pour objectif la stabilité monétaire. Depuis sa création, elle y est parvenue avec un rare succès. La réévaluation du mark en constitue, depuis les années 60, un instrument essentiel. Elle fut à l'origine imposée par les Américains, qui y trouvaient un moyen facile de résoudre les problèmes du dollar, pour

devenir après la crise pétrolière le moyen le plus efficace pour se protéger de l'inflation mondiale. Indépendamment des fluctuations du dollar, le SME a permis à partir de 1979 de mettre en œuvre cette stratégie avec succès vis-à-vis des monnaies européennes et d'assurer la suprématie du mark.

Toutefois, cette belle mécanique s'est progressivement enrayée sous l'effet de deux facteurs : la réussite de la politique de désinflation menée par la France et la libération des mouvements de capitaux. Le premier facteur a conduit à une stabilisation générale des taux de change au sein du SME, en dépit d'une pression constante de la Bundesbank pour obtenir une dévaluation des monnaies faibles, voire pendant longtemps du franc. Privé de l'arme des changes, la «Buba» a reporté sur les taux d'intérêt tout le poids de la lutte contre l'inflation. Le second facteur a fait tomber les frontières, qui permettaient le maintien de politiques nationales de taux d'intérêt. En soi, cela ne suffisait pas à déclencher l'escalade des taux. Mais, contrairement à l'idée reçue, l'unification allemande n'en est pas la cause première. Le mouvement a été enclenché par le débat sur la taxation des revenus d'épargne : c'est la fuite massive de capitaux, évaluée à 100 milliards de marks, qui a conduit la Bundesbank à relever, dès 1988, ses taux d'intérêt.

La «Buba» se trouve ainsi au cœur de la tourmente actuelle. Certes, elle a obtenu par le marché ce que les gouvernements lui refusaient. Mais elle s'est aussi précipitée. Elle ne pourrait baisser ses taux d'intérêt sans donner

le sentiment de céder au pouvoir politique, comme après la dévaluation de la lire italienne ; elle ne peut s'abandonner dans sa politique actuelle sans voir monter les critiques à son encontre, y compris en Allemagne. La Bundesbank se trouve en fait prisonnière d'elle-même. Elle n'est pas prête à renoncer au mark au profit de l'euro, ni à réduire ses taux tout en supportant seule le poids des mouvements internationaux de capitaux.

Aider la «Buba» à sortir du piège où elle se trouve est donc nécessaire. L'heure est venue de compléter le SME en dotant la Communauté d'une politique monétaire extérieure. Elle devrait être mise en place dès la deuxième phase de l'UEM, donc à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Les principes qui devraient prévaloir sont simples (1) : maintien des décisions à douze et mise en œuvre au rythme de chaque pays ; mise en commun des réserves de change des pays membres du SME, gérées par le futur Institut monétaire européen ; interventions contre le dollar et le yen exclusivement en écus gagés par les réserves des monnaies nationales, les banques centrales nationales ne conservant que les interventions intracommunautaires.

Cette solution permettrait à la Communauté de retrouver sa cohésion monétaire dans le respect de la stabilité des prix tout en desserrant les pressions qui pèsent sur la politique allemande.

(1) Cf. les Remarques de l'argent, Odile Jacob.

André Gauron est économiste et membre du CSA.

### Ex-Yougoslavie

## Pour un droit d'ingérence médiatique

par Chantal de Casabianca et Robert Ménard

«LES rumeurs de la désinformation (...) contiennent largement à attiser les haines ethniques et à stimuler le désir de vengeance (...) L'établissement d'un organe d'information indépendant des autorités locales pourrait aider à contraindre l'incitation à la haine raciale parmi la population (...) L'organe proposé devrait être, d'autre part, en mesure d'appuyer les médias locaux, à condition que ces derniers diffusent des informations objectives.» C'est ce qu'écrivait Tadeusz Mazowiecki, l'ancien premier ministre de Pologne chargé par la commission des droits de l'homme des Nations unies d'enquêter sur la situation dans l'ex-Yougoslavie. Pour la première fois, dans un rapport «conscient», le rôle et la responsabilité des médias dans une guerre sont dénoncés. Et un «droit d'ingérence médiatique» envisagé, en pointillé.

Dans cette guerre, la presse n'est pas «contenue» de servir de caisse de résonance aux parties en conflit. De part et d'autre, et de rares exceptions près, les journalistes n'ont pas seulement accompagné la guerre, ils lui ont largement préparé le terrain. Ils sont une des causes de la guerre, de sa violence, de sa barbarie. A Zagreb, comme à Belgrade d'ailleurs, on a tout fait, et on continue à tout faire, pour imposer le silence aux journaux qui refusent de burler avec les loups nationalistes. La reprise en main de Novi List, le quotidien de Belgrade, ou l'arrêt de Novi Danas, l'organe de la presse d'Etat qui contrôle 80 % de la distribution de la presse en Croatie, en témoignent.

A la télévision, deux cents à trois cents personnes — le personnel et leurs familles — vivent entassées dans leur bunker de béton, à portée des canons serbes. Six heures par jour, ils proposent des programmes où les médias «techniques» et «cristallins» sont bannis. De l'impensable d'Obolodjenje, il ne reste rien. La rédaction s'est réfugiée dans les sous-sols. Déjà, quatre de ses journalistes ont été tués. Mais elle s'entête : chaque jour, les journaux vendent à la criée, dans les rues, les sept mille exemplaires qui sortent des rotatives. Radio 99, fondée par le docteur Zdravko Grebo, un des intellectuels parmi les plus prestigieux de la ville, est installée dans le quartier de Dobrinja, l'ancien village olympique, à deux cents mètres de l'aéroport. Ce quartier martyrisé est piégé, quotidiennement, depuis maintenant cinq mois.

### Quels crimes ?

Mais quels crimes reproche-t-on à ces journalistes ? Ils ont, tout simplement, été à Obolodjenje, comme à la radio et à la télévision, Serbes, Croates et Musulmans continuent à travailler, à vivre ensemble, sans heurts. Et cela est insupportable pour tous ceux qui rêvent de dépecer la Bosnie-Herzégovine. Un exemple, avant même que ne débute la guerre, Serbes et Croates se sont emparés de huit des neuf relais qui permettent à la télévision de Sarajevo de couvrir tout le territoire de la République. Dans un même élan, ils ont, du côté croate,

branché Télé-Zagreb, et, chez les Serbes, imposé Télé-Belgrade.

Alors, sommes-nous réduits à l'impuissance ? Non. Il faut, à l'image de ce que l'on a conçu pour l'aide humanitaire, mettre en place de véritables corridors pour la presse. Sans eux, pas de «démantèlement» possible de l'information et comment imaginer, alors, qu'une forme ou une autre de collaboration ait à nouveau droit de cité ?

Il faut que l'information circule. Et, pour cela, doter Obolodjenje de moyens de communications.

Il faut enfin que les Nations unies s'engagent à transporter le matériel destiné aux médias bosniaques. On ne peut, dans un rapport, plaider pour une information indépendante et ne pas se donner les moyens de venir en aide à ceux-là mêmes qui risquent leur vie pour une presse débarrassée de toute haine, de toute xénophobie.

Depuis le début du conflit, dans l'ex-Yougoslavie, au moins trente journalistes ont été tués. Aujourd'hui, ceux qui continuent à travailler pour une information respectueuse des faits et des hommes dans Sarajevo émettent ne nous demandent pas de les aider à fuir cet enfer, mais au contraire de leur permettre d'y rester. Pas par héroïsme. Mais, tout simplement, disent-ils, pour faire leur métier honnêtement. Nous le leur devons.

Chantal de Casabianca et Robert Ménard animent l'association Reporters sans frontières.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Le choc des continents

La conquête de l'Amérique a marqué le début de la volonté de domination de l'Occident sur le reste du monde. Mais l'affrontement Nord-Sud, dramatiquement symbolisé par la lutte contre la drogue, montre que le choc des continents est loin d'être terminé.

1492, dont les revues ne cessent de méditer les leçons, a marqué le début de la conquête du monde par l'Europe, le démarrage de ce long processus d'uniformisation de la planète, à l'aune des valeurs et de la pensée de l'Occident. Ainsi est né ce que Jacques Attali, dans les *Nouveaux Cahiers*, appelle «l'ordre atlantique», fondé sur une idéologie — le progrès — une foi — le christianisme — et un système politique — l'Etat-Nation. «A partir de 1992, écrit Jacques Attali, l'Europe s'érige en maître d'un monde à conquérir. Nouveaux nomades, les Européens imposent leur vision de l'Histoire, leur créativité, leurs langues, rêves et fantasmes.»

Mais cette vision «frontale» de l'Histoire, peuples contre peuples, continent contre continent, a produit une interprétation manichéenne des événements qui ne prend pas en compte l'infinité complexité des relations entre les peuples. Ramener la conquête de l'Amérique à la victoire du conquistador sur l'Indien, du guerrier moderne sur le primitif donne une image un peu réductrice de la réalité, comme le montre le volumineux et passionnant numéro de *l'Homme*, consacré à la «redécouverte de l'Amérique». Pour Carmen Bernaldo et Serge Gruzinski, la manière dont les chercheurs ont étudié la découverte et la conquête de l'Amérique les a conduits à sous-estimer l'extraordinaire hétérogénéité des envahisseurs (aristocrates hispaniques, paysans d'Estremadura, commerçants sévillans, desquels «exotiques», juifs convertis, esclaves noirs et mulâtres, vagabonds venus de toute l'Europe...), à se désintéresser des populations locales non indiennes (noirs, métis, autochtones...) et à minimiser les contacts qui se sont immédiatement tissés entre les conquérants et les indigènes, au hasard des combats, des naufrages, des voisinages ou des concubines.

### La guerre de la drogue

La multiplicité de ces groupes antagonistes, emportés dans une aventure inouïe, la complexité de leurs intentions, ont produit une mosaïque sociale baroque, un mélange généralisé, particulièrement instable. «Les premières sociétés coloniales du seizième siècle sont des univers en mouvement, d'une extrême irrégularité et dont la complexité augmente au fur et à mesure qu'elles se redévoient. Méritent-elles d'être leurs le nom de société ? Elles sont le produit hybride d'éléments européens coupés de leur milieu d'origine (épouse, famille, ville, province, parfois langue pour les Basques, les Catalans ou les Italiens) et de groupes indigènes dont l'architecture sociale, culturelle et politique a été partiellement ou totalement démantelée. (...) La diversité des composantes ethniques, religieuses, culturelles, l'incidence élevée des facteurs de déracinement, l'emprise limitée de l'autorité centrale — déléguée et trop lointaine, — l'étendue des distances océaniques et continentales, la prédominance de l'instabilité, de la mobilité et de l'irrégularité produisent des phénomènes sociaux dont le caractère chaotique, ou pour mieux dire «fractal», retient l'attention.»

Ce mélange chaotique, cette instabilité, cette proximité entre des populations et des situations antithétiques... n'est-ce pas, encore, la description du continent américain d'aujourd'hui, où coexistent les techniques les plus raffinées et la misère la plus sordide, la puissance et l'anarchie, la démocratie et la mafia ? Telle est l'image qui se dégage, en particulier, de l'article que la revue *Relations internationales* et stratégiques consacre à la lutte contre la drogue dans son dossier sur les

Etats-Unis. On y voit la plus grande puissance militaire mondiale rongée de l'intérieur par un ennemi sans visage, dont les bases sont disséminées partout dans le monde, et plus particulièrement à ses portes, chez ses cousins des pays andins. «La lutte contre la drogue», écrit Alain Carton, «est devenue, avant même la fin de la guerre froide, l'un des premiers éléments de la stratégie américaine pour faire face aux «risques transnationaux» et réorienter l'effort de défense. Elle joue, toutes choses égales par ailleurs, le même rôle que la lutte contre le terrorisme international ou, aujourd'hui, contre la prolifération des armements ou la destruction planétaire.»

En fait, la lutte contre la drogue, menée par les Etats-Unis en Amérique latine, avec l'appui plus ou moins consentant des gouvernements et des militaires locaux, est l'un des aspects de la confrontation mondiale entre le Nord et le Sud, entre le monde industriel, technologique et organisé et celui du sous-développement, de la misère et de la corruption. «Pour les Etats-Unis, écrit Alain Carton, le Sud lourd de menaces nouvelles commence à la frontière du rio Grande et s'interpénètre même avec les marches du territoire américain dans les Etats à forte immigration hispanique.»

### La bombe de la pauvreté

Le Sud est à la porte des Etats-Unis. Il est aussi à la porte de l'Europe, dans cette Afrique voisine, dont la dérive apparemment irrémédiable constitue pour les Européens à la fois une menace et un remord. «Il faut bien se convaincre, écrit Edgard Pisani dans un numéro de l'*Evénement européen* intitulé «Dialogues eurafriains», de ce que misère et explosion démographique d'une part, richesse et stagnation démographique de l'autre, créent les conditions d'un affrontement, irrésistible bien que sans armes, à cause des migrations.»

C'est pourquoi Edgard Pisani presse la CEE de mieux gérer son aide à l'Afrique et de définir «une authentique politique européenne de coopération au développement». Mais, prévient-il, il ne faut pas penser uniquement en terme de «rattrapage», comme si le Nord proposait un «modèle» auquel le reste du monde devait nécessairement se rallier, car le développement à l'occidentale est sévèrement critiqué par de nombreux Africains qui craignent d'y perdre leurs racines et leur identité. «Les Africains ont peur d'être entraînés loin de leurs villages et d'être abandonnés au milieu du désert.»

Ce refus, l'écrivain Sony Labou Tansi l'exprime crûment dans sa «Lettre fermée aux gens du Nord et compagnie», que publie ce numéro de l'*Evénement européen*. «Au triple plan moral, écologique et logique, le Nord a engagé notre planète vers un suicide collectif. La naissance d'une société morale, spirituellement, intellectuellement et émotionnellement asséchée est le chemin le plus court pour arriver à la chute de la culture et au triomphe de la barbarie.» Et il conclut par cet avertissement : «Le temps est venu de lever des troupes contre l'injustice et l'humiliation. La bombe de la pauvreté doit être désamorcée ou bien sera plus terrible que toutes vos bombes.»

1492-1992. Affrontement Nord-Sud... Le choc des continents... décollé par les conquistadors andalous, n'a pas fini de faire frémir la planète.

► *Les Nouveaux Cahiers*. Été 1992. n° 109, 55 F. 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.

► *L'Homme*. N° 122-124, 250 F. Naverin, 31, rue Naverin, 75009 Paris.

► *Relations internationales et stratégiques*. N° 7. Automne 1992. 90 F. L'Harmattan.

► *L'Evénement européen*. Septembre 1992. N° 19. 90 F. Seul.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprise
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et revues du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde à 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-33

Télécopieur : (1) 40-65-25-39

Tél. : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

**ABONNEMENTS**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN	PAIS-BAS	PAIS-GERM	PAIS-SCAND	PAIS-CE
3 mois	526 F	572 F	572 F	572 F	572 F	572 F
6 mois	1 030 F	1 123 F	1 123 F	1 123 F	1 123 F	1 123 F
1 an	1 990 F	2 095 F	2 095 F	2 095 F	2 095 F	2 095 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

221 190 02 PP-Paris RP



BOSNIE-HERZÉGOVINE : pour protéger les convois humanitaires

# Les « casques bleus » seraient déployés dans les quatre semaines à venir

Les quelque 6 000 « casques bleus » que l'ONU avait décidés, le 14 septembre, d'envoyer en Bosnie-Herzégovine pour assurer la protection des convois humanitaires devraient être déployés dans les quatre semaines à venir, indiquait-on, mercredi 7 octobre, de sources diplomatiques à New-York. Les premiers éléments de cette force, placés sous le commandement du général français Philippe Morillon, arriveront en Bosnie le 15 octobre, et les pays contributeurs espèrent que leurs hommes seront tous sur place dans la première semaine de novembre.

Lors des discussions qui ont eu lieu au siège des Nations unies pour fixer les modalités pratiques du déploiement, les participants ont constaté qu'il manquait encore certaines unités, en particulier du génie et du transport, selon les mêmes sources.

La France, qui avait prévu de mettre 1 100 hommes à la disposition de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en

Bosnie, a accepté d'envoyer 500 militaires supplémentaires. Paris va donc déployer un bataillon de 1 300 hommes, une unité de 8 hélicoptères de 150 hommes et une unité de génie de 150 hommes. Un premier contingent avancé de 300 militaires français devait arriver en Bosnie vers le 15 octobre, et Paris espère que le déploiement de ses effectifs nationaux sera achevé le 25 octobre.

Les Britanniques, qui effectueraient un déploiement « totalement autonome », engageront entre 1 600 et 1 800 « casques bleus », selon les mêmes sources.

Les Canadiens se sont engagés à envoyer un bataillon de 1 400 hommes. Les Espagnols promettent 400 « casques bleus » mais insistent sur une durée limitée à « quatre à six mois ». Le Danemark achèvera une compagnie de quatre cents hommes (100 à 150 hommes), et la Norvège une section du génie pour le poste de commandement (PC) qui sera installé dans la région de Sarajevo.

Sur le terrain, les forces serbes ont poursuivi, mercredi, leur offensive dans le nord de la Bosnie-Herzégovine pour parachever l'importante victoire militaire remportée la veille avec la prise de Bosanski Brod. La prise de cette ville, qui comptait autrefois plus de 30 000 habitants dont 41 % de Croates, 33 % de Serbes et 12 % de musulmans, a conforté la position des forces serbes qui ont créé un corridor reliant à la Serbie les territoires sous leur contrôle dans l'ouest de la Bosnie et l'est de la Croatie.

## La délimitation de Sarajevo

Les négociations sur la délimitation de Sarajevo ont débuté, mercredi 7 octobre, dans la capitale bosnienne, a annoncé le porte-parole de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, M. Fred Eckhardt, à Genève. Les chefs militaires des forces serbes, musulmanes et croates y participent.

# Les Musulmans face aux Croates : l'autre conflit

Malgré leur alliance contre les forces serbes, les dirigeants des deux communautés bosniaques sont profondément divisés

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Les Musulmans jouent la dernière carte contre les Serbes : la finale les opposera aux Croates. » Pour brutalement et un peu rapide qu'elle apparaisse, cette réflexion en forme de bombe, qui court aujourd'hui Sarajevo, n'est pas moins un sentiment dominant chez les Musulmans de Bosnie-Herzégovine. Elle comporte, en tout cas, « une part de vérité », avouent-on à la présidence bosniaque, où l'on cherche, pourtant, à atténuer les graves divergences opposant les dirigeants des deux peuples, jusqu'à présent alliés contre les forces serbes.

Conseiller du président bosniaque Alija Izetbegovic, M. Kemal Mufic tente de masquer l'ampleur de ces différends derrière de simples « problèmes de communication, très difficiles à tous points de vue ». Mais, lorsqu'on approfondit un peu la question avec lui, une évidence saute aux yeux : l'opposition est totale sur le fond du problème et sur la façon de le résoudre. M. Mufic, à l'image du pouvoir bosniaque, ne veut pas entendre parler de « cantonisation » ou de confédération en Bosnie-Herzégovine. S'il se dit prêt à accepter une large « régionalisation » de la République (avec, au minimum, quatre régions), il exclut absolument tout découpage sur une base ethnique, en expliquant que l'imbriication des trois communautés – musulmane, serbe et croate – rend impossible une solution de ce type. Or, pour Zagreb comme pour les dirigeants croates d'Herzégovine occidentale – cette région du sud-ouest de la République bosniaque peuplée à près de 90 % de Croates et qui, adossée à la Dalmatie, vit, à des années-lumière de Sarajevo, une quasi-sécession –, seul un tel découpage territorial, entre Musulmans, Serbes et Croates dans le cadre d'une confédération permettra de sauver la Bosnie-Herzégovine. Et, même si le gouvernement de Croatie a mis de côté, ces derniers temps, sa menace de partage pur et simple au cas où l'idée de cantonisation serait rejetée, il est clair qu'il n'a pas renoncé au concept de confédération.

Divergence sur le fond, mais divergence totale aussi sur la démarche à suivre pour sortir du conflit croato-musulman. « D'abord, il faut chasser l'agresseur (serbe) : c'est le problème prioritaire. Il faut donc s'unir contre cet agresseur et ne pas agiter (maintenant) tous les problèmes politiques (divisant Musulmans et Croates) », estime M. Mufic. Or, pour Zagreb, l'ordre des priorités est totalement différent, le régime du président croate Franjo Tudjman estimant qu'il ne suffit pas de parler d'union contre l'agresseur, mais qu'il faut, dès maintenant, régler les questions politiques. A cet égard, il semble que Sarajevo – en position de faiblesse – ait fait une concession, les représentants de la présidence bosniaque et M. Mate Boban, leader d'Herzégovine occidentale, très proche du président Tudjman, s'étant mis d'accord à Genève, selon M. Mufic, pour « réfléchir ensemble » à la future structure de l'Etat bosniaque. Il y a « nécessité de dialogue » entre les deux parties, et l'on va voir comment va se passer cette conversation », souligne M. Mufic, tout en réitérant son refus de toute « cantonisation ethnique ».

Derrière le langage officiel bosniaque tendant à minimiser, voire à nier



le différend, on sent poindre la rancœur. Les Croates sont-ils toujours des alliés ? « Nous sommes habitués à ce que tout le monde mente autour de nous », entend-on répondre au siège du Parti de l'action démocratique (SDA) du président Alija Izetbegovic. En fin de compte, « Mate Boban veut la même chose que Radovan Karadzic » (le chef du mouvement sécessionniste serbe de Bosnie-Herzégovine, très proche du président Slobodan Milosevic de Serbie), estime-t-on à l'état-major des forces bosniaques, en ajoutant toutefois : « Evidemment, pas par les mêmes moyens ». A propos du Conseil de défense croate (HVO), la force militaire des Croates de Bosnie-Herzégovine, on estime, toujours à l'état-major de Sarajevo, que, « s'il a joué, au début de la guerre, le rôle de médiateur entre l'agresseur serbe et le reste de la République bosniaque. On admet cependant que, en-dehors de l'Herzégovine occidentale, le HVO se bat, là où il est présent, aux côtés de l'armée bosniaque ».

## Mostar aux mains des forces croates

Sur place, dans cette Herzégovine occidentale où le sentiment national croate est très fort et la tentation sécessionniste à peine distillée, la collaboration entre le HVO et l'armée bosniaque ne va pas sans frictions, le premier tenant la seconde en quasi sujétion. Il n'est que d'entendre les reproches et accusations que se lancent mutuellement à la tête les responsables de l'une et l'autre force.

Arif Pasalic commande la brigade de l'armée bosniaque stationnée à Mostar, érigée en « capitale » de l'Herzégovine occidentale par le mouvement de M. Boban, bien que la ville compte plus d'habitants

musulmans que croates (sur l'ensemble de la commune, la proportion est, en fait, inversée). Cet état-major de l'armée yougoslave regrette que la coopération entre ses forces et le HVO soit pratiquement nulle : « c'est dommage, mais c'est comme cela ». « Les buts politiques différents (entre Musulmans et Croates) déterminent les relations militaires », ajoute-t-il, en expliquant que « le HVO a le contrôle de la région de Mostar et ne reconnaît aucune autorité », allant jusqu'à ignorer les documents d'identité bosniaques. Les emblèmes de la République (six fleurs de lys) ont disparu d'Herzégovine occidentale. Plus grave, accuse Arif Pasalic, le HVO ne se gêne pas pour arrêter des combattants musulmans, torpiller des opérations militaires si elles ne lui conviennent pas, faire à lui seul la police dans la région, ignorer les décisions prises par le commandement bosniaque, dilapider des taxes de son propre chef, privilégier le renforcement de son pouvoir plutôt que le combat contre les forces serbes depuis qu'il a « atteint ses objectifs », et discréditer les combattants musulmans.

A quelques kilomètres de là, à Grude, où il a son quartier général, le général Milivoj Petkovic, chef d'état-major du HVO, ancien lieutenant-colonel de l'ex-armée yougoslave, n'est pas beaucoup plus tendre pour les forces bosniaques. Il tient, d'abord, à mettre les choses au point : « Arif Pasalic lui est subordonné. Nos hommes sont au front, les leurs (les Musulmans) sont en ville, ajoute-t-il. Ils ne tiennent que 15 à 20 % des lignes de front alors que nous tenons l'essentiel. De plus, sur certains fronts, on ne peut pas compter sur eux ». Dans la région de Zenica (près de Sarajevo), par exemple, « beaucoup de combattants musulmans ne paraissent pas pressés d'aller se battre, alors que trente mille personnes seraient mobilisables. A Tuzla, il y a une trentaine de chars que l'on n'a jamais vus au front », affirme encore le général Petkovic, qui reproche aux Musulmans non seulement leur manque de motivation

mais, parallèlement, des initiatives intempestives. Quant à la ville de Mostar, elle a été « libérée à 80 % par les combattants du HVO », assure le général Petkovic, qui s'interroge d'autre part sur le coût tardif de la désertion du colonel Pasalic de l'armée serbo-yougoslave (en mars dernier). « J'ai une liste de responsables militaires musulmans qui étaient dans l'ex-armée yougoslave pendant la guerre en Croatie et qui y ont même participé », assure-t-il sans, toutefois, donner de noms. Les autorités croates auraient, de fait, dressé une liste de vingt-huit noms d'anciens officiers musulmans de l'ex-armée yougoslave ayant activement participé à la guerre contre la Croatie et qui occupent, aujourd'hui, des postes à responsabilité dans l'armée bosniaque, a-t-on appris à Sarajevo.

La vieille ville de Mostar a été ravagée par les combats, 80 % des vieilles maisons qui rappellent l'époque ottomane ne sont plus, et ruines, un pur oubli est maintenant de cimenter. Là, sous les pins, joie des controverses, l'ombre musulmane et catholique sont mêlées ; celles, le plus souvent, de jeunes gens. Au milieu d'elles, une planche surmonte un monticule de terre, dans lequel est fiché un casque. « Mak Englez » (« Mike, Anglais ») y est-il simplement écrit. C'est la tombe d'un Britannique mort il y a un mois au combat. Il n'avait, sur lui, aucun papier d'identité.

YVES HELLER

GRANDE-BRETAGNE : en marge du congrès conservateur

# Une attaque virulente de Mme Thatcher contre le traité de Maastricht

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Une fois encore, Mme Margaret Thatcher a choisi de dominer, ne serait-ce que l'espace d'une journée, le congrès du Parti conservateur, en se livrant à une attaque virulente contre le traité de Maastricht. L'ancien premier ministre avait, un moment, paru opter pour une semi-retraite politique à la chambre des Lords, avec un titre de baronne et un calendrier bien rempli d'interviews et de conférences hautement rémunérées. Mais rien ne remplace ce bain de jeunesse que constitue la « grand-messe » annuelle du Parti conservateur. De longues discussions eurent donc lieu entre la Dame de fer et Sir Norman Fowler, le président du parti Tory, sur la forme de sa participation. Compromis : « Elle » serait présente, jeudi 8 octobre, mais... ne dirait mot.

Ce mutisme était au-dessus de ses forces. Mme Thatcher a choisi d'y renoncer sous la forme – provocante – d'une interview à l'hebdomadaire *The European* – publiée le jour de son arrivée à Brighton – pour « démolir » le traité européen, auquel son successeur au 10 Downing Street a attaché une grande partie de sa crédibilité politique. « Le gouvernement doit reconnaître que le mécanisme de change européen et le traité de Maastricht font partie d'une vision du passé, affirmait-elle. Le premier est une condition préalable pour la réalisation

du second. Nous avons estimé que les limites du premier étaient insupportables ; la canisole de force du second serait ruineuse. »

Attaquant indirectement le gouvernement – qui avait mis en cause la responsabilité de la Bundesbank dans la chute de la livre – Mme Thatcher indique : « Je ne critique pas les Allemands. Ils ont privilégié leur pays, et montré ainsi l'impossibilité d'établir une monnaie unique pour un groupe de pays européens dont les économies sont aussi différentes. Une fois que nous avons réalisé que le mécanisme de change européen était dépourvu de la flexibilité que nous espérons, nous aurions dû le quitter. »

Comme l'aurait son auteur, cette nouvelle diatribe était l'objet, mercredi, de toutes les conversations. Alors que l'ancien premier ministre, Sir Edward Heath, confiait que Mme Thatcher, son ennemi de toujours, « était l'Europe et tous les Européens », des membres du gouvernement, comme M. Kenneth Clarke, ministre de l'Intérieur, s'étonnaient : « Comment un ancien premier ministre peut-il attaquer son successeur à propos d'une décision [l'entrée de la livre dans le SME] dans laquelle elle a pris une part déterminante ? » Sir Edward Heath avait expliqué que son silence répondait au souci de ne pas ajouter aux difficultés auxquelles M. Major est confronté. Trop tard, c'est fait !

LAURENT ZECCHINI

# Intense activité diplomatique avant le sommet de Birmingham

Dans le cadre de la préparation du sommet extraordinaire de Birmingham, le 16 octobre, les conversations bilatérales au sein des Douze se multiplient pour activer le processus de ratification du traité de Maastricht. Le Danemark cherche pour sa part à trouver un compromis qui lui permettrait de se tourner à nouveau vers ses électeurs avec plus de succès que lors du référendum du 2 juin dernier (50,7 % pour le « non »).

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a rencontré à Bonn, mercredi 7 octobre, le chancelier Kohl pour examiner les positions de chacun sur le traité de Maastricht. M. Schlüter estime possibles ces « amendements » dans les domaines des finances, de la défense ou des pouvoirs du Parlement. « Une renégociation du traité n'est pas possible, mais un amendement n'est pas hors de question » a confirmé de son côté, le ministre des affaires étrangères danois, M. Uffe Ellemann-Jensen.

Les ministres des affaires étrangères britannique et espagnol,

MM. Douglas Hurd et Javier Solana, se sont rencontrés, mercredi à Madrid. Le secrétaire au Foreign Office a assuré que le traité de Maastricht ne constituait pas une menace pour les identités nationales des pays de la CEE : « Nous n'essayons pas d'homonogénéiser ou d'effacer les identités nationales. Nous essayons d'ajouter à ces identités un sentiment de coopération entre Européens pour affronter les problèmes qui ne peuvent pas être réglés efficacement par les Etats-nations seuls », a-t-il ajouté en donnant implicitement sa définition de la subsidiarité.

Les Etats membres de la Communauté ne sont pas parvenus à faire passer ce message à leurs citoyens, a affirmé en substance M. Douglas Hurd, en précisant qu'il s'agissait là du « principal enjeu politique » du traité. Le mécanisme de change européen ne figurera pas à l'ordre du jour des discussions de Birmingham, par ailleurs confirmées M. Hurd les ministres des finances s'étant par ailleurs à ce sommet. – (AFP, Reuters)

# LES FRANÇAIS ET LE SIDA

La deuxième grande enquête sur les attitudes et les comportements des Français face au sida fait apparaître une progression de la tolérance et de la solidarité à l'égard des malades.



également au sommaire :  
L'OPTIQUE ATOMIQUE  
L'ETHNOLOGIE PRÉHISTORIQUE  
LES QUASARS  
LA VIE SOCIALE DES RATS-TAUPES

N° 247 • OCTOBRE 1992 • EN KIOSQUE • 37F



## EUROPE

## RUSSIE

## Le premier ministre, M. Gaïdar, a fermement défendu sa politique économique devant les députés

MOSCOU

de notre correspondant

M. Egor Gaïdar n'est pas résigné à baisser pavillon, en dépit des sévères critiques adressées à son gouvernement par M. Boris Eltsine. Prenant la parole, mardi 6 octobre, quelques minutes après que M. Eltsine eut éreinté plusieurs des ministres qui lui sont les plus proches (*Le Monde* du 7 octobre), le premier ministre en exercice a crânement défendu sa politique devant les députés. Et il en a profité pour lancer quelques phrases en direction de ses adversaires les plus sérieux : les représentants de la grande industrie et de l'ancienne nomenclatura qui entendent garder le contrôle de l'économie.

« La Russie n'est pas la Chine », a-t-il ainsi déclaré, visant très clairement M. Arkadi Volok, chef de file des « réformateurs modérés », qui avait demandé que l'on prenne exemple sur la Chine, où l'introduction progressive d'une économie de marché est allée de pair avec le maintien d'un très fort sec-

teur d'Etat. M. Gaïdar ne s'est pas contenté de constater l'évidence mais s'est employé à pousser ses adversaires dans leurs retranchements : « Pour prendre la voie chinoise, il nous faudrait choisir une autre stratégie et d'une direction autoritaire ». Une manière de rappeler à ces anciens apparatchiks que la Russie avait passé le stade de la dictature du parti.

Par la même occasion, M. Gaïdar a accusé ceux qui souhaitent « ralentir la privatisation » de vouloir, en réalité, poursuivre le processus d'« escapement sauvage des entreprises par la nomenclatura », processus qui, selon lui, a commencé dès l'année 1990, c'est-à-dire avant même l'effondrement du régime.

## Une position inconfortable

Le jeune premier ministre a ensuite répondu avec aisance, et même parfois avec brio, aux députés qui critiquaient sa politique. Mais cette agilité intellectuelle et cet esprit de répartie n'arrangeront

pas forcément ses affaires avec des députés prompts à dénoncer « l'arrogance » des libéraux formés à l'école occidentale. D'autant que M. Eltsine lui-même avait touché ce point sensible, en reprochant à l'équipe Gaïdar de refuser de tenir compte des idées des autres.

Face à un président qui — peut-être pour préserver sa propre popularité — s'emploie à prendre ses distances avec lui et à un Parlement méfiant, sinon hostile, M. Gaïdar reste donc sur une position hautement inconfortable. Il paraît, néanmoins, avoir encore au moins quelques mois devant lui, personne n'ayant intérêt à prendre sa place dans une période si scabreuse. Lui-même semble persuadé qu'il peut encore faire avancer la réforme dans le sens qui correspond à ses convictions, et ses adversaires se croient en mesure de lui imposer peu ou prou leur politique tout en lui faisant payer les pots cassés. L'ambiguïté pourrait ainsi durer jusqu'au Congrès des députés, prévu en principe pour cet hiver.

JAN KRAUZE

Irrité par les critiques de l'ancien président

## M. Eltsine prive M. Gorbatchev des locaux de sa fondation

Le refus persistant de M. Gorbatchev de venir témoigner devant la Cour constitutionnelle et ses attaques par voie de presse contre M. Boris Eltsine (*Le Monde* du 8 octobre), ont conduit ce dernier à confisquer, mercredi 7 octobre, par décret, les locaux dont disposait la Fondation Gorbatchev dans le centre de Moscou. Ces locaux, qui comprennent plusieurs milliers de mètres carrés dans l'avenue de Leningrad, sont désormais attribués au gouvernement, qui doit y installer une académie des finances destinée à former les managers de la nouvelle économie russe. Jeudi matin, une trentaine de policiers interdi-

saient l'accès du bâtiment eux employés.

Le complexe, qui comprend cinq étages, des salles de conférences, un hôtel, plusieurs restaurants — ainsi qu'une belle maison de campagne dans la banlieue de Moscou — avait été attribué à la Fondation internationale de recherche économique et sociale que M. Gorbatchev avait créée en décembre 1991, quelques semaines avant de quitter le pouvoir.

Visiblement, M. Boris Eltsine n'a pas renoncé à faire plier son prédécesseur. Il espérait que la multiplication des vexations, petites ou grandes, conduirait M. Mikhaïl Gorbatchev à déferer à la convoca-

tion de la Cour constitutionnelle qui instruit le procès du Parti communiste de l'Union soviétique. M. Gorbatchev, qui n'estime avoir à rendre de comptes que devant « le tribunal de l'Histoire », est déjà privé du droit de se rendre à l'étranger. Le gouvernement italien a protesté auprès de Moscou contre cette mesure, qui pourrait empêcher l'ex-numéro un soviétique de faire une tournée de conférences dans la péninsule. Le quotidien indépendant de Moscou *Nezavisimaya Gazeta* ne prend cependant pas cette affaire trop au tragique et propose que l'on « échange Mikhaïl Gorbatchev contre Erich Honecker ». — (*Corresp.*)

## GÉORGIE : pour tenter de régler la crise abkhaze

## Les dirigeants de Tbilissi font appel à l'OTAN

Des troupes géorgiennes sont arrivées, mercredi 7 octobre, en renfort à Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie, dont les habitants se sont retranchés en prévision d'une offensive d'éléments séparatistes. La presse géorgienne fait état d'« évacuations massives de civils, qui auraient fait entre huit cents et mille victimes à Gagra, une station balnéaire conquise la semaine passée par les forces abkhazes ».

Selon un porte-parole du Conseil d'Etat à Tbilissi, soldats et équipements sont déployés dans la région pour tenter d'y rétablir l'ordre après les récentes victoires enregistrées par les forces séparatistes qui soutiennent des volontaires de

Russie méridionale. Les autorités de Tbilissi ont également annoncé que trois avions de transport russes Il-76 avaient atterri dans une ancienne base soviétique de l'ouest de la République afin d'en retirer des équipements militaires. La Géorgie entend « nationaliser » le matériel militaire russe resté dans ses frontières.

Le président géorgien, M. Edoard Chevardnadze, s'est entretenu de la crise avec le président russe Boris Eltsine lors d'une conversation téléphonique présentée, de source géorgienne, comme « extrêmement vive et franche ». Dans un télégramme adressé à M. Boris Eltsine, le dirigeant géor-

gien a exigé que Moscou cesse tout transfert d'hommes et d'équipements à travers la frontière afin d'éviter une escalade.

Le ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Tchikvaïdze, s'est rendu à Bruxelles pour demander l'aide de l'OTAN afin de régler le conflit en cours. M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'Organisation atlantique, a déclaré que les Etats membres étaient « gravement préoccupés » par la situation en Géorgie et que l'OTAN souhaitait que l'ONU puisse apporter sa médiation dans ce conflit. — (*Reuter, AFP.*)

## ALLEMAGNE

## M. Erich Honecker a regagné les rangs du Parti communiste

L'ancien chef d'Etat de la RDA, M. Erich Honecker, a regagné les rangs du Parti communiste. Emprisonné depuis son retour de Moscou, le 29 juillet, l'homme fort de l'ex-Allemagne de l'Est a signé, lundi 5 octobre, dans sa cellule de la prison de Moabit à Berlin, sa carte de membre d'un groupe, le Parti communiste d'Allemagne (KPD), recréé en janvier 1990 et qui se veut l'héritier du Parti communiste d'avant-guerre, qui portait le même nom. Erich Honecker avait été chassé en décembre 1989 de l'ancien PC (SED), devenu aujourd'hui le Parti

du socialisme démocratique (PDS).

« En tant que communiste loyal, il souhaite à nouveau faire partie d'une organisation », a déclaré mercredi M. Hans Wauer, responsable du mouvement, en soulignant que M. Honecker avait pris cette initiative « de son propre chef ».

Bien qu'il soit atteint d'un cancer du foie, M. Honecker sera prochainement traduit en justice pour sa responsabilité dans la mort de quarante Allemands de l'Est, tués alors qu'ils tentaient de fuir à l'Ouest. — (*AFP.*)

« Un cimetière juif profané. Des tombes juives ont été profanées, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 octobre, dans un cimetière de Karlsruhe, dans le sud-ouest de l'Allemagne. Il s'agit de la quatrième profanation de ce type en une dizaine de jours. A Kötten, en ex-RDA, des skinheads ont roué de coups et frappé

de plusieurs coups de couteau un Allemand qu'ils avaient pris pour un étranger. A Hohenheim, trois policiers ont été pris à partie par les occupants d'un foyer pour étrangers, alors qu'ils étaient venus interpellier deux d'entre eux, poursuivis pour ne pas avoir payé leurs impôts. — (*AFP.*)

HAUT-KARABAKH : échec de l'offensive des troupes azerbaïdjanaises contre le corridor de Latchine. — Selon le ministère de la défense arménien, cité par l'agence Snark, plus d'une centaine de combattants azerbaïdjanais ont été tués lorsque les forces d'autodéfense du Haut-Karabakh ont repoussé une nouvelle offensive sur le corridor de Latchine, une route d'une dizaine de kilomètres qui relie à travers les montagnes le Haut-Karabakh au sud-est de l'Arménie. Selon la même source, les forces de Bakou ont perdu une dizaine de chars T-72 et de blindés dans la bataille. Selon Erevan, Bakou a concentré d'importantes forces au nord du corridor dans la région de Kelbadjar, la « poche » séparant l'Arménie de la région disputée. — (*AFP.*)

TADJIKISTAN : un officier russe tué. — Un officier russe a été tué, devant son domicile, à Kourgan-Tioubé, dans le sud de l'ancienne République soviétique du Tadjikistan, dit-on après mercredi 7 octobre, de source militaire russe. Selon un porte-parole du ministère de la défense, à Moscou, le lieutenant Kovaliov est le premier militaire russe à trouver la mort dans cette région, où de violents combats opposent toujours les partisans et les adversaires de l'ancien président communiste, M. Rakhmon Nabiev. — (*AFP.*)

## La Pologne remise en selle

Suite de la première page

Le premier semestre 1992 a été à cet égard désastreux, plongeant la Pologne dans une sinistre atmosphère de règlements de comptes, de rivalités sordides, entre le président Walesa, un gouvernement sorti de ses gonds — celui de M. Jan Olszewski — et un Parlement fractionné et irresponsable, tandis que, sous la pression d'un fort lobby anti-FMI, anti-occidental et anti-capital étranger en général, les réformes paraissent paralysées. Meurtrie certes, toujours fragile comme l'ont montré les grèves de l'été, la Pologne semble aujourd'hui prendre un nouveau départ.

A l'image de la maison que construisent Ismail et Kolja, les villas de la nouvelle bourgeoisie polonaise poussent comme des champignons dans les environs de Varsovie, dont les avenues autrefois uniformément grises sont métamorphosées. Moins visibles, les indicateurs économiques donnent des signes de sortie de la récession : petite reprise de la production industrielle, balance commerciale largement excédentaire, baisse du taux d'inflation (43,1 % par an en juillet contre 68,3 % en juillet 1991).

Le secteur privé connaît une expansion importante, résultant toutefois de la naissance de nouvelles firmes privées — avec leur cortège de scandales financiers, de fortunes météoriques et de ruines spectaculaires — plutôt que de la privatisation de firmes d'Etat. Une délégation du FMI, qui avait suspendu l'an dernier ses crédits à la Pologne pour cause de déficit budgétaire excessif, est attendue ce mois-ci à Varsovie pour, espère-t-on, signer un nouvel accord : le déficit budgétaire persiste pourtant, mais un responsable du FMI, en visite en Pologne en août, s'est déclaré impressionné par les efforts du nouveau premier ministre, M<sup>me</sup> Suchocka.

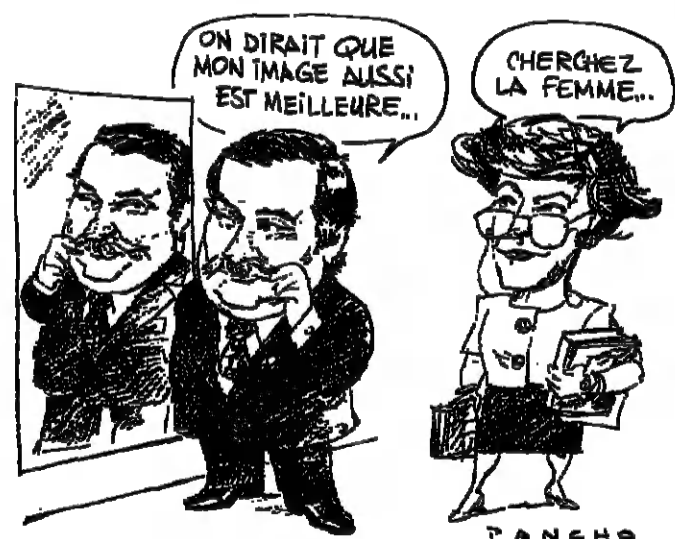
Car plus que sur les chiffres, c'est peut-être sur cette femme de quarante-six ans que repose ce nouvel espoir de la Pologne. Son arrivée à la tête du gouvernement

en juillet, après des mois de basses querelles politiciennes, a fait l'effet d'une bouffée d'air frais. Sa coalition gouvernementale, c'est vrai, est dangereusement hétéroclite, issue de sept partis différents, mais le premier ministre a su très vite trouver le ton juste pour éviter les conflits : ferme, jamais provocateur. M<sup>me</sup> Suchocka a une tâche urgente à mener à bien, celle du changement de système, et elle n'entend pas s'en laisser détourner par des polémiques stériles. Tout cela est dit avec le sourire, les accents de la sincérité et une certaine habileté puisqu'elle s'est gagnée l'appui du président Walesa — dont elle ne répute pas à partager de temps à autre la messe quotidienne.

Une victoire pour M<sup>me</sup> Suchocka

Après avoir contribué à considérablement assainir l'atmosphère politique, M<sup>me</sup> Hanna Suchocka a remporté en septembre une importante victoire psychologique : la fin d'une vague de grèves sans concession majeure de la part du gouvernement. L'une de ces grèves, celle qui paralysait depuis sept semaines la production de la Fiat Cinqcento à l'usine FSM de Tychy, avait valeur de test puisqu'elle menaçait, à terme, les plans de rachat de la firme automobile polonaise par le constructeur italien. La fermeté du gouvernement de M<sup>me</sup> Suchocka face à ces conflits, dans un pays où, depuis l'époque communiste, toute grève comporte une charge émotionnelle, constitue à la fois pour la population et pour les investisseurs étrangers un signe de la détermination à aller de l'avant sur la voie de la réforme.

Tout l'été, M<sup>me</sup> Suchocka et ses ministres — parmi lesquels de nombreux libéraux aux postes économiques — ont travaillé d'arrache-pied pour rattraper le temps perdu. Dès le mois de septembre, ils ont produit un plan destiné à réformer l'industrie d'Etat, baptisé « Pacte sur l'entreprise », dans



lequel un expert occidental voit « un début de politique contractuelle ». Ce plan, qui doit encore être soumis au Parlement, donne trois mois aux employés et à la direction des entreprises pour décider de la manière dont elles entendent se restructurer et se privatiser. Faute d'y parvenir, elles se verront restructurées d'office. « Dans tous les cas, nous

serons débarrassés du problème de savoir qui possède et qui dirige l'entreprise », estime M<sup>me</sup> Suchocka. Personne n'attend de miracles de ce plan, mais le gouvernement espère ainsi donner un nouvel élan à la privatisation et, en associant les travailleurs à l'opération, briser l'inertie.

M<sup>me</sup> Suchocka a aussi remis en selle l'ancien ministre aux privati-

sations, le jeune et libéral Janusz Lewandowski, qui a aussitôt présenté un nouveau programme de « privatisations de masse », après une interruption d'un an. Quelques-uns des mastodontes de l'industrie socialiste sont en pourparlers avec des repreneurs étrangers : c'est le cas des aciéries Huta Warszawa, en voie de rachat par l'entreprise sidérurgique italienne Lucchini.

Les problèmes, bien entendu, restent légion : M. Lewandowski vient d'échapper de peu à une motion de défiance présentée au Parlement par la droite nationaliste, qui lui reproche d'avoir dilapidé le patrimoine national lors de son premier mandat dans le gouvernement Bielecki. Le chômage affecte deux millions et demi de personnes, soit 14 % de la population active. Le secteur du bâtiment fonctionne à plein régime pour la construction d'églises, de villas et de centres commerciaux. Mais de logements sociaux, point, alors qu'il faudrait construire 300 000 logements par an.

La coalition gouvernementale peut éclater sur l'avortement ou l'épuration. La faiblesse du sys-

tème fiscal entrave la réduction du déficit budgétaire. La réforme des structures bancaires tarde, compliquant l'utilisation de l'aide occidentale : selon un expert gouvernemental, « depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, la Pologne a reçu 8,2 milliards de dollars de crédits en aide internationale privée ; seuls 567 millions ont été consommés ou entamés. Il faut impérativement que l'aide soit accompagnée de mesures pratiques de coopération ».

La France, une fois n'est pas coutume, est citée en exemple pour tenter de mettre en œuvre des projets concrets. Avec, parfois, des déconvenues : celle, par exemple, du bassin minier de Walbrzych, en Silésie, sur lequel les Français ont travaillé pendant un an et demi pour présenter aux Polonais un projet de restructuration avant de réaliser que Varsovie n'avait pas la volonté politique de faire le premier pas, c'est-à-dire de fermer les mines. « C'était notre faute », avoue aujourd'hui le ministre du travail, Jacek Kuron. En essayant les platres, la Pologne n'en finit pas d'apprendre.

SYLVIE KAUFFMANN

## M. Jacek Kuron lance un appel aux « décideurs et financiers occidentaux »

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Neuf ans de prison, pendant lesquels il a eu la douleur de perdre sa femme : Jacek Kuron a déjà beaucoup donné à la Pologne. Malgré une très mauvaise santé — c'est d'ailleurs dans une chambre d'hôpital, où il passe régulièrement des semaines, qu'il nous reçoit, — la formidable énergie qu'il continue à déployer pour tenter de faire bouger les choses lui vaut de rester la personnalité politique la plus populaire de Pologne. M<sup>me</sup> Suchocka l'a fait revenir au gouvernement, où il dirige un ministère crucial en cette période, celui du travail et des affaires sociales.

Jacek Kuron est désormais

convaincu que le passage à l'économie de marché est possible sans explosion sociale, même si « on se rend compte à présent que la sortie du communisme est très difficile ». Seulement, dit-il, « c'est une folie de dire qu'il faut restreindre encore les dépenses sociales ; actuellement, on est à la limite. Le ministre des finances doit comprendre qu'il y a des limites à la résistance de la société ».

« Les troubles de la transition, d'ailleurs, ne favorisent pas l'explosion sociale, poursuit-il, mais placent l'apathie et l'ennui, qu'il faut combattre sous peine d'entrer dans une période grave interminable. La transition, cela revient à construire un nouvel ordre en même temps que l'ancien se décompose. Cela crée

d'énormes problèmes à tous les niveaux, un état de peur, d'angoisse, une sorte de folie chez les hommes politiques. Aujourd'hui, j'ai l'impression que la classe politique commence à retrouver la raison. Le constructif commence à l'emporter. Il faut impliquer les gens, les faire participer, et là j'ai le sentiment que nous sommes sur la bonne voie ».

Pour M. Kuron, les grèves de l'été ont donné un « signal dangereux » : la faiblesse des syndicats. Dans un Etat encore peu organisé comme la Pologne, où la stabilité repose jusqu'à sur une entente entre syndicats et élites politiques, c'est très dangereux. A mes yeux, le tâche prioritaire était donc de défendre les syndicats, d'où la nécessité

du pacte sur l'entreprise que nous avons élaboré avec les libéraux ».

Mais l'ancien conseiller de Solidarność a encore un appel à lancer à l'Europe occidentale : « Ce qui va se passer ici n'est pas sans importance pour l'Europe et pour le reste du monde. Il faut construire un nouvel ordre le plus vite possible, à l'aide d'un programme de grande envergure, plus grand que celui de la course aux armements. Les décideurs politiques et les financiers occidentaux doivent revoir leur attitude envers nous : il ne s'agit pas seulement de donner, mais d'activer. Sinon, il y aura un trou noir ici qui s'étendra à toute l'Europe. L'Occident doit percevoir cela comme un défi ».

S. K.



## ASIE

# Cambodge : la route de la peur

Khmers rouges, bandits et soldats «réguliers» rançonnent les voyageurs entre Phnom-Penh et Sihanoukville

### PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

«Quand les Khmers rouges viennent dans le village la nuit, on se sauve dans les bois et on attend leur départ. En fait, lorsqu'on va couper du bois, on les évite». Les deux jeunes bacheliers vietnamiens rapportent leurs peurs avec le sourire. «Il y a cinq mois, raconte le plus jeune, ils ont tué trois Vietnamiens. Il y a trois mois, ils ont capturé cinq autres et les ont libérés moyennant une rançon de 500 000 riels. Soit plus de 1 200 francs, une fortune au Cambodge, où le revenu annuel par tête est estimé à 800 francs.

«On ne reste jamais en forêt après deux heures de l'après-midi. C'est trop dangereux», dit l'un. Pourquoi demeurent-ils sur place? «La coupe de bois peut rapporter gros et on ne trouve pas de travail ailleurs», répondent-ils, avant de rétorquer, en jetant un coup d'œil à leur montre : «Et vous, vous n'avez pas peur de circuler sur cette route?» Ce 2 octobre, il n'est que 15 h 30 et il reste moins de 100 kilomètres à parcourir pour rejoindre Phnom-Penh.

Ils ont raison. Dix kilomètres plus loin, des bandits armés sont en embuscade. L'ambassadeur du Japon rentre de Sihanoukville, où il a accueilli trois navires de la marine japonaise qui ont débarqué hommes et matériel. Les bandits ne s'attaquent pas aux étrangers, surtout depuis les accords de paix. Une deuxième voiture passe, avec deux

journalistes européens à bord. Ils ont bien vu un homme étrange, coiffé de la casquette des Khmers rouges, mais sans uniforme, sur le bord de la chaussée. Cinq civils cambodgiens arrivent dans un troisième véhicule. Sommé de s'arrêter, celui-ci force le barrage sous les balles. Les passagers sont blessés; une femme mourra le lendemain des suites de ses blessures.

Survient alors une BMW bleu foncé avec trois Asiatiques à bord. Elle s'arrête. Deux voitures de journalistes qui la suivent sont priées, par les bandits, de passer leur chemin. Les passagers sont dépouillés de leurs biens. L'un d'eux, un homme d'affaires de Hongkong, est abattu d'une balle dans l'abdomen. Alerté, une voiture de la police militaire de l'APRONUC (autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) passe sur les lieux une demi-heure plus tard. Entre-temps, les meurtriers se seront évaporés. Dans le même secteur, deux motocyclistes avaient été tués le matin par des bandits.

### Une « simple trêve »

A 60 kilomètres de Phnom-Penh, après Kompong-Speu, la route de Sihanoukville se glisse dans un paysage de collines couvertes de forêts tropicales sur près de 150 kilomètres, avant d'atteindre le golfe de Thaïlande. Elle est bordée, surtout depuis les accords de paix, par des soldats de l'armée. Le Cambodge vit donc à l'heure d'une

d'un chapelet de villages qui ont une allure provisoire tant ils sont délabrés. Les gens y vivent un peu de la chasse et, surtout, d'un commerce du bois fructueux.

«Tout le monde se sert au passage», explique un sous-officier de l'armée de Phnom-Penh qui, avant d'être démobilisé dans le cadre des accords, a passé plusieurs années dans le secteur. «Les Khmers rouges perçoivent des taxes en forêt, en nature et en monnaie. Les militaires en font autant sur la route. Les douaniers se servent aussi», affirme-t-il. Les incidents sont quotidiens entre Kompong-Speu et Veal-Rinh, un marché à 46 kilomètres de Sihanoukville. Dix jours plus tôt, à 23 heures, à proximité de Veal-Rinh, deux militaires ont été assassinés à moins de 100 mètres de la route. «Les Khmers rouges sont responsables», affirment les habitants. Voilà! Une enquête de l'APRONUC semble indiquer que l'auteur du crime était un habitant du coin.

La nuit, les Khmers rouges passent dans les villages et les militaires de Phnom-Penh tournent le dos. Depuis début juin, un peu plus de 52 000 hommes, sur des effectifs estimés à environ 200 000, ont été cantonnés et désarmés par l'APRONUC; beaucoup d'entre eux ont bénéficié d'une « permission agricole » pour reprendre le travail dans les rizières. Mais comme les Khmers rouges, à quelques poignées près, refusent cette démobilisation, l'armée de Phnom-Penh demeure sur le qui-vive. Le Cambodge vit donc à l'heure d'une

paix armée, d'une « simple trêve », jugent même certains officiers de l'APRONUC. Les conditions de sécurité continuent de se dégrader, même à Phnom-Penh, dont la population se calcule le soir en raison d'une vague récente de banditisme.

Le 5 octobre, l'APRONUC a commencé l'enregistrement de la population en vue d'élections locales prévues en mai 1993. Comment voteront les gens sur la route de Sihanoukville? Le militaire démobilisé, dont le père a été assassiné par les Khmers rouges en 1977, est sans illusions. «Ils ont des parents dans tous les hameaux. Ils y circulent de nuit. Leurs campements ne se trouvent qu'à 3 kilomètres de la route. Ils seront toujours là au lendemain des élections. A vous de conclure», répond-il.

En attendant, un fort sentiment de déception envers l'APRONUC se répand dans la population. Les effectifs de l'ONU au Cambodge sont aujourd'hui d'environ 22 000 hommes, dont plus de 15 000 militaires. Sur la route de Sihanoukville, un Cambodgien résume ainsi le sentiment général : «Les gens pensaient que l'APRONUC ramènerait la paix. Certes, il n'y a plus de guerre, mais les conditions de sécurité se dégradent de nouveau. Les gens ne comprennent plus. Ils voient circuler les gens de l'ONU. Ils ne savent toujours pas ce qu'ils sont venus faire au Cambodge.»

JEAN-CLAUDE POMONTI

### JAPON : la publication d'un Livre blanc

## Tokyo entend «moraliser» son aide au développement

L'Export-Import Bank du Japon a annoncé, mercredi 7 octobre, le déblocage d'un prêt de 100 millions de dollars à la Vneshekonbank de Moscou au titre de l'aide humanitaire d'urgence promise à l'ex-URSS en décembre 1990. Tokyo a attribué à l'effondrement de l'URSS le retard pris dans le versement de ce prêt, exclusivement destiné à permettre à la Russie d'acheter au Japon «des médicaments, des équipements médicaux, la conditionnement des jambons et saucisses, le matériel d'emballage pour les produits alimentaires et les tabacs...»

### TOKYO

de notre correspondant

Premier fournisseur d'aide au développement en volume, le Japon entend «moraliser» cette assistance en tenant compte du respect des droits de l'homme dans les pays receveurs ainsi que de leurs dépenses en armements. C'est du moins ce qu'affirme le dernier Livre blanc sur l'aide publié, mercredi 7 octobre, par le ministère des affaires étrangères. Cette orientation, annoncée par le gouvernement Kaifu en avril 1991, risque néanmoins, en l'absence de critères précis, de rester du domaine de la déclaration d'intention.

«Le Japon entend jouer un rôle actif dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix et du développement comme des autres objectifs communs au reste de l'humanité», affirme le Livre blanc. Aussi, Tokyo se réserve le droit de «réviser sa politique en cas de grave violation de la démocratie et des droits de l'homme, de dépenses mili-

taires excessives ou d'évolutions inacceptables par la communauté internationale».

En 1991, l'aide japonaise s'est chiffrée à 11,03 milliards de dollars, en hausse de 19,6 % par rapport à l'année précédente. Premier bailleur de fonds - dépassant ou égalant, selon les années, les Etats-Unis - le Japon est cependant à la douzième place si l'on tient compte du pourcentage du PNB consacré à l'aide (0,32 %). Il a néanmoins atteint l'objectif qu'il s'était fixé : consacrer 50 milliards de dollars à l'aide au cours des cinq dernières années. L'influence que ne manque pas d'exercer un tel montant l'invite à définir une véritable politique en la matière.

Saura-t-il éviter ce que le quotidien économique *Nihon Keizai* nomme «l'incohérence de la diplomatie américaine en matière d'aide au développement»? Il est loin d'être certain que les Japonais fassent passer les principes avant leurs intérêts politiques : Tokyo entend en effet garder les mains libres et tenir compte des «tendances» en matière de démocratie ou de politique d'armement des pays receveurs. Selon le ministère des affaires étrangères, il ne s'agit pas d'appliquer «mécaniquement des critères» à des «questions sensibles». En d'autres termes, comme ne le cache pas en privé un haut fonctionnaire de ce ministère, «la nouvelle orientation risque d'être difficile à concrétiser».

Si Tokyo a suspendu son aide à Haïti à la suite du coup d'Etat de 1991 et a, en revanche, accordé des crédits publics à la Mongolie et à la Zambie afin d'encourager l'évolution qui s'y dessine, sa politique à l'égard des pays proches (qui reçoivent 51 % du total de son aide) ne manque pas d'ambiguïté : c'est le cas par exemple envers la Birmanie ou l'Indonésie.

PHILIPPE PONS

### HONGKONG

## Le nouveau gouverneur a proposé un plan audacieux de réformes démocratiques et économiques

Ouvrant pour la première fois la session du Conseil législatif (Legco), le nouveau gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a présenté, mercredi 7 octobre, un vaste plan de réformes économiques et politiques pour les cinq années restant avant la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 30 juin 1997. Les principales mesures politiques concernent l'abaissement du droit de vote à dix-huit ans, l'élection des membres des conseils locaux, la séparation du Legco et du Conseil exécutif (Exco), la création de commissions parlementaires, la possibilité pour les élus de poser chaque mois des questions au gouverneur, l'abolition de la peine de mort, la révision de la législation

sur la presse et un meilleur contrôle du public sur l'administration. Lié par la Déclaration conjointe adoptée par Londres et Pékin, M. Patten ne pouvait augmenter au-delà de vingt (sur soixante) le nombre de membres du Legco élus au suffrage universel, la Chine s'y opposant formellement. Mais il a décidé d'élargir le nombre, jusqu'ici très restreint, de citoyens participant à l'élection des représentants des diverses catégories professionnelles représentées au Legco. M. Patten a par ailleurs proposé une augmentation des crédits de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'environnement, de la sécurité, de la recherche et du développement.

### A TRAVERS LE MONDE

#### PAKISTAN

#### Le gouvernement du Sind dissout les municipalités

Le chef du gouvernement de la province du Sind, M. Muzaffar Hussain Shah, a annoncé, lundi 5 octobre, la dissolution des conseils municipaux de cette province pakistanaise. Cette décision, a-t-il expliqué, vise à briser le contrôle local du MQM, formation représentant les *mojahirs*, musulmans immigrés d'Inde au Pakistan en 1947. Le MQM, qui était jusqu'en juin membre de l'UJ, l'Alliance démocratique islamique au pouvoir à Islamabad, est accusé de terrorisme. Cette dissolution porte aussi un préjudice au Parti du peuple (PPP) de M. Benazir Bhutto, chef de l'opposition. De nouvelles élections sont annoncées pour le mois à venir. Pour sa part, le chef d'état-major pakistanais, le général Asif Nawaz, a indiqué que l'opération militaire engagée en juin pour débarrasser la province des *desoat* (bandits) était achevée. - (UPI)

#### THAÏLANDE

#### Le Parlement a abrogé l'amnistie couvrant les émeutes de mai dernier

La Chambre des représentants thaïlandaise a voté, mercredi 7 octobre, à l'unanimité, l'abroga-

tion de l'amnistie décrétée par les militaires au lendemain des émeutes de mai dernier, qui avaient été réprimées dans le sang par les forces de l'ordre, faisant des dizaines de morts et de nombreux disparus. Le décret qui, en application des règles constitutionnelles, devait être soumis aux députés, couvrait à la fois les généraux considérés comme responsables des massacres et les manifestants. Selon des juristes, ce vote pourrait abroger le décret sans application rétroactive. Cette solution léverait tout risque de condamnation, en particulier pour les militaires qui ont perdu le pouvoir depuis lors. - (AFP)

■ CORÉE DU SUD : démission du gouvernement. - Le gouvernement sud-coréen a présenté, mercredi 7 octobre, sa démission au président Roh Tae-woo, afin de lui permettre de former un cabinet politiquement neutre avant l'élection présidentielle de décembre prochain, a-t-on annoncé de sources officielles. Selon la presse, le chef de l'Etat devrait nommer comme premier ministre M. Hyun Soong-jong, un enseignant qui préside la fédération des associations d'enseignants. M. Roh avait annoncé, le 18 septembre, la formation d'un cabinet chargé d'organiser les élections et d'assurer la neutralité de l'administration. Il avait lui-même démissionné lundi du Parti démocratique-libéral au pouvoir. - (AFP)

## Sur toute la ligne...



Aujourd'hui les compagnies aériennes doivent répondre à quatre critères essentiels du transport aérien : fiabilité, précision, service et confort.

Chez Turkish Airlines, notre but est de faire partie des meilleures compagnies aériennes en Europe. Volonté, ambition et enthousiasme sont nos atouts pour relever ce défi. Parallèlement à cet objectif, nous cherchons constamment à progresser en misant sur des services de première qualité tels que les programmes "Company Club" et "Business Class". Quant à notre programme "Frequent Flyer" (pour ceux qui voyagent fréquemment sur nos lignes), il bénéficie déjà d'une excellente réputation parmi nos passagers.

Doté d'une flotte importante et récente d'Airbus A - 310 et des derniers Boeing 737 - 400, notre réseau vous permettra de rejoindre 68 destinations depuis la Turquie vers le monde entier, et des quatre coins du globe vers la Turquie. Nos vols non-stop, ainsi que ceux en correspondances précises vers plus de 250 villes du monde, sont étudiés pour que vous puissiez profiter au maximum de votre journée quelle que soit votre destination. Et comme vous êtes de plus en plus nombreux à prendre nos avions, Turkish Airlines n'a pas le temps de se reposer sur ses lauriers.



**TURKISH AIRLINES**

"Vous comptez encore plus pour nous"



هكذا من الرأى

6 Le Monde • Vendredi 9 octobre 1992 •

# ● COMMENT INVERSER LA SPIRALE DU DÉCLIN AMÉRICAIN ? - Pages 14 et 15

## LE MONDE diplomatique

N° 463 - 39<sup>e</sup> année

OCTOBRE 1992

Pour une refondation  
des pratiques sociales

Par FÉLIX GUATTARI

(Pages 26 et 27)

32 pages - 20 F

Abonnements : voir tarif page 29

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

### Changer l'ONU

Par IGNACIO RAMONET

L'ALLEMAGNE et le Japon, après des années de profil bas, ne font plus mystère de leur ambition : ils veulent un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, au même titre que les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine. Cela, estiment-ils, ajouterait enfin la dimension politique qui manque à leur statut de superpuissance économique. D'autre part, cela serait, selon eux, une manière de signifier clairement le début d'une ère nouvelle où les deux vaincus de la seconde guerre mondiale - que les articles 53 et 107 de la Charte qualifient toujours d'« ennemis » - retrouveraient leur place dans le concert des nations.

Pour appuyer sa requête, l'Allemagne semble avoir trouvé un allié de taille : la Chine, dont le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a admis que « les changements dans le monde doivent se refléter aussi au Conseil de sécurité (1) ».

Bonn (pas plus que Paris ou Londres) ne semble s'écarter par la proposition italienne d'échanger les sièges de la France et du Royaume-Uni contre un siège à la Communauté européenne qui représenterait les intérêts des Douze (2). Maastricht ou pas, chaque diplomatie européenne souhaite compter d'abord sur elle-même. Et l'Allemagne envisage désormais de modifier sa Constitution afin de pouvoir envoyer des troupes à l'extérieur des zones OTAN et participer ainsi aux opérations de maintien de paix de l'ONU. Tokyo a déjà introduit - après de violents débats parlementaires - ces modifications et a commencé à dépêcher un contingent de 1 700 « casques

qui a longtemps paralysé l'organisation. « Depuis la création de l'ONU en 1945 », constate M. Boutros Boutros-Ghali, l'actuel secrétaire général, une « centaine de conflits majeurs ont éclaté de par le monde, qui ont provoqué plus de 20 millions de morts. L'ONU est restée impuissante devant la plupart de ces crimes en raison des veto - au nombre de 279 - opposés à l'action du Conseil de sécurité. La guerre froide étant achevée, les veto ont pris fin (3) ». Cela a d'ailleurs permis aux États-Unis de s'emparer à la hussarde du pouvoir au sein du Conseil de sécurité et de conduire à leur guise, sous couvert de « recommandations de l'ONU », la guerre du Golfe contre l'Irak.

DE 1945 à 1988, treize opérations de maintien de la paix avaient été lancées par l'ONU : depuis cette date, ce chiffre a doublé. Et les « casques bleus » se trouvent actuellement sur douze terrains d'action : au Cachemire, au Liban du Sud, au Soudan, à Jérusalem, au Salvador, au Sahara occidental, en Angola, en Irak-Koweït, au Cambodge, en Croatie-Bosnie et en Somalie.

Au total, 45 000 hommes sont déployés en mission de paix sous la bannière des Nations unies, dont 6 000 Français, mais pas un seul Américain. Le président Bush a refusé la demande de M. Boutros-Ghali de faire entrer les États-Unis dans le dispositif.



PICASSO - « L'Acrobate bleu » (1929)

huit pays sur les cent soixante-dix-neuf qui siègent à l'ONU, est aujourd'hui passablement désemparé, mais il a également souhaité voir avancer la réforme de l'organisation internationale. A propos des changements éventuels au sein du Conseil de sécurité, les non-alignés craignent qu'avec une prochaine entrée de l'Allemagne et du Japon le Conseil ne devienne une simple annexe du G7, le groupe des sept premières puissances économiques mondiales, qui exerce déjà un véritable droit de veto économique sur la planète. Ils souhaitent que le Conseil reflète mieux le vrai visage du monde en donnant au Sud la place qui lui revient. Si la Chine, lors de son entrée à l'ONU le 26 octobre 1971, avait déclaré « représenter les intérêts du tiers-monde », on sait que Pékin n'aurait pas abandonné cette position.

N'est-il pas temps que des grandes puissances démocratiques, qui sont également des puissances régionales, comme l'Inde, le Brésil, le Mexique et le Nigeria, occupent une place de membre permanent au sein du Conseil de sécurité ? Comme le dit le grand écrivain nigérian Wole Soyinka, « le monde de la littérature

### LA MENACE DE RÉCESSION EN EUROPE

### Chaos monétaire et enjeux politiques

Le temps n'est plus où les dirigeants des pays industrialisés devaient attendre d'une reprise de l'économie américaine le signal d'un redémarrage généralisé. L'apogée officielle consiste désormais à éviter les effets conjugués d'un krach financier, d'une déflation et d'une récession. Fruit amer d'une déréglementation à tout-va, censée engendrer la prospérité, le chaos monétaire fragilise les États et les constructions régionales, menace les équilibres sociaux. La baisse du dollar, bien utile aux exportateurs américains, la récession pour l'Europe - confrontée au coût prohibitif de l'absorption de l'ancienne RDA (lire pages 8 et 9) - de maintenir élevé le prix de l'argent, la faible approbation par les Français du traité de Maastricht (lire pages 6 et 7), et jusqu'aux difficultés relatives du Japon ont en raison des illusions, fautes ou naïvetés, entretenues à propos de l'état de santé économique de l'Occident.

Par IBRAHIM WARDE\*

LE monétarisme obsessionnel a montré ses dangers. Ceux-là mêmes qui glorifient le « marché » livrent bataille à ce qu'ils appellent les spéculateurs et qui ne sont que les praticiens du marché les plus conséquents. Ceux-là mêmes qui ont longtemps vanté les mérites de la libre-circulation des capitaux se voient forcés de contourner les forces du marché. Ceux-là mêmes qui célébraient récemment la « main invisible » du marché constatent qu'elle fait tanguer le système monétaire international au point que M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, en vient à proposer « un examen des flux de capitaux et des implications sur le système monétaire international » : les défenseurs institutionnels du capitalisme font mine de découvrir la violence des mouvements sauvages des capitaux... Ceux-là mêmes qui prônent la nécessité de réduire les dépenses publiques

gaspillent des sommes considérables à « défendre » leurs monnaies. Ceux-là mêmes qui arguent de leurs compétences techniques dans la gestion de la monnaie se font battre au poteau par les spéculateurs (1).

Des réserves de change accumulées à longueur d'années sont perdues en quelques jours. La France, par exemple, aura dépensé en quelques jours plus de 50 milliards de francs, c'est-à-dire plus de la moitié de ses réserves en devises, pour défendre sa monnaie. Il faut dire que les flux de capitaux ont atteint une violence exceptionnelle. Les transactions quotidiennes à l'échelle planétaire ont atteint, toujours selon M. Nicholas Brady, un montant global de 1 000 milliards de dollars, c'est-à-dire environ le double du total des réserves à la disposition des principaux pays industriels.

(Lire la suite page 6.)

\* Professeur d'économie politique internationale à l'université de Californie, Davis.

(1) Wall Street Journal, 18 septembre 1992.

En vente dans les kiosques le 20 octobre :

Numéro de voir n° 18

OCTOBRE 1992

### FAUSSES TRAITES SUR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

par Bernard Cassen. Les impasses économiques du libéralisme

### LE COÛT DE L'UNIFICATION ALLEMANDE A MARCHÉ FORCÉE

par Laurent Carroué. Un incroyable gâchis économique et humain

### YUGOSLAVIE, L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE PENSER LA PAIX

par Catherine Samary. Inventer une nouvelle approche diplomatique

### VERS LA BALKANISATION TRANQUILLE AU CANADA

par Fulvio Caccia. Les enjeux des réformes constitutionnelles

### VERS QUEL ORDRE RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT ?

par Alain Gresh, Geoffrey Aronson et Annie Fiore. Premier grand bilan des négociations de paix

### LES MÉDIAS ET LA GUERRE DU RÉFÉRENDUM

par Serge Halimi. Le nouveau dérapage d'une presse uniforme et aux ordres

### POUR UNE REFOUDATION DES PRATIQUES SOCIALES

par Felix Guattari. En finir avec le grand malaise de notre civilisation

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



## DIPLOMATIE

La fin du sommet de Libreville

### M. Bérégovoy invite ses interlocuteurs africains à une gestion plus rigoureuse

La crise économique et les conflits régionaux ont nourri l'essentiel des débats du dix-septième sommet franco-africain, qui s'est terminé mercredi 7 octobre à Libreville. Alors qu'à la conférence de La Baule, en juin 1990, le président Mitterrand avait insisté sur le rapport entre démocratie et développement, M. Pierre Bérégovoy, le premier ministre français, a ajouté un troisième volet à la réflexion en estimant qu'il existe « un lien indissoluble entre sécurité, démocratie et développement ».

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

De son premier sommet franco-africain, l'un des participants retiendra surtout une chose : « Les dirigeants africains sont très inquiets ; l'Afrique a peur d'être orpheline, ça devient une obsession ». Propos d'un homme ayant un œil neuf et toutes les raisons de s'inquiéter pour son propre pays.

En se gardant des envolées lyriques, le premier ministre français s'est cependant employé à rappeler aux dirigeants africains qu'il n'est pas de l'Histoire et au nom de l'amitié entre nos peuples, la France était à leurs côtés. Pour preuve, la position très active prise par M. Bérégovoy contre les institutions monétaires internationales.

Se engageant pour la première fois publiquement à l'avis des Africains, qui estiment draconiennes les conditions imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en échange de leur aide, M. Bérégovoy a déclaré : « Il est des ajustements qui sont nécessaires dans vos pays, des économies à faire, mais il faut vous y aider et non vous y contraindre ». « Nous avons tous des devoirs à l'égard des institutions monétaires internationales, mais nous avons aussi des devoirs », a-t-il encore dit, en lançant ce qu'il a lui-même qualifié de « cri d'indignation ». Cette sortie fut évidemment très appréciée par des dirigeants enclins à qualifier de « néoconservatisme » les méthodes de la Banque mondiale et du FMI.

Ecrasés par le poids de la dette, fermement invités, sans égard pour les risques sociaux, à « dégaîner » les effectifs d'une fonction publique pléthorique, subissant la chute des cours des matières premières, les chefs d'Etat africains sont en plein désarroi. La crise économique qu'ils subissent est telle qu'elle risque de mettre en cause le fragile processus de démocratisation qui bouleverse le continent depuis deux ans. D'où l'accent mis par M. Bérégovoy sur la gestion économique.

Nouvelle école

A La Baule, le président Mitterrand avait lié l'aide de la France à la démocratisation des régimes. A Libreville, M. Bérégovoy a lié l'aide à la rigueur : « Chaque fois que vos pays s'engageront sans détours dans

la voie du redressement économique, ils pourront compter sur le plein soutien de la France et de la communauté internationale », justifiant ce « réajustement » par le besoin de « stabilité et de confiance » qu'ont les investisseurs. « C'est, a-t-il précisé, la raison pour laquelle la question de la sécurité est si importante ». « Prenons garde aux conséquences que produisent la destruction des Etats et la prolifération des armes », a lancé le premier ministre, selon lequel « la sécurité, la démocratie et le développement sont indissolublement liés ».

L'accent mis par le premier ministre français sur la sécurité est symptomatique : de nombreux conflits « couvent » dans plusieurs pays, risquant de contaminer les Etats voisins. C'est le cas du Libéria, mais aussi du Mali et du Niger où les gouvernements s'opposent

### Des observateurs de l'ONU au Libéria ?

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

L'ensemble de l'Ouest africain craint la « contamination » de l'interminable conflit libérien. Près d'un an après l'accord de Yamoussoukro, le conflit n'a cessé de se dégrader. M. Bérégovoy a-t-il fait à la guerre civile, M. Nicéphore Soglo, président en exercice de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a affirmé qu'il fallait régler ce problème « en plein jour ».

L'ancien président américain Jimmy Carter a, de son côté, envoyé une lettre aux chefs d'Etat de la zone, suggérant l'envoi au Libéria d'observateurs des Nations unies. Selon plusieurs sources, M. Carter, impliqué depuis longtemps dans une mission de bons offices au Libéria, affirme dans cette missive que « la présence de l'ECOMOG (Forces ouséanico-africaines d'interposition) n'est plus consensuelle ». Dans l'entourage de M. Pierre Bérégovoy, on affirme

que « la France n'est pas contre » l'envoi de tels observateurs, mais que le projet risque de se heurter à de nombreuses résistances. Dans l'immédiat, M. Soglo entend organiser, le 19 octobre, à Conakry, une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEDEAO.

Lors de sa conférence de presse, M. Bérégovoy a évoqué « la situation créée par des armes qui circulent un peu trop librement à certaines frontières ». Sans doute une allusion au Libéria après les entretiens du premier ministre français avec les présidents sénégalais et ivoirien, MM. Abdou Diouf et Félix Houphouët-Boigny. Ce dernier, ainsi que le président du Burkina, M. Blaise Compaoré, ont évoqué en séance plénière le problème du Libéria qui, sans doute pour des raisons de proximité, a été beaucoup plus longuement débattu que le drame somalien.

M.-P. S.

La vieille garde

Les interlocuteurs de la France à ces rituels sommets franco-africains ont beaucoup changé, même si demeure une partie de la vieille garde. Dans cette dernière catégorie, le président de la Guinée-Equatoriale, M. Teodoro Obiang, s'est particulièrement distingué en déclarant : « Les interventions d'agents étrangers qui prétendent imposer leurs choix à [son] pays ».

Mais une nouvelle « école » a fait son apparition, incarnée à Libreville par les présidents Alpha Oumar Konaré (Mali), Pascal Lissouba (Congo) et Nicéphore Soglo (Bénin), chefs d'Etat issus des armées. Tous trois ont souligné aujourd'hui leur face à des situations économiques dramatiques qu'ils abordent avec le sentiment d'être abandonnés par la communauté internationale.

Un sentiment que M. Lissouba a clairement exprimé en séance plénière : « L'Afrique aujourd'hui, et cela ne saurait durer, se caractérise par deux chiffres : 8 % de la population mondiale pour 1 % de contribution dans le commerce international. Ce qui signifie que cette marginalisation d'un continent, pourrait conduire à son effacement de l'échiquier international, sans que cela ne change d'aucune manière le confort du reste du monde ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la grève de la faim des détenus palestiniens

### Nouvelles émeutes dans la bande de Gaza

Selon un bilan de source palestinienne, plus de quatre-vingts Palestiniens ont été blessés, dont soixante dans la seule ville de Rafah, mercredi 7 octobre, lors de heurts avec l'armée israélienne dans le territoire de Gaza. Ces incidents ont eu lieu au cours de manifestations de solidarité avec les cinq mille prisonniers palestiniens qui font la grève de la faim depuis une semaine pour obtenir une amélioration de leurs conditions de détention (le Monde du 3 octobre). L'armée israélienne a tiré des balles en plastique ou des billes en acier enveloppées de caoutchouc en direction de manifestants qui jetaient des pierres et des bouteilles incendiaires.

La direction unifiée de l'Intifada dans les territoires occupés a appelé les populations palestiniennes à « intensifier » la lutte contre l'occupation israélienne, et a décrié une journée de grève générale, vendredi, dans l'ensemble de ces territoires, a indiqué l'agence palestinienne Wafa.

De son côté, M. Yasser Arafat, qui a rencontré, mercredi, à Amman, le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habache, a réaffirmé l'organisation d'élections législatives dans les territoires occupés « au début de la période intermédiaire d'autonomie » de cinq ans, qui devrait commencer à la fin du mois d'octobre, selon les termes du processus de paix.

« Sinon, a menacé le président de l'OLP, nous serons en droit de convoquer le Conseil national palestinien (qui fait office de Parlement en exil) afin de prendre les décisions qui s'imposent ». — (AFP)

Dans le nord de l'Irak

### Deuxième offensive des peshmergas contre le PKK

Les peshmergas (combattants kurdes irakiens) ont lancé une deuxième offensive, mercredi 7 octobre, contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) dans le nord de l'Irak. Selon M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), les affrontements ont eu lieu dans la région de Khavork, dans le triangle formé par les frontières avec l'Iran et la Turquie, où se retranchent le frère du chef du PKK, M. Abdullah Ocalan, M. Barzani a estimé que ces opérations contre les troupes du PKK devraient être terminées dans les prochains jours.

« C'est une question de temps, nous ne voulons pas les détruire mais seulement les faire partir », a-t-il dit. M. Nevzat Ayaz, ministre turc de la défense, a indiqué que son gouvernement « soutient l'opération ».

De son côté, lors d'un discours prononcé, mardi, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le président Turgut Ozal a accusé l'Irak, « l'un des plus grands ennemis de la Turquie », de « soutenir les terroristes » du PKK. « Nous étoufferons la terreur dans les montagnes, là où elle naît », a déclaré le chef de l'Etat. Quant au premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, il n'a pas exclu, dans un entretien accordé, mercredi au quotidien Milliyet, une

éventuelle application de la loi martiale pour résoudre le « problème du Sud-Est anatolien ». « Lorsqu'il s'agit de l'intégrité territoriale de notre pays, nous pouvons, a-t-il dit, prendre toutes les mesures nécessaires, en tenant à l'écart la communauté internationale si les conditions l'exigent ». — (AFP)

IRAK : les observateurs de l'ONU qualifiés de « chiens errants ». — Les Nations unies ont rejeté, mercredi 7 octobre, à New York, les violentes accusations du président Saddam Hussein contre les inspecteurs de l'ONU qui, selon M. Tim Trevan, porte-parole de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak, « font leur travail professionnellement, dans le cadre d'un mandat ». « Lorsque l'Irak ne souhaite pas que nous faisons quelque chose, il tend à provoquer une crise », a-t-il ajouté. M. Trevan réagissait à des déclarations attribuées par la presse irakienne à M. Hussein, qui aurait qualifié les inspecteurs de l'ONU de « chiens errants » cherchant à « ouvrir la voie aux Etats-Unis et à leurs alliés malfaisants pour qu'ils fassent ce qu'ils n'ont pas pu faire » pendant la guerre du Golfe. — (AFP)

## AMÉRIQUES

PÉROU : chef du Sentier lumineux

### Abimaël Guzman a été condamné à la détention à perpétuité

Le chef du Sentier lumineux, Abimaël Guzman, a été condamné mercredi 7 octobre à la détention à perpétuité par un tribunal militaire, après dix jours de procès à huis clos sur la base navale de San Lorenzo, où il purgera sa peine.

LIMA

de notre correspondant

Fondateur et idéologue principal du Parti communiste péruvien, Sentier lumineux (PCP-SL), Abimaël Guzman a été condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire qui l'a rendu responsable de la mort de 25 000 personnes depuis le début de l'insurrection armée, déclenchée il y a douze ans. Quelques heures avant l'annonce du verdict frappant leur chef, les guérilleros du Sentier lumineux ont commis une série d'attentats à Lima, tuant cinq membres des forces de sécurité.

Le procès sommaire mené par un juge d'instruction appartenant à la marine a duré à peine dix jours et il est mené de façon extrêmement discrète sur la base militaire de l'île San Lorenzo, située à une demi-heure de navigation de la capitale. Alfredo Crespo, l'avocat du numéro un du PCP-SL, a annoncé qu'il ferait appel, parce qu'il estimait que « ce procès était une farce », car son client ne serait responsable que de la direction idéologique du PCP-SL et non pas des actes terroristes commis. Le conseil suprême de justice militaire aura le dernier mot le 12 octobre. Sa ratification de la sentence ne fait pas de doute.

Les deux autres membres du comité central, la « camarade Myriam », numéro deux du PCP-SL, et le « camarade Arturo », le coordinateur du mouvement insurgé, emprisonnés également dans l'île San Lorenzo, ont été condamnés à la même peine, ainsi que neuf autres dirigeants (quatre femmes détenues à Aroquipa et cinq hommes détenus à Puno) et à des réparations pour 20 millions de dollars.

Une douzaine d'autres inculpés par contumace, également pour « trahison à la patrie » (notamment Feliciano, possible successeur d'Abimaël Guzman, et Luis Arce Borja, surnommé « l'ambassadeur » du PCP-SL et directeur du journal *El Diario Internacional*) seront soumis à un procès de même nature.

Les sentenciers distribués des tracts et barbouillés de graffitis les murs des bidonvilles, annonçant que « le PCP ne se rend pas ». Leur grande offensive est prévue pour le 12 octobre, jour où la condamnation d'Abimaël Guzman sera, pour la forme, confirmée par le conseil suprême de justice militaire.

NICOLE BONNET

BRÉSIL : deux cents morts lors de la mutinerie de la prison de São Paulo. — Le bilan de la mutinerie du 2 octobre à la prison de São Paulo est d'environ deux cents détenus tués, près du double de ce que la police avait annoncé, a déclaré mardi 6 octobre, un porte-parole du ministre de la justice. Le ministre, M. Mauricio Correa, a constitué une commission d'enquête. — (Reuters)

ÉTATS-UNIS : selon son conseiller diplomatique

### M. Clinton, s'il était élu, mènerait pour l'essentiel, la même politique étrangère que M. Bush

Quelle serait la politique étrangère de M. Bill Clinton s'il était élu président des Etats-Unis le 3 novembre ? La question préoccupe à l'évidence les responsables européens, qu'ils soient socialistes ou chrétiens-démocrates. M. David Aaron, conseiller diplomatique du candidat démocrate, est à Paris depuis le 3 octobre pour rassurer et convaincre.

M. Aaron a accompli le même voyage à Bonn. Il a dîné avec le secrétaire au Foreign Office à New-York la semaine dernière. A Paris, où il reste jusqu'au 11 octobre, M. Aaron a déjà rendu visite aux experts de l'Elysée, du Quai d'Orsay et du ministère de la défense. Il a « longuement » (plus d'une heure) vu son

« vieil ami » Michel Rocard, qu'il a trouvé « en forme ». Jusqu'ici, c'est tout ce qu'il faut de la politique étrangère de M. Clinton, qui est, à la courte barbe poivre et sel, ne s'est pas trop mal acquitté de sa tâche.

Celle-ci consiste à expliquer à des Européens, souvent très intéressés, et parfois un peu inquiets, ce que serait la diplomatie du « président Clinton » sur les grands dossiers : l'OTAN, le GATT et la situation dans l'ex-Yugoslavie.

Le mot-clé est « continuité ». Au cours d'un entretien avec quelques journalistes, mercredi 7 octobre à Paris, M. Aaron, qui fut, du temps de M. Jimmy Carter, (1976-1980) l'adjoint de M. Zbigniew Brzezinski au Conseil national de sécurité, a réussi à employer ce mot plus d'une dizaine de fois. Le message est clair : le « président Clinton » aurait, pour l'essentiel, la même politique étrangère que M. Bush. Cette « continuité » est surtout évidente à propos de l'OTAN et de son pilier européen.

« Nous resterons militairement en Europe »

« Nous sommes pour une défense européenne forte. Cela ne nous fait pas peur. J'ai le sentiment que les Français, de leur côté, font preuve de fraîcheur d'esprit, qu'ils sont prêts à tourner la page et à abandonner les stéréotypes. Je n'ai pas rencontré M. Joxe. J'ai vu surtout les gens de l'Elysée et du Quai d'Orsay. M. Clinton est moins lié au passé

que M. Bush. Il est évidemment pour l'OTAN, mais sans rigidité mentale, sans dogme, sans a priori », explique-t-il.

Le conseiller diplomatique du candidat démocrate rappelle quelques évidences. « Nous restons militairement en Europe. Demeureront stationnés environ 100 000 soldats américains. Ils devront être parfaitement préparés et aptes au combat. 100 000 hommes, c'est tout sauf une présence symbolique... »

A propos du GATT, qui oppose Américains et Français, M. Aaron affirme que M. Clinton souhaite l'aboutissement du grand accord multilatéral de libre-échange, avant le 3 novembre. Ce n'est pas un sujet de politique politique aux Etats-Unis, puisque M. Bush et M. Clinton y sont favorables, remarque-t-il. Il

rappelle que la date butoir, qui tombe inexorablement en mars, est de toute façon assez proche. La France bloque-t-elle ? « Je n'ai pas dit cela. La France est importante pour nous », commente très diplomatiquement M. Aaron.

La situation dans l'ex-Yugoslavie est traitée sur un plan moral, comme il sied à un démocrate. Le candidat Clinton s'est distingué par son activisme, à la différence de M. Bush il y a quelques mois encore. Mais les deux hommes ont fini par se rejoindre. L'un et l'autre sont pour l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie. Il y a cependant une nuance entre Américains et Européens. Les premiers souhaitent que le respect de cette mesure soit au besoin assuré par des interceptions. Français et Britanniques réticent un peu...

DOMINIQUE DHOMBRES

Les hommes • Activités industrielles  
• Productions agricoles • Pêche • Circulation  
• Finances • Les Etats

## IMAGES

ECONOMIQUES  
DU MONDE 1992-93

37<sup>e</sup> ANNÉE

232 p.

Editions SEDES

88, bd St-Germain - 75005 Paris  
Tél. (1) 43 25 23 23 - CCP Paris 1 212 92 V

135 FF

ERIC VIN

Pour une régulation  
des pratiques sociales

Les monétaires  
jeux politiques

ITÉ EUROPÉENNE

A MARCHÉ FORCÉE

DE PENSER LA PAIX

LE AU CANADA

OCHE-ORIENT ?

ÉFÉRENDUM

QUES SOCIALES

20 F



هكذا من راصيل

# OUI

## A NOTRE AGRICULTURE

### L'Europe doit garder la maîtrise de l'utilisation de son territoire

**Le sort d'une grande partie de l'agriculture française et européenne risque de se jouer dans les prochains jours entre l'Europe et les Etats Unis, au GATT.**

Les conséquences de ce qui pourrait être concédé vont bien au-delà du seul monde agricole.

**Elles concernent aussi l'emploi, la balance commerciale, l'aménagement du territoire et l'idée que l'on peut se faire de l'exercice de la souveraineté européenne. C'est la raison de notre cri d'alarme.**

Une nouvelle politique agricole commune se met en place, ses effets sont traumatisants. Il ne fait plus de doute pour personne qu'elle devra être profondément corrigée.

**Sa disposition la plus pénalisante, pour la collectivité toute entière, est la friche obligatoire \***

qui a pour but de réguler temporairement les surfaces cultivées en fonction des marchés.

## NON AUX QUOTAS GATT

Nous craignons que, par faiblesse dans la négociation GATT, cette friche ne devienne permanente. L'Europe semble, en effet, accepter, non seulement une réduction des soutiens financiers à l'agriculture qui était l'objet de l'Uruguay Round, mais aussi la réduction en volume de ses exportations agricoles et de sa production d'oléagineux.

Avec de tels quotas d'exportation et donc de production, l'Europe ne serait plus maîtresse de l'utilisation de son territoire, ni du volume de ses livraisons aux pays de la CEE, du Bassin Méditerranéen et du Moyen-Orient qui, pour des raisons géopolitiques évidentes, souhaitent conserver des sources d'approvisionnement diversifiées.

**Pour conserver sa chance à une agriculture entreprenante, compétitive et exportatrice, partie intégrante de son identité et nécessaire à ses grands équilibres sociaux et économiques, l'Europe de Maastricht doit montrer sa détermination face à l'autre grande puissance agricole mondiale.**

Une négociation, c'est une épreuve de force et des compromis. Il est des domaines où les compromis sont impossibles.

**Le Conseil d'Administration de SIGMA**

**SIGMA**



\*SIGMA est l'Union Nationale des Coopératives Françaises de Collecte. C'est l'un des principaux opérateurs sur le marché européen. 83, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris

\* Cette disposition concerne les surfaces de blé, orge, maïs, colza, tournesol et pois qui couvrent plus des deux tiers des terres labourées en Europe. Le pourcentage initial de friche a été fixé à 15 %. Le développement envisagé des biocarburants ne baisserait que très peu ce taux à l'échelle de l'Europe.



## POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

# Le RPR demande la mise en accusation de M. Fabius M<sup>me</sup> Dufoix et M. Hervé devant la Haute Cour de justice

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, a déposé, mercredi 7 octobre, une proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Laurent Fabius, de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et de M. Edmond Hervé, tous trois membres du gouvernement au moment de l'affaire du sang contaminé. La veille, lors de la conférence des présidents, l'opposition avait réclamé l'inscription à l'ordre du jour de l'élection des membres de la Haute Cour, laquelle n'a pu encore aboutir sous l'actuelle législature.

Pretenant de vitesse ses partenaires de l'opposition, M. Pons a justifié son initiative par une ordonnance du juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, en date du 5 octobre, qui fait suite à la plainte pour empoisonnement avec constitution de partie civile, déposée le 27 juillet par M<sup>me</sup> Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, au nom de victimes de transfusions sanguines, contre M. Fabius, M<sup>me</sup> Dufoix, M. Hervé et « tous autres » (le Monde du 28 août). « Le juge s'est déclaré incompétent pour les anciens ministres, mais non pour « tous autres », a expliqué M. Pons. La mise en œuvre de l'article 68 de la Constitution (sur la responsabilité pénale des membres du gouvernement) a donc pour effet, dans ce

cas particulier, de faire échapper à d'éventuelles poursuites trois ministres, alors que des citoyens ordinaires pourraient être poursuivis. Cette situation apparaît comme parfaitement inéquitable et ne peut satisfaire les anciens ministres en cause, qui ne peuvent se laver du soupçon qui pèse sur eux ».

La proposition de résolution portant mise en accusation, qui sera soumise à une prochaine réunion du bureau de l'Assemblée nationale, se heurte cependant au fait que l'Assemblée n'est pas encore parvenue, sous la présente législature, à élire ses représentants, douze juges titulaires et six juges suppléants, à la Haute Cour de justice. Les deux premiers tours de scrutin, organisés les 19 avril et 20 décembre 1989, n'ont pas per-

mis de dégager de majorité absolue. Le président du groupe RPR souhaite donc l'organisation d'un troisième tour, pour lequel, selon l'article 157 du règlement de l'Assemblée nationale, la majorité absolue est toujours nécessaire. « Je ne peux laisser dire que le Parlement reste inerte », a déclaré M. Pons, en annonçant le dépôt d'une proposition de loi organique dont l'objectif serait de contraindre les députés à élire les juges de la Haute Cour dès le début de la législature.

« Attitude républicaine »

L'initiative du président du groupe RPR a aussitôt provoqué des réactions indignées au Parti

socialiste. « Le RPR veut utiliser un terrible drame humain à des fins de basse politique. C'est une attitude répugnante », a affirmé M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, en rendant compte des discussions du bureau exécutif du parti. « C'est d'autant plus répugnant que les ministres de l'époque ont eu l'occasion de s'expliquer au cours d'un procès public », a ajouté M. Queyranne. Le nouveau ministre des relations avec le Parlement, M. Louis Mermaz, a de son côté jugé « insupportable et inadmissible » le « comportement » du RPR. « La justice a été saisie, elle se prononcera bientôt. Que l'on veuille transférer cela sur le terrain de la polémique politique à des fins partisans, je trouve cela épouvantable », a déclaré M. Mermaz, jeudi 8 octo-

bre sur RTL. Au sein même de l'opposition, l'UDF n'apprecie pas la tournure prise par cette opération. Mardi, lors de la réunion du groupe UDF, l'affaire du sang contaminé et ses suites juridiques avaient été évoquées par M. Jean-François Mattei, député des Bouches-du-Rhône et professeur de médecine. Il avait été décidé de soulever, sans précipitation, la responsabilité des seuls ministres de tutelle, à savoir M<sup>me</sup> Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, et M. Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé. Mécontent d'avoir été « doublé » par le RPR, le groupe UDF a annoncé son intention de déposer sa propre proposition de résolution.

J.-L. S.

## Les dirigeants du PS font bloc autour du premier secrétaire

Les dirigeants socialistes devaient discuter jeudi de la contre-attaque nécessaire par la mise en cause du premier secrétaire, M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, et de deux anciens ministres, par la droite, à la suite de l'affaire de la transfusion sanguine. La réunion hebdomadaire du secrétariat national, jeudi en fin de matinée, devait être en grande partie consacrée à cette discussion. Mercredi, au bureau exécutif, les responsables du PS ont exprimé leur solidarité avec M. Fabius.

défaitiste aient pu être tenus, au cours des derniers jours, notamment lors des rencontres de Lorient autour de M. Jacques Delors. M. Mandon a fait valoir que le débat sur le bilan de la gauche au pouvoir avait été mené et tranché lors des congrès extraordinaires de décembre 1991 et de juillet dernier. Le projet à long terme, adopté lors du premier de ces deux congrès, et le programme pour la prochaine législature, adopté lors du second, constituent, selon M. Mandon, la réponse collective des socialistes à la question de l'évaluation de leur

action passée et à celle de leurs idées pour l'avenir. M. Bartolone a de son côté souligné que le PS doit mener une action soutenue en direction de l'électorat écologiste, auquel il s'agit de montrer qu'il est considéré comme un partenaire, et non comme une force d'appoint.

Les rocardiens refusent le projet Sapin

M. Lindeberg a mis en garde les socialistes contre trois « dérives » possibles : « rester sur le quai » en regardant passer le train des légis-

laires pour attendre celui de l'élection présidentielle ; s'adonner au « repentir géométrique » (allusion aux rencontres de Lorient) ; faire du volontarisme en affirmant qu'une victoire reste possible ou en laissant entendre, à défaut, que les socialistes pourraient participer au futur gouvernement dans une coalition « européenne ». Ayant ainsi distribué les rôles de façon apparemment équitable aux trois principaux courants du PS, le responsable rocardien s'est rangé à la formule qu'avait énoncée avant lui M. Fabius : les socialistes doivent être « lucides, équilibrés et solidaires ».

Le premier secrétaire a proposé, en outre, une formule de compromis sur le projet de loi de M. Michel Sapin relatif à la lutte contre la corruption, dont une disposition tend à interdire tout versement des entreprises aux partis politiques et aux comptes de campagne des candidats. Plusieurs dirigeants sont intervenus pour regretter l'inscription de ce texte au début de l'ordre du jour de la session parlementaire, M. Emmanuel, mais aussi M. Claude Evin (rocardien) et M<sup>me</sup> Yvette Roudy (fabiusienne) estimant que ce choix ne peut qu'aggraver, dans l'opinion publique, le sentiment que les socialistes ne parviennent pas à sortir de leurs embarras politiques-financiers. La priorité aurait dû être donnée, selon eux, au projet sur la bioéthique, de nature à mettre en valeur la capacité des socialistes à réformer et celle du Parlement à se saisir des problèmes de la société contemporaine.

Certains rocardiens ont voté contre la proposition de M. Fabius, d'autres se sont abstenus, ce projet « anti-corruption » leur apparaissant comme une remise en question inutile et nuisible des dispositions adoptées en janvier 1990, lorsque M. Michel Rocard était premier ministre. Tout en souhaitant prendre en compte ce souci, M. Fabius a proposé que le plafond des dépenses autorisées aux candidats soit abaissé et que la transparence des dons devienne la règle. Il a été suivi par ses amis, par ceux de M<sup>me</sup> Pierre Mauroy et Louis Mermaz, ainsi que par M. Daniel Vaillant, jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national.

PATRICK JARREAU

## Le précédent Nucci

La V<sup>e</sup> République n'a connu qu'un seul précédent : la mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste chargé de la coopération et du développement, en 1987.

En mai 1987, le juge Jean-Pierre Michau, en charge du dossier du Carrefour du développement, se déclare incompétent pour instruire les faits reprochés à M. Christian Nucci (PS), ancien ministre chargé de la coopération et du développement. L'Assemblée nationale se trouve aussitôt saisie d'une proposition de résolution tendant à mettre en accusation M. Nucci devant la Haute Cour de justice. Cette proposition est adoptée dans la nuit du 7 au 8 octobre, par 340 voix contre 211. Les groupes RPR, UDF, PC et Front national s'étant prononcés pour, les socialistes seuls ayant voté contre. Dans une courte intervention prononcée depuis les travées de l'hémicycle, M. Nucci clame son « innocence » et en appelle à la « conscience » de ses collègues.

Le 10 décembre, la proposition de résolution est adoptée par le Sénat et le dossier de M. Nucci est alors transmis à une commission d'instruction composée de cinq magistrats

de la Cour de cassation et présidée par M. Paul Barthiau.

En février 1990, le procureur général près la Cour de cassation et la Haute Cour de justice, M. Pierre Bazot, transmet à la commission d'instruction de la Haute Cour des réquisitions « aux fins de non-lieu partiel et de constatation d'extinction de l'action publique par amnistie ». Cette demande s'appuie sur la loi relative au financement des partis politiques et des campagnes électorales votée par le Parlement à l'automne 1989 et promulguée le 15 janvier 1990, qui contient une disposition d'amnistie.

Le 4 avril, les cinq magistrats composant la commission d'instruction, réunis à Versailles, suivent les réquisitions du procureur et accordent un non-lieu partiel assorti d'une amnistie en faveur de M. Nucci. Fait exceptionnel, les magistrats accompagnent l'annonce de leur décision de critiques très sévères à l'égard de la disposition d'amnistie qu'ils qualifient « d'autoblanchiment ». C'est la première fois dans l'histoire de notre République que l'on amnistie des faits criminels, déclare M. Barthiau.

## A l'Assemblée nationale

# Les députés veulent une plus grande « transparence » entre le parquet et la chancellerie

Les députés ont poursuivi, mercredi 7 octobre, l'examen du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la justice. L'Assemblée a rejeté toute idée d'indépendance du parquet mais s'est ralliée à un amendement instaurant une plus grande « transparence » entre le ministère public et la chancellerie.

« Il aurait mieux valu que tu le défendes, cet amendement. » Un instant, ils se tutoient et échangent des politesses complètes. Un peu plus tôt, ou un peu plus tard, ils peuvent se jeter à la figure des vouvolements courtois. Ce couple, qui se noue et se dénoue au gré des amendements, est l'une des bonnes surprises de ce débat sur la réforme de la procédure pénale. MM. Michel Pezet (PS,

Bouches-du-Rhône) et Jacques Toubon (RPR, Paris) torde le cou avec entrain aux frontières de parti. Ils s'opposent, lors d'une prochaine séance, sur la présence de l'avocat lors de la garde à vue. En attendant, ils ont livré en commun, mercredi 7 octobre, une vraie bataille en faveur de l'indépendance du parquet. Leurs amendements ont certes été rejetés. Mais ils auront provoqué un débat de haute tenue.

Fidèle aux conclusions de la commission « justice pénale et droits de l'homme », présidée par M<sup>me</sup> Mireille Delmas-Marty, qui recommandait de cantonner le juge d'instruction dans des fonctions juridictionnelles et de confier les tâches d'investigation au parquet, M. Pezet a suggéré que celui-ci devienne indépendant. L'amendement qu'il a déposé propose que le ministre de la justice n'ait désormais plus « le droit de donner des instructions au procureur général ». M. Toubon a défendu une position similaire. Selon lui, le magis-

trat du parquet, s'il peut « recevoir des instructions à caractère général », ne doit pas être soumis à des « instructions à caractère pénal », en vertu de sa conscience de l'opportunité des poursuites.

M. Michel Vauzelle ne l'a évidemment pas entendu de cette oreille. Il a expliqué que « veiller à l'application de la loi pénale suppose que le ministre de la justice puisse donner des instructions dans des affaires particulières, sinon il préche dans le désert ». Devant les assauts répétés de M. Toubon, le garde des sceaux a même fini par se fâcher. « Vous devriez avoir honte, vous dont le parti affiche le bonnet phrygien dans son logo, de mettre en cause un des acquis de la République : la volonté de la nation, par la voix du ministre responsable devant la représentation nationale, peut s'exprimer auprès du ministre public. Le député RPR lui a rétorqué que c'était précisément la « prétention de défigurer l'attitude des magistrats dans certaines affaires »

qui était la « perversion des principes républicains ».

M. Pascal Clément (UDF, Loire) a soutenu une option médiane. Renvoyant des à des « la dérive vers un gouvernement des juges », qu'entraînerait la position de MM. Pezet et Toubon et la « justice moyennagère et autoritaire » défendue par le garde des sceaux, il a proposé de limiter aux seuls cas intéressant « la sécurité nationale et internationale » la possibilité pour la chancellerie d'adresser aux procureurs généraux des « ordres nominatifs ». Son amendement a également été rejeté.

Des instructions « écrites »

C'est finalement la position plus minimaliste de M<sup>me</sup> Nicole Catala (RPR, Paris), corrigée par M. Vauzelle, qui a été retenue par l'Assemblée. Opposée à l'indépendance du parquet, mais partisan d'assurer « la

transparence de l'intervention du gouvernement dans la procédure pénale », M<sup>me</sup> Catala avait proposé que « les instructions du ministre de la justice » soient « toujours écrites, motivées et jointes au dossier ». M. Vauzelle y a joint un sous-amendement supprimant la mention « motivées et jointes au dossier ». Les députés se sont ralliés à cette formule de compromis qui s'en tiendra donc à des instructions « écrites ». Les discrètes consignes téléphoniques devraient, en principe, s'en trouver caduques.

Par ailleurs, l'Assemblée a adopté un amendement de MM. Pezet (PS) et Aubert (RPR) prévoyant que toute perquisition dans le cabinet ou au domicile d'un médecin, d'un notaire ou d'un huissier sera effectuée « par un magistrat et en présence de la personne responsable de l'ordre ou de l'organisation professionnelle à laquelle appartient l'intéressé ». Enfin, le rejet d'un amendement de MM. Pezet et Toubon, relatif au travail en équipe des magistrats, que la

commission des lois avait pourtant adopté, a soulevé une certaine surprise. Il prévoyait qu'un juge d'instruction ne pouvait se voir épauler « à tout moment de la procédure » par des collègues, désignés par le président du tribunal, que s'il en faisait lui-même la demande.

Cet amendement permettait d'atténuer le porteur de l'article 11 du projet gouvernemental en en faisant disparaître le cas où le président du tribunal pronait lui-même l'initiative d'entourer le juge désigné, « dès l'ouverture de l'information », lorsque « la gravité ou la complexité de l'affaire le justifie ». Entre le moment de la commission des lois et celui de la séance plénière ont dû être adressées à quelques députés PS, au grand dam de M. Pezet, qui, lui, ne veut décidément se faire entourer par personne.

FREDERIC BOBIN



**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

## SAMEDI 10 OCTOBRE

- S. 8 - Vins et spiritueux. - M<sup>rs</sup> BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.  
S. 9 - Tableaux modernes. - M<sup>rs</sup> ROGÉON.  
S. 12 - Affiches d'outre-mer III. - M<sup>rs</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

## LUNDI 12 OCTOBRE

- S. 1 - Arts d'Orient. - M<sup>rs</sup> BOISGIRARD.  
S. 2 - (Vente le 12/10 au lieu du 7/10). Bijoux et argenterie dont  
35 bijoux d'artistes sur réalisation de gage de la Sté Hugo  
Diffusion. - M<sup>rs</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 6 - XIII<sup>e</sup> vente de tableaux de l'école de Leningrad. ARCOLE. -  
(M<sup>rs</sup> RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).  
S. 7 - Yvona Stella ou la simplicité romaine. Ketty di Sciarra.  
L'expressionnisme sicilien. Franco Montemaggiore. L'héritage  
futuriste. Bernard Bonnetel. Tradition et modernité. - M<sup>rs</sup>  
MILLON, ROBERT.  
S. 16 - Cartes géographiques. ARCOLE. - M<sup>rs</sup> RENAUD. SUITE DE  
CETTE VENTE LE 13 OCTOBRE.

## MERCREDI 14 OCTOBRE

- S. 1 - Livres anciens et illustrés modernes. - M<sup>rs</sup> LAURIN,  
GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 5 - Dessins et tableaux anciens. - M<sup>rs</sup> PICARD. MM. Herdheau et  
Latreille, experts.  
S. 6 - Meubles et objets d'art. - M<sup>rs</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 7 - Tableaux, faïences, mobilier des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>. -  
M<sup>rs</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC.  
DOUTREBENT. T. 45-23-30-13.  
S. 11 - Ling. Dentelles. Objets de vitrine. - M<sup>rs</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 13 - Bons meubles. Arts primitifs. - M<sup>rs</sup> LOUDMER.  
S. 15 - Bijoux. Argenterie. Meubles et objets d'art. - M<sup>rs</sup> RIBEYRE,  
BARON.

## JEUDI 15 OCTOBRE

- S. 8 - Bibliothèque d'un château du pays de Gex  
(Histoire-Mémoires-Doctrines politiques, financières et sociales)  
et environ 1 000 volumes très bien reliés en loz. - M<sup>rs</sup> AUDAP,  
GODEAU, SOLANET.  
S. 9 - Arts d'Extrême-Orient. - M<sup>rs</sup> PICARD. M. Th. Portier, expert.  
S. 10 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>rs</sup> ADER, TAJAN.

## VENDREDI 16 OCTOBRE

- S. 1 - 14 h 30. Tableaux modernes et contemporains. -  
M<sup>rs</sup> LOUDMER.  
S. 2 - Tab. bib. mob. - M<sup>rs</sup> BOISGIRARD.  
S. 4 - Bijoux. Argenterie. - M<sup>rs</sup> CARDINET-KALCK.  
S. 5 - Meubles et objets d'art. - M<sup>rs</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 7 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>rs</sup> ADER, TAJAN.  
S. 9 - 15 h. Lithographies. Aquarelles. Tableaux : Chagall - Picasso -  
Dali - Toulouse-Lautrec... - M<sup>rs</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI,  
VEYRAC, DOUTREBENT. T. 45-23-30-13.  
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M<sup>rs</sup> AUDAP,  
GODEAU, SOLANET.  
S. 15 - Livres surréalistes. ARCOLE. - (M<sup>rs</sup> RENAUD).

**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 80  
Téléc. : 650 873

## LUNDI 12 OCTOBRE à 20 h 30

- 34 TABLEAUX DE ROSE-MARIE DESRUSSIEU,  
PEINTRE D'HAIÏ  
M<sup>rs</sup> ADER, TAJAN, commissaires-priseurs  
Expo. à l'étude le 9/10, de 10 h à 18 h

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-61-35.  
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002),  
42-60-87-87.  
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (successeur de  
RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-72-22.  
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009),  
47-70-34-91.  
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.  
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.  
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-78-61-06.

## VPMS - 28, rue Cristino-Garcia

## 93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

## MARDI 13 OCTOBRE, à 9 h 30 et 14 h

Compagnie des Crédits universels  
Vente judiciaire de 300 lots de BUREAU/INFORMATIQUE  
Matériel avec fiche de contrôle. Possibilité d'installation à domicile  
et de contrat d'entretien.  
Paiement comptant. TVA récupérable. Frais légaux et de contrôle  
en sus des enchères.  
SCP BOSCHER STUDDER FROMENTIN. T. 42-60-87-87  
Expo. Pub. le lundi 12/10 toute la journée.

## PARIS-QUARTIER INTERNATIONAL DE BERCY

COUR SAINT-ÉMILION, PARIS-12<sup>e</sup>

## JEUDI 15 OCTOBRE à 20 h 30

GRANDS VINS DE SAINT-ÉMILION.  
M<sup>rs</sup> LOUDMER, commissaires-priseurs.  
Expo. le 13/10, de 18 h à 20 h.

**SIRÈNE**  
Sur Minitel : 36 17 Code SIRÈNE  
• Identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement.  
• Un service de dénominations, par baille, selon trois critères :  
APE, statut juridique, zone.  
Un service de l'INSEE  
DOCUMENTATION GRATUITE :  
INSEE - Bureau 208 M - 18 Bis Adolphe Pinard 75375 Paris Cedex 14

هكذا من لامل

## POLITIQUE

Le Parti socialiste face aux « affaires »

## Un entretien avec M. Jean-Pierre Mignard

« Si on ne retrouve pas les voies sereines du droit, on ira à la catastrophe »  
nous déclare le secrétaire général du club Témoin

Avocat au barreau de Paris et militant socialiste, M. Jean-Pierre Mignard s'est démis récemment de ses fonctions de délégué à la justice auprès du premier secrétaire du PS le Monde du 25 septembre. Il était hostile à la stratégie d'affrontement avec la magistrature, et notamment avec M. Renaud Van Rymbeke, choisie par la direction socialiste. « Respectons la justice, pilier de la démocratie », demande-t-il, ajoutant : « Si on ne retrouve pas les voies sereines du droit, on ira à la catastrophe. » Issu du courant rocardien, M. Mignard fut l'un des animateurs des « transcurants » au sein du PS. Il est aujourd'hui secrétaire général du club Témoin - que vient de lancer M. Jacques Delors. Il est aussi l'avocat de plusieurs élus socialistes aujourd'hui inculpés, notamment MM. Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient, ancien secrétaire d'Etat et Jacques Foch, maire de Rezé, député de la Loire-Atlantique.

« Votre démission apparaît comme un désaveu de la stratégie adoptée par la direction du PS face aux magistrats. En quoi jugez-vous cette stratégie discutable ? »

« Je ne crois pas qu'il y ait de stratégie. Parmi plusieurs positions, on a retenu la plus vémémente. La mienne professionnelle et politique. Conseil de certains élus inculpés ou risquant de l'être, j'ai estimé aujourd'hui, que, regard des supports existant entre le monde politique et la magistrature, le maintien dans une délégation nationale n'était plus déontologiquement possible. J'ai surtout voulu lancer un signal d'apaisement, un « halte au feu ». Une loi d'amnistie a été votée le 15 janvier 1990. Celle-ci réservait la possibilité aux magistrats d'entreprendre des investigations en matière de trafic d'influence et d'enrichissement personnel, elles-mêmes susceptibles d'entraîner des inculpations. Aujourd'hui, certains responsables semblent découvrir cette ambiguïté de départ. Reste la question : les juges ont-ils des charges ? Je crois cependant qu'au lieu de se rebeller contre les juges, il serait plus judicieux de se

rebeller contre la procédure française qui stigmatise ceux auxquels des explications sont demandées.

« Au sein du PS, le « groupe du suivi » chargé de coordonner la gestion juridique et politique des affaires en cours ne manque pas de juristes, et notamment d'avocats. Comment expliquez-vous, dès lors, l'attitude choisie ? »

« Il y a incompréhension notoire, par l'ensemble de la collectivité politique, des changements survenus dans l'opinion publique. L'exigence de transparence à l'Est ne pouvait qu'entraîner un légitime souci d'en savoir un peu plus à l'Ouest. Les journalistes, les juges et, bien évidemment, les citoyens eux-mêmes ont fini par s'intéresser à la question du financement de la vie politique. La classe politique a pris le train en marche. La loi Rocard, excellente en elle-même, a perdu cependant de son effet bénéfique du fait d'un débat politique mal assuré sur une loi d'amnistie techniquement contestable. Le Conseil constitutionnel lui avait donné pour objet un apaisement politique et social. Un grand débat préalable devait se dérouler au Parlement, devant le pays. La loi d'amnistie devait être sans exclusive, vis-à-vis de quiconque, hormis des faits de corruption sans rapport avec le financement de la vie politique. Je n'ai jamais compris le souci louable mais absurde d'en exclure le parlementarisme. Il fallait ne pas avoir bonne de cette loi, la faire à temps et l'assumer pleinement, à dossiers ouverts, comme le souhaitaient Michel Rocard et Henri Nallet. Le résultat n'aurait peut-être pas été le même.

« Il fallait placer l'opinion, elle aussi, devant ses propres responsabilités. Jusqu'aux investigations, bien tardives, des journalistes, tout le monde en France s'accommodait parfaitement de ce système de financement occulte, sorte d'impôt occulte et facteur de déséquilibre de la loi. Ne pas respecter la loi, même au nom de finalités louables, est un encouragement donné à quiconque de passer au feu rouge le soir. Ayons toutefois l'honnêteté d'admettre que, jusqu'à y a peu, tout le monde savait, ou ne voulait pas savoir, magistrats, journalistes et policiers compris. Une sorte d'omerté sociale a régné pendant des dizaines d'années sur le financement des partis politiques.

« Sur la loi d'amnistie pesait aussi le sort de M. Christian Rucci, dans l'affaire Carrefour du développement. N'est-ce pas l'erreur de départ d'avoir conçu la loi comme une riposte tactique aux curiosités des juges ? »

« Depuis 1982-1983, des responsables socialistes, et non des moindres, travaillaient déjà à la manière de réformer le système de financement. Hélas, on a préféré une attitude d'endiguement et de parade. L'erreur majeure a été de croire au tarissement naturel des affaires, et à la complaisance des systèmes politiques, judiciaires ou médiatiques. Or, les gens veulent savoir. C'est nouvelle dynamique de société.

« Ce qui est inquiétant aujourd'hui, c'est la polémique ouverte entre deux instances, chargées l'une et l'autre d'une mission constitutionnelle. Un parti politique concourt à l'expression du suffrage universel, et la magistrature est gardienne des libertés. Une polémique entre elles est néfaste pour le pays. Henri Emmanuelli est inculpé comme mandataire d'une collectivité militante. Il est inculpé aux lieux et places de nous tous, adhérents du PS. Je comprends sa blessure, et il est normal que nous voulions avec force que son innocence soit rapidement confirmée par un non-lieu.

## « Respectons la justice, pilier de la démocratie »

« Quelle stratégie de défense proposez-vous aux socialistes inculpés ? »

« Le débat juridique doit être fermé et se tenir dans les limites du droit. Les chambres d'accusation ne sont pas les sections spéciales de Vichy. Le droit doit prévaloir sur la polémique, car il est aujourd'hui le seul dialogue possible avec la magistrature.

« Confrontons l'état de droit en parlant loi et procédure avec les juges. Respectons la justice, pilier capital de la démocratie. Et si un juge s'avise d'aventurer à rechercher un autre but, le manifestant par exemple dans la publication d'un livre, prenons-le à la main dans le sac d'une justice saine. En revanche, plus on videra sans distinction ni précaution un ou plusieurs juges, alors qu'aucun ne se ressemble, plus le corps se ressoudra. C'est une maladresse.

« La chancellerie se livre actuellement à un tri parmi les dossiers transmis par la chambre d'accusation de Rennes. Selon qu'il y a ou non suspicion d'enrichissement personnel, la garde des sceaux ordonne au parquet d'ouvrir une information judiciaire ou de s'en tenir à une enquête préliminaire. Que pensez-vous de cette sélection entre élus qui, pour la plupart, sont socialistes ? »

« J'en suis navré. Est-ce la mission de la chancellerie de distinguer ici entre le bon gain et l'ivraie ? Soit, en effet, des informations étaient ouvertes pour tout le monde, soit une enquête préliminaire était réservée à tous, sous le contrôle du parquet général. Le tri de la chancellerie apparaît ici à un préjugement contestable qui ligote les juges, compte tenu de la rigidité de notre procédure pénale. Cela ne rend pas service à l'objectivité. Je suis enfin consterné que le ministère public, à la suite d'une lecture juridiquement contestable de la loi d'amnistie, ait pu, sur ordre sans doute, relever des présomptions d'enrichissement personnel pour des notes d'hôtel ici, un projet de voyage là, qu'une simple mise à l'examen aurait pu dissiper.

« Pourtant, à six mois des élections législatives, le PS a-t-il le choix ? Est-il encore temps de faire du droit ? »

« Si l'on ne retrouve pas les voies sereines du droit et de la transparence la plus totale, on ira à la catastrophe. Le monde politique est amnésique sur les questions de justice. Il n'a toujours pas intégré le changement qui s'est produit depuis le début des années 70, et singulièrement depuis la naissance du Syndicat de la magistrature.

« Dans les années 70, la gauche soutenait les juges qui faisaient de l'application stricte de la loi un acte de rébellion contre le pouvoir. Il nous arrive aujourd'hui la même mésaventure à fronts renversés. Nous payons le prix d'une incohérence de dix ans - avoir cru, aujourd'hui comme hier, diriger la justice par le biais du parquet.

La magistrature et les partis politiques sont condamnés à inventer un modus vivendi, pour leur bien mutuel, et pour le bien public avant tout.

Propos recueillis par  
ROLAND-PIERRE PARINIAUX  
et EDWY PLENEL

## POINT DE VUE

## Et maintenant, recoudre la société française

par Marie-Christine Blandin, Alain Lipietz et Dominique Voynet

LE 20 septembre, la classe politique découvrait avec stupéfaction, à travers le résultat du référendum, l'incroyable fossé qui la séparait des citoyens de notre pays. Quelques semaines plus tard, le traité de Maastricht, objet d'un accord depuis le « non » danois, est remis en question toutes parts. C'est pour nous une amère satisfaction et une grande responsabilité.

Après avoir combattu l'Europe de l'Acte unique, réduite à sa seule dimension marchande et financière, nous attendons de l'Europe politique une évolution des institutions européennes vers plus de démocratie et de participation civique. Nous attendons la correction des effets pervers de la libre circulation des marchandises et des capitaux. Notre déception fut grande.

En France, les Verts adjurent le Conseil européen de Lisbonne de fixer un calendrier pour combler les déficits criants de l'accord. Ils ne furent pas davantage entendus que le peuple danois. Le traité, nous dit-on, était à prendre ou à laisser.

## Maastricht politiquement mort-né

Nous nous trouvons dès lors devant un piège redoutable. Soutenir, dans le camp du « oui », les partisans d'une Europe injuste qui ne pourrait manquer de dresser contre elle les citoyens européens. Ou rejoindre, dans le camp du « non », les démagogues nationalistes qui exploitent par évangile l'hostilité populaire aux trop révétables conséquences de Maastricht.

Nous sommes de ceux et de celles qui ont jugé prioritaire de combattre le contenu du traité plutôt que d'exalter l'Europe de nos rêves, dont l'Europe de Maastricht n'était qu'une caricature grotesque. Refusant de

laisser au national-populisme le monopole de l'expression politique des pauvres, des opprimés, des exclus, nous avons pris la responsabilité de faire entendre la voix d'une Europe démocratique, écologique et sociale, ouverte au Sud et à l'Est.

Au soir du 20 septembre, nous étions du « mauvais » côté d'une France coupée en deux, du côté de la majorité des paysans, des ouvriers, des employés, des femmes jeunes et actives. Que l'on ne nous dise pas que cette « France d'en bas » a voté par ignorance. Ou par peur de l'avenir. Ou par refus de l'Europe. Conscience des conséquences de choix politiques qu'elle subit au quotidien, cette moitié d'une société déchirée a voté conformément à ses intérêts. En refusant de céder aux chantages et aux promesses du discours dominant, elle a manifesté sa défiance envers ceux qui prétendent s'exprimer en son nom et un refus lucide de cette Europe-là. Nous sommes fiers d'avoir, en nous engageant aux côtés de cette France-là, contribué à marquer un point d'arrêt à cette déchirure.

Le résultat du référendum français a permis aux partisans du « oui » mais de se ressaisir. On ne parle plus de « démocratiser l'Europe », de « développer son volet social ». Personne n' imagine plus que le traité pourrait être appliqué tel quel. Maastricht est politiquement mort-né. La scie posthume d'un « non » aux côtés des partisans du « non » à cause de Maastricht ou du « oui » malgré Maastricht, une lourde tâche : recoudre la société française, et éviter que la moitié « exclue » de la France se dresse contre l'Europe.

Recoudre, c'est d'abord revoir les modalités de l'Union économique et

monétaire. L'harmonisation sociale et fiscale sera accompagnée d'importants transferts de solidarité, qui justifieront l'accroissement sensible du budget communautaire. La nécessité et la pragmatisme imposent l'assouplissement des critères de convergence économique et l'affirmation de la monnaie commune, l'écu, vis-à-vis de laquelle chaque pays adoptera à son rythme un parti fixe. Il faudra également revoir les missions de la banque centrale, en affirmant que la politique monétaire devra contribuer, non seulement à la stabilité des prix, mais aussi à la lutte contre le chômage.

## Europe des peuples et des régions

Recoudre, c'est aussi relancer l'Europe écologique et sociale. Les écologistes n'ont pas attendu Maastricht pour imposer à la France les pots catalytiques ou pour interdire à l'Allemagne l'exportation de ses déchets. Ils auront demain engagé la lutte contre l'effet de serre, à laquelle l'Europe s'est véritablement ralliée à Rio. S'ils savent s'unir, les syndicalistes d'Europe pourront imposer un espace social commun, dont l'accord de Maastricht entrait le dispenser. De même pour le partage du travail, négocié au niveau communautaire, qui apparaît chaque jour davantage comme la seule réponse à l'explosion du chômage. Cette Europe-là ne sera pas filieuse.

Recoudre, c'est encore démocratiser l'Europe. Les nécessaires transferts de compétences des Etats membres vers la Communauté européenne doivent respecter l'équilibre des pouvoirs. Quand les partisans du « non » dénonçaient le caractère technocratique de la construction européenne, ils ne visaient pas tant les fonctionnaires de la Commission

que le subterfuge par lequel les gouvernements se sont attribués des compétences nouvelles, voire un rôle législatif, au détriment des Parlements, et notamment du Parlement européen.

L'Europe démocratique sera demain une Europe des peuples et des régions. L'adhésion décisive aura lieu en 1995, lors du renouvellement au suffrage universel du Parlement européen. Alors, les grands courants politiques présenteront leur projet pour l'Europe. Il sera temps pour les partisans du « mieux d'Europe » de proposer aux nouveaux élus des peuples d'Europe de se réunir en Assemblée constituante, afin d'élaborer une Loi fondamentale, soumise ensuite par référendum à l'approbation des peuples.

Recoudre, c'est enfin tourner le dos à une conception sclérosée de la vie politique. La vivacité des débats pendant la campagne du référendum et la forte participation au scrutin l'ont prouvé de façon éclatante : ce n'est pas la démocratie qui est malade, ce sont les hommes politiques, les partis, les médias qui ne répondent plus aux attentes des Français.

On ne décide pas de l'avenir des peuples à leur place, et sans eux. Pour l'avoir négligé, les élites françaises ont reçu le 20 septembre un sévère avertissement.

Il faut parfois avoir l'audace de dire « non ». Cette audace, nous l'avons eue, car nous croyons possible de bâtir un monde auquel nous aurons envie de dire « oui ».

Marie-Christine Blandin est présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Alain Lipietz, conseiller régional d'Ile-de-France, et Dominique Voynet, conseillère régionale de Franche-Comté. Tous trois sont membres des Verts.



52 من راصد

LITIQUE

(Publicité)

■ Le Monde ■ Vendredi 9 octobre 1992 11

M. Jean-Pierre Mignat  
Président du droit, de la justice et des libertés  
Vice-président du Sénat

Les professionnels de la communication ■ recrutement  
■ Mesdames et Messieurs les parlementaires.

## Oui à la transparence. Oui à l'emploi.

Au moment où vous allez examiner le "projet de loi du Premier ministre relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques", notre profession veut, sans remettre en cause l'objectif de transparence, vous informer des effets pervers de ce projet.

### Qui sommes-nous ?

Le SNPAC regroupe ■ agences Conseil en communication  
emploi et recrutement, PME allant ■ quelques salariés ■  
cent au plus, dans une fourchette de chiffres d'affaires ■  
■ à ■ millions ■ F.

Notre métier : la création et la diffusion des offres d'emploi,  
moyen traditionnel, le plus démocratique, le plus utilisé pour  
■ faire connaître des candidats.

Nous ■■ garantissons une information vraie, décente,  
dans le respect de la dignité ■ la personne ■ de ses aspirations  
d'épanouissement. Nos clients, professionnels des  
Ressources Humaines, reconnaissent le bien fondé de notre  
métier de spécialistes de l'offre d'emploi.

Nous travaillons dans le court terme, le quotidien. C'est une  
des raisons pour lesquelles il n'y a pas ■ centre d'achat  
d'espace dans ■ domaine de l'emploi.

### Notre quadruple apport à l'économie française

■ La défense de l'emploi ■ de la qualité des services  
rendus aux lecteurs de journaux.

■ Une réponse aux besoins des entreprises, en particulier  
des PME-PMI, premières créatrices d'emplois en France.

■ Des moyens financiers, pour assurer l'indépendance et  
le pluralisme ■ la presse écrite : 30 ■ 50 ■ des ■  
financières de nombreux journaux proviennent des "annonces  
classées".

■ La création de l'annonce, moyen le plus démocratique,  
le plus accessible pour la recherche d'un emploi.

### Les conséquences prévisibles du projet de loi

Notre facturation moyenne est rarement supérieure à 10 000 F HT.  
Nous sommes loin des importantes sommes évoquées pour  
d'autres activités. Appliqué globalement ■ brutalement ■  
notre secteur, ■■ texte ■■ à l'encontre de deux objectifs du  
Gouvernement : pluralisme ■ liberté de la presse écrite  
d'une part, lutte contre le chômage d'autre part.

■ Le retour aux offres d'emploi illégitimes d'il y a ■■ ans  
et la diminution des ■■ des journaux.

■ L'alourdissement des procédures et ■■ coûts.

■ La disparition d'un métier au cœur de l'emploi.

La suppression de la commission d'agence, qui constitue un  
cadre, un point de repère pour notre rémunération, entraînera  
■ court ■■ la disparition de ■■ entreprises.

A l'heure de Maastricht pourquoi supprimer un système en  
vigueur chez nos voisins, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas... ?

### Que demandons-nous ?

La prise en compte de notre spécificité par un traitement  
adapté ■ notre marché ■ ■ notre profession. ■■ savoir,  
l'exclusion de ■■ communication de recrutement des articles  
11 alinéa II, 13 et 14 du projet. Dans la pratique, nous  
demandons ■■ maintien de la commission payée par les  
supports ■ ■■ agences, dans les conditions de transpa-  
rence nécessaires ■ l'opération.

Tout en soutenant "une action ■■ moralisation de notre vie  
politique, économique et financière", nous pensons que la  
morale ■■ doit pas avoir pour effet ■■ porter le désordre  
dans le milieu où elle doit s'exercer.

SNPAC

Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées.

163, rue Saint-Honoré - 75001 Paris - Tél. 42.71.23.55



2001-12-01

## Moyens légaux et procédés douteux

## Un bilan des feux de forêt présenté au conseil des ministres

[illegible]



## Le voyage de Jean-Paul II à Saint-Domingue

de la première

La suite du pape et les observa-  
teurs, nombreux, ont conféré  
rence du Conseil de l'épiscopat lati-  
no-américain, pourront juger de  
l'état général de Jean-Paul II,  
plus au nombre de rencontres,  
bains de foule et de discours pro-  
noncés, à la façon dont, au  
long de ce voyage de cinq jours, il se  
sera comporté.

[illegible]

### Lapses et rumeurs

En tout, certains faits semblent contredire les bonnes officieuses. Le 2 août, à Adolfo, où résident Jean-Paul et le reste dix minutes balcon pour son premier *angelus* dominical de convalescent : il paraît à la messe, un peu pâle, mais tout va bien. Le 3 août, nouvel *angelus*, fois d'une petite villa où laquelle il séjourne près de Lorenzago (Dolomites). Ses promenades "prudentes" en montagne l'ont reposé, il des chaleurs des jours venus de la fin de la

cérémonie, il met à réciter une deuxième l'angélus, avant de s'arrêter net devant l'entourage ébahi : « Ah, je l'ai déjà dit, reprend-il en souriant. Ce que le n'est encore en état ! »

En septembre, alors que celle d'une possible démission (1), que circulent les portraits-robots d'un certain cardinal, le cardinal reprend le rythme son savoir-faire en audiences. Il fait une petite sur l'usage du latin, le « volc naturel de l'Eglise », les « les » qui lui ont permis de faire « les » (après les) « péchés » (après les) « péchés » de la italienne (les « péchés » de la italienne universel). Le 27 septembre, il reprend le rythme son savoir-faire en audiences. Il fait une petite sur l'usage du latin, le « volc naturel de l'Eglise », les « les » qui lui ont permis de faire « les » (après les) « péchés » (après les) « péchés » de la italienne universel). Le 27 septembre, il reprend le rythme son savoir-faire en audiences. Il fait une petite sur l'usage du latin, le « volc naturel de l'Eglise », les « les » qui lui ont permis de faire « les » (après les) « péchés » (après les) « péchés » de la italienne universel).

Son endurance ne semble pourtant pas rassurée. Un voyage prévu pour le mois de mai prochain à Milan a été déprogrammé pour ne pas « charger » le calendrier, mais des déplacements sont prévus aux Etats-Unis, dans les pays baltes, en Ouganda et ont annoncé pour l'été. L'impression prévaut que ses proches collaborateurs font « écran », que le Vatican « en sourdine », que Jean-Paul II n'a rien de « fort » et de « personnel », de l'actualité politique, qu'il se tient sur les problèmes de l'Eglise.

Le pape ■■■■■■ réservé pour ■■■■■■ rendez-vous de Saint-Domingue? Cette ■■■■■■ lui tient à cœur. Il ■■■■■■ préparé l'hiver ■■■■■■ au Sénégal, ■■■■■■ traitant déjà de la dette de l'Occident envers les ■■■■■■ et ■■■■■■ réduites à l'esclavage. Il a relu ■■■■■■ de Las Casas. Il a mis ■■■■■■ profit ■■■■■■

forcée pour rédiger ■ discours ■ les évêques latino-américains, reprendre le chantier de ■ deux encycliques sur les ■ de la morale et la défense de la vie. Pour ouvrir, enfin, une réflexion spirituelle sur l'évolution de ■ pontificat : « Il s'est mis beaucoup d'air frais dans la tête », ■ un proche confidant.

Que le pontificat, qui compte déjà un pontife à la fois relance, les prêts sans conditionnels de Jean-Paul II, qui ne redoutent rien plus qu'une fin de règne à la Pie XII), ne se résume-t-il pas à l'impression d'un pontificat qui aurait atteint son sommet avec le communisme, et qui retour à la liberté religieuse à l'est de l'Europe, l'encyclique *Centesimus annus* de 1991, réglant son compte bien au marxisme qu'au néolibéralisme, et qui, depuis, a la répétitive « nouvelle évangélisation », se côtoie court et court de nouvelles d'ambi-

## Grands témoins plus que théologiens

Jusqu'alors, le fonctionnement de l'Eglise de France-Paul II reposait sur une sorte de répartition des tâches entre un pape qui inspire et voyage, une curie qui gère, des conférences épiscopales qui gèrent.

L'affaiblissement physique du pape, le contrôle doctrinal étroit exercé par la curie, le grignotage de la « collégialité » par les évêques, le risque demain d'aboutir à une confusion accrue des rôles, qu'un théologien français qualifie de « prise de pouvoir total du système Ratzinger », du nom du cardinal préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi.

Atout est la réflexion théologique, stagnation du dialogue œcuménique, pragmatisme dans la gestion des affaires, les trois tendances qui ont depuis six mois risqué de se confirmer. Certes, la congrégation pour la doctrine de la foi n'est pas le Saint-Office ni le cardinal Ratzinger le grand inquisiteur. Mais les restrictions apportées à la liberté du théologien, les \_\_\_\_\_ médiatisées à l'archevêque, prises \_\_\_\_\_ contre Hans Küng, plus \_\_\_\_\_ Leo-  
nardo Boff ou Eugen Drewermann, l'uniformisation des modèles de formation dans les \_\_\_\_\_ et les

séminaires, le contrôle renforcé des universités catholiques ont abouti à un tarissement de la production théologique.

L'Eglise de Jean-Paul II a fait de la théologie des grands témoins plus qu'un thème de prédication. La génération d'hommes qui ont vécu la présence de l'Eglise au monde et à la culture modernes, comme l'abbé Henri de Lubac, Chenu, Lubac, Congar, n'a pas été remplacée. Celle des nouveaux théologiens de la réaffirmation identitaire encouragée par Jean-Paul II, que symbolisait le cardinal Balthazar aujourd'hui disparu, a peine émergé. La recherche théologique est éternelle, elle doit être vibrionnaire aux temps de transformation du monde et de la société, et un religieux français.

[illegible]

L'espace de pragmatisme, avec lequel l'Eglise catholique trouve ses critères de fonctionnement, traduit enfin la démission de l'autorité à laquelle conduit parfois un mode de centralisation. Des évêques réfractaires en dissidence, demandant le transfert de leur évêché hyper-conservateur, à Coire-Zurich en Suisse, à Namur en Belgique, mais la situation reste bloquée. Le vieux cardinal autrichien König, éminemment respecté, vient de son évêché de

regretter que ces évêques n'aient tout simplement démissionné.

Plus sérieusement, si les jeunes Églises du tiers-monde ont le commandement nonne, charismatique ou autres, les pépinières de vocations religieuses, la soudure n'en d'être faite avec un large âge et épuisé à ces pays déchristianisés. En France, les séminaires ont à titre provisoire, les formules de remplacement du prêtre par des « ministres » non ordonnés s'installent dans les paroisses de la zone et des séminaires théologiques des pays classiques du Père de la France vient s'émouvoir au sujet des « distorsions » dans un article des *« Débats »* (le Monde) (septembre), déclenchant à son tour des réactions épiscopales françaises des réactions qui montrent que le doigt est mis sur le vrai problème.

Les signes de vitalité ne manquent pas dans les communautés chrétiennes. L'atteste le chiffre de nombre des «synodes» engagés dans beaucoup de diocèses, la plupart d'entre eux s'étonnent des verrous mis par Rome à cette question des ministères, liée à l'effondrement numérique du clergé. La perspective d'un rôle des femmes, du diaconat et de l'ordination d'hommes mariés semble bloquée pour longtemps, alors que de plus en plus de théologiens et d'évêques demandent, en privé, que la discipline des prêtres soit

·nouveau soumise ■ la délibération et au vote d'un synode comme l'avait fait Paul VI en 1971.

Après avoir fait plusieurs fois  
 tout  la planète,  des  
 Eglises locales  difficulté,  
 dictateurs, défendu  
 les droits de l'homme  paix,  
 attiré l'attention  tous les gouver-  
 nements  la détresse spirituelle et  
 matérielle des hommes,  pape, se  
 voit  présent contraint de faire un  
 virage  degrés. Au risque   
 vaciller l'édifice, il doit   
 pontificat  solution  
 dysfonctionnements internes que  
 éclatants  l'étranger  
 répétitifs discours sur la morale  
 couple avaient fini par occulter,  
 résoudre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS  
■ HENRI TINGO

(1) Il n'y a qu'un cas dans l'histoire de démission d'un pape, celui de Clément V, qui n'a régné que cinq mois en 1304.

► Nous publierons bientôt une page « POINT » consacrée à l'Eglise d'Amérique latine et samedi (le Monde 11-12 octobre), en page « Datas », l'émission d'Henri Tincq sur le mouvement de l'Évangélisme au Canada Vatican II.

## IMMIGRATION

## A l'initiative quatre organisations humanitaires

## Mobilisation pour les Africains de Vincennes

Les représentants de quatre organisations humanitaires en ont appelé, le 7 octobre, « à la conscience » des membres du gouvernement afin que soient reprises les négociations en vue du relèvement de quelque deux ou quarante familles africaines mal logées à Paris. Ils ont logis qui campent depuis cinq ans sur l'esplanade du château de Vincennes (Paris-12). La Ligue des Droits de l'Homme, Droit au logement, le monde de l'habitat, inquiètent de l'aggravation de la

situation des familles, soumises au froid, et aux enfants réfugiés.

Elles dénoncent, plus généralement, la multiplication des expulsions sans relogement ■ Ile-de-France, l'« irresponsabilité » ■ pouvoirs publics ■ mairies, préfecture, ~ qui « jouent » ping-pong ■ des familles ■ la rue », et leur incapacité ■ les dispositions légales ■ réglementaires ■ à assurer le droit au logement.

 **BARCLAYS**

Gagnez de l'argent avec le compte chèque  
rémunéré Barclays.



Un vrai compte chèque, avec toutes les souplesses et les facilités de votre compte chèque habituel, plus la rémunération au jour le jour de votre solde créditeur (supérieur à 10 000 F) sans que vous ayez à vous en occuper, voilà ce que la banque Barclays vous propose. C'est simple, c'est ( ) c'est ce que tous les Français attendaient. Le compte chèque rémunéré Barclays existe. le 30 septembre. Renseignez-vous vite.

3614 BARCLAYS N° VERT 05.31.03.93











## ÉCONOMIE

## BILLET

Double langage  
sur l'Europe de l'Est

Les gouvernements de la Communauté pratiquent le double langage à l'égard des relations à établir avec les pays de l'Europe de l'Est : favorables, dans les déclarations publiques, à la conclusion d'accords de coopération très étroits, prôlés à une pratique pratiquement promise, ils montrent beaucoup plus de réticence dans les faits. C'est ce qui ressort des déclarations d'experts, n'entretenant, en particulier, qu'avec la plus vive réticence les frontières aux produits agricoles de ces nouveaux partenaires. Ce reproche vient d'être adressé aux Douze par M. Rasmussen, le vice-président de la Commission de Bruxelles chargé des relations extérieures, à propos des négociations en cours pour conclure des accords européens avec la Bulgarie. Des négociations qui ont été signées avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Des accords de négociation qui ont été adoptés par les États membres de l'été. Mais, lorsqu'il s'agit d'indiquer quelles quantités les Roumains et les Bulgares pourront vendre à la Communauté à partir de douane réduite, les États membres, unanimes, font entendre qu'ils ne veulent pas de ces produits. Ce sont les Allemands et les Français qui se sont opposés à la plus d'ardeur à l'offre suggérée par la Commission. Il n'est pas étonnant que celle-ci, dans son rapport, ait souligné que l'importance politique de la Communauté exige des Douze un minimum d'efforts. C'est vrai, mais il faut aussi dire que la Communauté a raison de souligner que l'importance politique de la Communauté exige des Douze un minimum d'efforts. C'est vrai, mais il faut aussi dire que la Communauté a raison de souligner que l'importance politique de la Communauté exige des Douze un minimum d'efforts.

PHILIPPE LEMAITRE

## Un rapport du CEPII et de l'OFCE

## La crise du SME ne devrait pas nuire globalement à la croissance en Europe

Quels seront les effets de l'actuelle crise du SME sur la croissance européenne ? Les chercheurs de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) et du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), qui ont tenté de répondre à cette interrogation, rappellent que l'impact de la crise du SME sur la croissance européenne est complexe. D'une part, la dévaluation, en 1987 et 1992, de la compétitivité des pays de la zone du SME (Portugal, Italie, Grande-Bretagne et, surtout, Espagne), qui a exercé des pressions en faveur d'une dévaluation, et, d'autre part, la dévaluation économique dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Selon ces deux effets (qui influent

sur la croissance économique), le SME devrait connaître une croissance plus lente que celle de la zone de la CEE, à l'exception de l'Allemagne (qui exporte moins, et verra donc ses importations diminuer), permettant une baisse des prix de production pour l'ensemble de la CEE.

Au total, la croissance européenne ne sera pas ralentie, ni celle de la France ni de l'Allemagne en dépit de leur perte de compétitivité. L'une des principales conséquences de la crise du SME est donc l'accroissement des écarts d'inflation, contraire à la stratégie de l'UEM. Pour éviter ces effets, une convergence de

leurs économies avec les plus vertueuses, l'Espagne, la Grande-Bretagne et, surtout, l'Italie devront appliquer des programmes économiques très rigoureux.

Quel dénouement peut-on prévoir à l'actuelle tourmente des monnaies européennes ? L'exigence anglaise repose le dilemme récurrent entre un fonctionnement souple du SME avec des bandes larges et des taux pivots révisables fréquemment, qui laisserait place à une certaine liberté mais n'assurerait guère la convergence, ou un système rigide, qui nécessiterait une forte concentration des politiques économiques, écrivent les auteurs de l'étude. L'existence de fait d'un système à deux vitesses est de plus en plus évidente, concluent-ils.

Les investisseurs s'aperçoivent que le franc tombe à son plancher vis-à-vis du mark, ils parient sur une dévaluation, donc vendent des francs pour acheter des marks, accentuant encore la chute. En revanche, s'agissant par exemple du dollar, nul ne sait à quel niveau les banques centrales du groupe des Sept jugent la situation intolérable. La spéculation est donc moins prévisible. Cependant, le renforcement des moyens d'intervention des banques centrales ne fait rien pour remédier aux causes sous-jacentes des brusques écarts de change. C'est pourquoi l'idée d'un tel aménagement technique est rejetée vivement par plusieurs États, l'Allemagne en particulier.

Reste à envisager une troisième hypothèse, sur laquelle des rumeurs circulent depuis plusieurs semaines : la consécration d'un petit groupe de monnaies, autour du mark, dont les parités ne seraient pratiquement pas modifiables (une marge de 1 % seulement, par exemple, serait autorisée). C'est déjà de fait le cas du florin, du franc belge et de la couronne danoise. Reste à savoir si le franc se joindrait au groupe ou rejoindrait les autres devises, liées entre elles par un lien plus souple. Les autorités françaises n'ont, pour l'instant, donné aucune indication, en dehors de la réaffirmation de leur confiance dans le SME. Mais, selon de nombreux opérateurs et spécialistes, la première option est très réaliste même si elle implique l'impossibilité pour Paris de manier les taux d'intérêt. Selon une variante, les États participant à la marge étroite traiteraient jusqu'à établir un embryon de Banque centrale européenne.

La possibilité d'un flottement pur et simple du franc n'est pas exclue par certains opérateurs sur le marché. « Compte tenu de la dégradation de la situation en France, du niveau trop élevé des taux d'intérêt, Paris aurait peut-être intérêt à laisser flotter le franc », explique un économiste. « Si les fondamentaux sont bons, le taux de change remontera », ajoute-t-il. Lors de leur conseil extraordinaire du 28 septembre à Bruxelles, les ministres de l'économie des Douze ont réaffirmé leur confiance dans le SME. Ils l'ont fait au moment où la Banque de France et la Bundesbank venaient de remonter une bataille dans la défense du franc et où le marché des changes vivait une relative accalmie. Depuis, les troubles ont repris, véritable tornade sur la livre et la lire, déjà sortis du système, sur le peseta, déjà dévaluée de 5 %. Les propos tenus ces derniers jours par divers responsables montrent bien que l'inquiétude subsiste. « La situation actuelle ne rappelle celle de l'écroulement du système de Bretton Woods. À l'époque aussi, il y avait un projet d'union très ambitieux », explique un ancien dirigeant allemand (3).

Les marchés financiers dictent leur loi. L'affirmation se révèle particulièrement vraie lorsqu'elle s'applique à un système aussi souple que le SME. Mais ces marchés ont le sens de la mesure. Si le franc se dévalue, le SME sera en danger. Si le franc se dévalue, le SME sera en danger. Si le franc se dévalue, le SME sera en danger.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

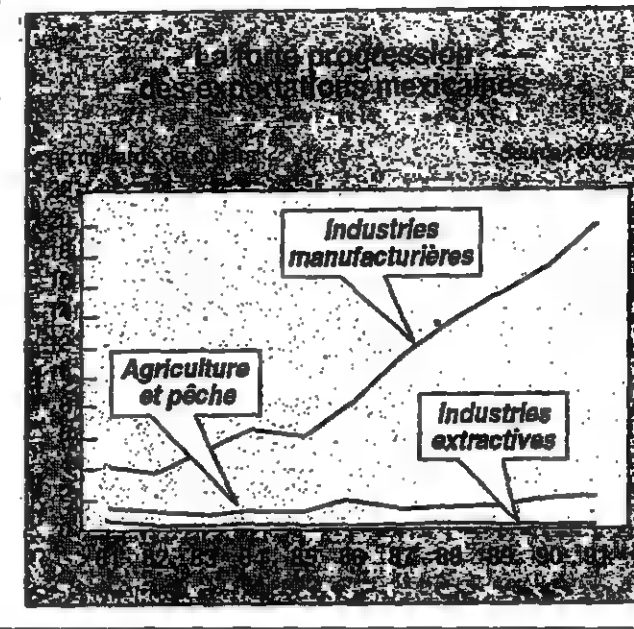
La réforme technique est en revanche possible. Elle ne serait que la mise en œuvre d'un système de change fixe, où le dollar vaudrait un poids constant d'or. Ce système est en vigueur jusqu'à ce jour. Si du SME, ils acceptent de passer à un système de change fixe, ils acceptent de passer à un système de change fixe.

Signature du traité  
de libre-échange nord-américain

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), a été signé mercredi 7 octobre, à San Antonio (Texas), par les ministres du commerce des États-Unis, du Mexique et du Canada. Le président américain George Bush, son homologue mexicain, Carlos Salinas de Gortari et le premier ministre canadien, Brian Mulroney, étaient également présents. Ce traité, qui prévoit, sur quinze ans, l'élimination des barrières douanières entre ces pays, ouvrira

un marché à plus de 360 millions de consommateurs, équivalant à la CEE, et aura une production cumulée de 6 000 milliards de dollars par an. « Le plus grand, le plus riche, le plus productif marché du monde », a précisé le président américain.

L'accord doit maintenant être ratifié par les Parlements. D'ores et déjà, les échanges entre le Mexique, les États-Unis et le Canada ont fortement augmenté.



## Pour favoriser leur développement

## L'Allemagne réorganise ses places boursières autour de Francfort

## FRANCFORT

## notre correspondant

La longue rivalité entre les huit places financières d'Allemagne (Francfort, Düsseldorf, Munich, Hambourg, Stuttgart, Berlin, Hanovre et Brême) handicapait le développement des bourses allemandes. Le gouvernement s'en est rendu compte et a décidé de réorganiser les places boursières autour de Francfort, qui sera la place principale.

Une deuxième étape de la réforme devrait voir la création d'un système de surveillance des marchés et des activités d'initiés. Mais le gouvernement, qui devra procéder à cette création avant la fin de l'année, a pris l'engagement de ne pas parler d'une annonce pour le courant, voire la fin, de 1993.

E. L. B.

## Une étude de l'INSEE sur 1991

La baisse des recrutements  
a d'abord affecté  
les contrats à durée déterminée

En 1991, la baisse des recrutements a affecté les entreprises de plus de cinquante salariés et a surtout touché les contrats à durée déterminée. Selon une étude de l'INSEE (INSEE Première, n° 228) publiée à partir des déclarations des entreprises de main-d'œuvre. Ce tableau des emplois précaires, signe de la vulnérabilité d'un secteur de l'économie, avait déjà été constaté en 1990. Cette fois, il n'est cependant pas compensé en proportion par les recrutements permanents, qui ont augmenté. Au total, les recrutements ont augmenté de 1,1 % en 1991, contre -0,3 % en 1990.

Alors que les contrats à durée déterminée représentaient 21,1 % des recrutements en 1990, ils ont passé à 19,2 % en 1991. Leur part dans les recrutements permanents a augmenté d'année en année, elle est passée de 65,4 % à 64,6 %.

Plus la taille des établissements est importante, plus les recrutements sont permanents : de 0,1 % dans les établissements de 50 à 200 salariés, de 1,8 % dans la catégorie des 200 à 500 salariés, et de 2,3 % dans celle des plus de 500. En conséquence, les recrutements permanents sont plus touchés que les recrutements temporaires, et dans les flux d'entrée et de sortie des entreprises, la part des jeunes et des plus âgés tend à diminuer.

A. L.

LIVRES  
**POLONAIS**  
en français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogue sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue de la Harpe, PARIS-4  
Tél. : 43-26-81-09



Car le SME...

L'histoire s'est emballée

Or, il est évident que la crise monétaire récente, le SME...

Depuis deux ans, l'histoire du SME s'est emballée...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...

L'union monétaire des deux Allemagnes, en juillet 1990, a contribué à durcir encore la politique...



مذا من راحل

# ÉCONOMIE

## AFFAIRES

A la suite de la découverte d'«éléments exceptionnels»

### M. Pierre Conso est écarté de la présidence des Ciments français

A la demande des principaux actionnaires des Ciments français, le président, M. Pierre Conso, a présenté sa démission, mercredi 7 octobre, après la découverte d'«éléments exceptionnels» qui avaient été cachés aux administrateurs. Le conseil a rappelé à la barre de l'ancien président du groupe, M. Bernard Laplace. Cette nouvelle a entraîné en Bourse la suspension des cotations des Ciments français (le Monde du 8 octobre) et une chute de 4,4 % des cours de Paribas, ancien actionnaire majoritaire.

Le conseil d'administration des Ciments français s'est réuni, mercredi 7 octobre, dans une atmosphère de crise. Après un communiqué diffusé au soir d'après-midi, le conseil d'administration a été informé d'un «cas d'éléments exceptionnels» (éléments exceptionnels à l'occasion de l'audit externe par l'audit externe), qui ont fait connaître à l'actionnaire majoritaire depuis le printemps. Ces anomalies concer-

naient notamment les comptes de l'exercice 1991. «Ces éléments exceptionnels» ont porté sur la connaissance du conseil, ni des commissaires aux comptes, ajoute le communiqué. Le président du groupe depuis 1988, M. Pierre Conso, a, en conséquence, été mis par le conseil d'administration en congé sans traitement.

On refuse de préciser le siège du groupe la gravité de ces «éléments exceptionnels» et d'indiquer ce qui a été découvert relève, éventuellement, de l'audit externe. On sait seulement qu'il n'affecte pas les comptes de l'exercice 1991, mais qu'il concerne les comptes de l'exercice 1990, qui ont été publiés en mars dernier.

#### Des actions en attente

Il s'agit d'un cas d'éléments exceptionnels, dissimulé aux administrateurs des opérations de placement, c'est-à-dire d'achat de titres, effectuées par le groupe, qui n'auraient pas été rendues publiques. La perte pour les Ciments français s'élève à plusieurs millions de millions de francs. Avec un chif-

fre d'exploitation de 16,5 milliards de francs en 1991, le groupe, qui est le troisième cimentier mondial, avait dégagé un résultat consolidé de 920 millions de francs.

La conjoncture dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, dont du ciment, n'est pas favorable. Une note diffusée par le groupe indique que les prévisions à court terme sur les affaires marchées ne permettent pas d'envisager une reprise rapide, mais les perspectives d'évolution à moyen terme de l'économie européenne et mondiale autorisent un optimisme raisonnable.

Le conseil français est passé depuis avril 1991 à la présidence de l'italien, l'autre actionnaire important (après avoir été le premier) étant, au Poliet, la banque Paribas. Une augmentation de capital de 3 milliards de francs a été décidée au début de l'été. L'un des objets de la réunion du conseil d'administration du 7 octobre consistait aussi à déterminer l'attribution des actions, représentant quelque 10 % du capital, actuellement en attente de propriétaires «portés» par Paribas et Mediobanca. L'actuel président du conseil d'administration, avant la fin octobre, sera remplacé par les comptes semestriels du groupe. D'ores et déjà, la découverte de ces «éléments exceptionnels» pourrait entraîner la démission de M. Pierre Conso, ancien actionnaire majoritaire des Ciments français, une révélation en France de la fraude. La firme italienne avait dépensé 7,5 milliards de francs pour absorber ce groupe deux fois plus important que lui mais qui avait encaissé 8 milliards de francs. Paribas avait déposé sur cette vente une plus-value de 800 millions de francs.

F. G.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Selon un collège d'experts

### Le tracé du futur TGV Méditerranée présente des risques technologiques

L'avis du collège de la prévention des risques technologiques, un rapport remis au premier ministre, a été très sévère à l'égard du tracé du futur TGV Méditerranée. L'enquête publique (le Monde du 3 octobre). Ce tracé reprend globalement le tracé ouest, défini par M. Max Querrien, la Valence jusqu'à Marseille et d'Avignon à Montpellier. Ce choix apparaît, du point de vue des risques, «comme un cas d'école de ce qu'il ne faut pas faire», estime le collège d'experts, qui ont publié leur avis mercredi 7 octobre.

Malgré le passage d'une zone à risques industriels multiples soumise à la directive Seveso - en l'occurrence le site du Tricastin (Drôme) - il rend «plus difficile le plan d'urgence» en cas d'accident majeur, note le collège. Un rapport réalisé par le SNCF a étudié les risques nucléaires et principalement chimiques, il conduit, sous certaines conditions, à conclure que le TGV au passage du Tricastin (le Monde du 29 août).

Le dossier de l'enquête publique ne fait que présenter un projet officiel concluant sur les risques.

Risques du seul tracé soumis à enquête publique, le collège d'experts a jugé que ce tracé présente une véritable concentration des risques technologiques. «Plus précisément, il apparaît peu admissible que le tracé est, entre Montpellier et Orange, ait été écarté sans examen approfondi», note-t-il.

Cet avis du collège d'experts intervient dans un climat difficile. Des maires de la Drôme, indique notre correspondant, ont rapporté au préfète de la préfecture du département les inquiétudes qu'ils avaient reçues pour l'enquête publique, et les craintes opposées au tracé du TGV Méditerranée, organisant une contre-enquête. Mardi, la SNCF a annoncé, à Marseille, qu'elle allait engager un programme d'investissement de 50 millions de francs destiné à améliorer les niveaux de bruit émis par les TGV et que tout habitant situé dans une bande de 300 mètres de largeur centrait sur l'axe de la ligne TGV pourrait lui demander, sous un délai de trois ans après sa mise en service, d'acquiescer à la propriété ou de compenser une moins-value dans une transaction immobilière.

MARTINE LARONCHE

### Il ne serait «pas raisonnable» de tripler la capacité de Roissy

estime M. Michel Giraud

Les catastrophes provoquées par les avions dans le Sud-Est et la chute du Boeing à Amsterdam ont conduit M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, à demander que l'Etat prenne des mesures pour améliorer la prévention des risques majeurs en Ile-de-France.

Le conseil régional, a-t-il indiqué mercredi 7 octobre au cours d'une conférence de presse, souhaite que le nouveau schéma directeur qui doit être présenté par le préfet de la région avant la fin du mois inscrive le projet d'aménagement d'un troisième aéroport international dans le Bassin parisien, «hors des limites de la région Ile-de-France, peut-être quelque part du côté d'Amiens». M. Giraud estime que, vu les «risques quotidiens» au sud de la région, il n'est «pas raisonnable» d'aller jusqu'à la capacité maximum de l'aéroport de Roissy : 25 millions de voyageurs annuellement.

Quant aux risques d'inondations, ils sont essentiellement liés à l'existence d'un grand nombre de rivières, et si, comme l'a souligné M. Giraud, la Seine et la Marne sont des rivières à cours lent, différentes sont les

risques de montagne qui ont provoqué la catastrophe de Vaison-la-Romaine. Les barrages-réservoirs construits dans le Bassin parisien depuis 1925 doivent permettre de limiter les risques de crues éventuelles. Ils régularisent le débit des cours d'eau, et les pertes humaines sont de 1,50 mètre de hauteur. Mais une crue de centennale, comme celle qui s'est produite en 1910, aurait des conséquences qui ne pourraient être maîtrisées. M. Giraud insiste donc que «les zones inondables à risque soient clairement définies dans le prochain schéma directeur», afin que les maires puissent «qualifier le risque» et déterminer son acceptabilité par la collectivité.

Le conseil régional adresse une lettre aux 121 maires des communes d'Ile-de-France et document intitulé «La prise en compte des risques majeurs dans les plans d'occupation du sol». Rédigé par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF), cette brochure a pour but d'aider les élus locaux à prendre en compte les risques majeurs lors de l'établissement des plans d'occupation du sol.

C. DE C.

A l'issue d'un arbitrage de Matignon

### La Poste et France Télécom vont pouvoir arrêter leurs bilans d'ouverture

La Poste et France Télécom vont enfin disposer de bilans d'ouverture. Transformés en établissements publics autonomes distincts par la loi du 2 janvier 1990, ces anciennes administrations avaient besoin de bilans d'ouverture pour leur comptabilité. Le départ du budget, des négociations parfois épuisantes entre ministères directement concernés (les ministères de la Poste, des finances d'autre part) et ceux qui ont représenté le budget, par exemple, et, en définitive, un arbitrage de Matignon pour établir les bilans des lieux financiers.

La Poste a posé davantage de problèmes que France Télécom. La situation patrimoniale n'est pas particulièrement difficile à évaluer. Pour les raisons de la loi, les règles appliquées étant celles de la comptabilité publique et non celles de la comptabilité générale et d'histoire, le bilan de La Poste, retranscrit jusqu'en 1991 dans le budget des P. T. T., laissait apparaître une situation négative de 19 milliards de francs.

Les ajustements et remises à plat proposés par la commission d'audit du patrimoine en juin ont été globalement repris. C'est ainsi que la valeur du patrimoine immobilier de La Poste (5 000 immeubles) a été portée à 31,5 milliards de francs. L'actif immobilier a été porté à 31,5 milliards de francs. Les autres financements (emprunts contractés par La Poste pour se financer) s'élevaient, elles, à 33 milliards. Le découvert cumulé du budget des P. T. T., notion comptable artificielle puisque La Poste n'a jamais bénéficié de dotation initiale, a été porté à 19 milliards de francs. En définitive, La Poste dispose de capitaux propres positifs, à hauteur de 8 milliards de francs.

F. G.

En ouvrant un magasin d'ameublement

### Terence Conran rejoue Paris

«Tout le monde est déprimé. Nous, nous sommes optimistes». Certains hommes aiment les paris et Paris. Terence Conran, le britannique «père» d'Habitat (qu'il a quitté il y a dix ans), en est convaincu. Il y a dix-neuf ans, il ouvrait, dans la capitale française, son premier magasin «continental». En ce début d'automne plus vieux, on peine à imaginer l'économie qu'il recouvre avec 1 500 mètres carrés, uniquement dédiés à l'ameublement de la gamme.

Niché en plein cœur de 7<sup>e</sup> arrondissement, au 100 Marché, il propose sur trois étages les mille et un objets - du tire-bouchon au tapis en passant par les canapés, lampes et autre linge de maison - qui font une maison douce. Certes, on retrouve dans la Conran Shop (déclatant le beige du symphonie et

le blanc) l'atmosphère d'Habitat, mais en plus «chic». Contrairement à Habitat, la Conran Shop propose, à côté d'objets très contemporains, d'autres pièces (tapis, statues...) plus anciennes.

Le magasin londonien (abrité dans le très haut Michelin Building) a mis cinq ans à parvenir aux 100 millions de francs de chiffre d'affaires. Michel Cultru (un ancien d'Habitat), qui prend en main les destinées de l'enseigne parisienne, espère même moins de temps à y arriver. Une question non plus de créer une chaîne comme chez Habitat (37 magasins en moins d'un an), même s'il est sûr qu'il y a de la place pour une autre capitale européenne pour d'autres Conran Shop.

F. V.

## SOCIAL

Le FO demande officiellement la renégociation de l'accord UNEDIC. Opposé à l'accord sur l'assurance-chômage intervenu le 18 juillet, FO souhaite la renégociation. L'opposition vient de franchir un cap. Une lettre adressée, le 2 octobre, au président du CNPF, M. Marc Blondel, secrétaire général du FO, demande la renégociation et estime que la situation financière de l'UNEDIC confirme son analyse. En raison de l'augmentation du chômage, l'accord risque de ne pas tenir à la première épreuve. Le FO, qui prétend que la loi de 1990 de cotisation, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993, pourrait ne pas avoir lieu.

Remonté au sein du bureau national de la CFDT. M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, s'est déclaré, mardi 10 octobre, convaincu «à assurer ses responsabilités» et la «solidité de l'organisation jusqu'au congrès de 1993». Intervenant dans un millier de militants CFDT de l'Ile-de-France réunis à Paris pour le lancement de la campagne des élections primaires, M. Kaspar a ainsi affirmé qu'il remonte qui agitent depuis plusieurs semaines le bureau national de la CFDT. Plusieurs responsables de la CFDT reprochent notamment à M. Kaspar d'être «pas sûr de sa parole» et «plus de cohérence et de clarté» dans ses responsabilités.

**OVA'O**

Stratégie de développement de marque  
Etude de positionnement  
Expertise et dépôt juridique  
Création de marque  
Création d'image de marque  
Lifting d'image institutionnelle  
Développement de produit  
Création packaging et design volume

Tel. (1) 40 28 92

# COMMUNICATION

Avec moins de 2 % de parts du marché

### Pour ses débuts, ARTE a été regardée par 200 000 à 500 000 personnes

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a déclaré que la culture et les nouvelles formes de communication peuvent jouer un rôle majeur dans l'avenir de la France. Cette déclaration est venue au lendemain des premiers résultats d'audience de la chaîne culturelle franco-allemande pour le lundi 7 octobre, huit jours après son lancement sur le réseau de l'ex-Cinq. Médiamétrie, le documentaire les Automates vivants qui, à 19 heures, inaugurait la soirée, a fait 0,6 % d'audience (11 000 téléspectateurs), soit 1,8 % de parts de marché. Les autres programmes qui ont représenté 1,7 % de l'audience la soirée ce soir-là (parts de marché). «Monty Python» a fait 0,4 % (198 000 téléspectateurs) et 0,9 % de parts de marché. Le journal de 20 h 30 a fait 1 % (497 000 téléspectateurs) et 2,1 % de parts de marché. Le film de 20 h 45, la Famille, a fait 0,8 %

(397 000 téléspectateurs) et 1,9 % de parts de marché.

■ titre de comparaison, sur France 2, «Fort Boyard», première partie de soirée, a été regardé par un peu plus de 3,5 millions de téléspectateurs (7,2 %) et a fait 16 % de parts de marché, tandis que sur France 3, le film «Francis Polanski», a été suivi par plus de 6,3 millions de téléspectateurs (12,8 %) et 30 % de parts de marché. Sur TF1, «Stars 90», à 20 h 45, a fait 13,9 % d'audience (6,9 millions de téléspectateurs) et 34,9 % de parts de marché. Quant à «Durand la nuit», l'émission a été regardée par un peu plus de 2 millions de téléspectateurs (4,1 %) et 48,8 % de parts de marché. Enfin, le film de 20 h 45, le 30 septembre, a été suivi par un peu plus de 3 millions de téléspectateurs (6,2 %) et a fait 14 % de parts de marché.

Avec des échanges portant sur 3 % du capital

### Havas serait le «ramasseur» des actions Hachette

Havas serait le «ramasseur» des actions Hachette qui, mercredi 7 octobre, pour le deuxième jour consécutif, ont fait l'objet d'un volume d'échanges. «Nous avons la conviction qu'Havas est le ramasseur, mais il n'y a pas d'OPA possible», Hachette est contrôlée par Marlis qui détient 51,3 % de son capital et 69,9 % des droits de vote. Hachette a précisé un porte-parole des groupes Matra et Hachette. Mardi, le conseil d'administration a grimpé à 20 % avec quelque 1 000 titres échangés sur le titre Matra

augmentait de près de 3 %. Le 7 octobre, quelque 371 000 titres ont encore été échangés, ce qui a fait passer le titre à 13,9 % du capital d'Hachette. D'importantes transactions sur Hachette ont également été constatées à la Bourse de Londres. Les groupes Matra et Hachette doivent fusionner, mais toute la procédure (pour laquelle notamment la valeur des deux groupes) est suspendue au jugement du tribunal de commerce dans l'affaire de La Cinq dont Hachette était l'opérateur.

A l'occasion de ses dix-sept ans

### Le magazine «Lire» rajoint sa maquette

Pour ses dix-sept ans, Lire a un look nouveau, même si Bernard Pivot, directeur de la rédaction, préfère parler d'une simple rénovation. Le magazine se scinde désormais en deux parties : le magazine, les livres et la diversification ; la maquette est nouvelle et s'enrichit de nouvelles rubriques («Photos» ou l'actualité littéraire ou images, «Vocabulaire d'aujourd'hui», «Croquis», etc.) L'éditeur, la diffusion du mensuel passe de 100 000 exemplaires, à 120 000, perdus de 10 % de son lectorat.

Crise du livre ou de la presse ? Lire se trouve dans une situation peu confortable. Pour célébrer son changement, Lire publie, sous l'égide de l'IFOP et «La Marche du siècle» (France 3), un sondage (1) intitulé «Les livres font-ils encore flasher les jeunes ?». Ecole oblige, il y a 84 % de lecteurs chez les jeunes, contre 75 % chez les adultes. La population : 11 % des 15-25 ans (qui représentent 20 % des lecteurs du mensuel) souhaiteraient compter Jean Gabin parmi leurs auteurs préférés. Camus, le 22<sup>e</sup> qui aimeraient, ou Albert Camus, le 21<sup>e</sup> qui aimeraient le prix Nobel de littérature (contre 34 % le prix Nobel de la paix) s'ils devaient être élus. Et 80 % estiment impossible de vivre sans livres.

(1) Réalisé du 17 au 22 août sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes de plus de 15 ans, selon la méthode des quotas.

## EN BREF

■ TF1 a déposé un recours devant le Conseil d'Etat. - TF1 a déposé, lundi 28 septembre, un recours devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de l'amende de 10 millions de francs qui lui a infligé le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en juillet. Le recours n'étant pas suspensif, TF1 a demandé un sursis à exécution afin de ne pas payer ce que le Conseil d'Etat confirme la sanction du CSA. L'amende est due à un conflit d'interprétation sur la notion d'œuvre audiovisuelle d'expression originale française (OAEF). Le CSA a dit, la reconnaissance de jeux comme le Tapis peut-elle être le quota d'œuvres de fiction imposé à la chaîne ? Après deux ans de débats, le CSA a tranché en infligeant une lourde amende à TF1.

■ Un directeur financier de Maxwell inculpé pour fraude. - M. Robert Bunn, ancien directeur financier de Maxwell, a été inculpé d'escroquerie, mardi 10 octobre, dans le cadre de l'enquête menée par le Bureau britannique des fraudes sur les malversations commises dans la gestion des sociétés Maxwell. Arrêté, il a été remis en liberté sous caution jusqu'à la comparution le 1<sup>er</sup> décembre. Il est accusé d'avoir escroqué un syndicat de trente-cinq banques, dirigé par la Société de banque suisse et la Crédit lyonnais, en garantissant des emprunts.

Plus vite, moins cher !  
**Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !**

**Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.**

**NEUBAUER**

8, rue de la République 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteauneuf 75008 PARIS ☎42.89.55.91

4, rue de Châteauneuf 75009 PARIS ☎42.85.54.34



# MONDIAL DE L'AUTOMOBILE

# L'ardente obligation du recyclage

*Douze millions d'épaves automobiles par an en Europe. Les constructeurs commencent à s'en préoccuper*

S.C.P. E.M.O., avocats, 41, r. Raymond-Aron, parc de la Vatine à Mont-Saint-Aignan - Saïzie 06 87 90 10 00 - U.C. de Vente au Palais de Just. Rouen, place Foch, vend. 16 oct. 1992, à 11 heures.

**IMPORT. PROPRIÉTÉ À MAUNY - 76**

■ 10 km de Rouen, s'abaissent dominant la Seine, compr.: UN CHATEAU ■ pierre ■ taille, VASTES COMMUNS-PARC entouré de murs et grilles, pelouses, bosquets, CONT. TOT. ■ ha 63 à 31 ca.

Mise à prix : 1 ■ 000 000 de F.

VISITES s/p place ■ renseignements au cabinet. Tél. 35-89-94-70.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

Famille, ☐ marié, recherche  
POSTE RESPONSABLE ET INDEPENDANT  
OU  
SALÉRIÉ  
Expérience 20 ans dans les affaires  
à l'étranger  
et la gestion des sociétés  
Tél : 00-23-21-71

**ASSISTANTE COMMERCIALE**  
40 ans, anglaise, bilingue de  
français, bonne présentation  
PLS 100-101 (répondre)

**automobile**

**ventes**

**moins de 5 CV**

**A VENDRE SUPERBE**  
**AUSTIN MINI MAYFAIR**  
1980, 1000 cc, 4 CV, 100 000 km,  
CVC, 10, pneus d'été, autoradio,  
cassette, 1000 Fds  
faciles (amortisseurs, freins, éclairage,  
amplificateur, 1000 Fds)  
Tél. (se souv.) : 42-83-06-46  
(journal) : 46-82-74-24

**propositions**  
**diverses**

**capitaux**  
**commerciales**

814 tunisienne, imp./exp.  
cherche représentant pour  
capitaux. Poss. avec succursale.  
Références :  
Fax : (19) 216-1-785-04  
(19) 216-1-787-533  
M. AYADI NOH  
114, rue : 9850-21-1  
Chargés 2035 T.C.  
(Tunisie)

## DEMANDES D'EMPLOIS

## propriétés

**12. ardit**

**LA FILININ**  
**LA FILININ**  
**LA FILININ**

vente s/p  
mardi au

FFAIRE EXCEPTION  
suparée [redacted] DU

**00 m<sup>2</sup> à dégrader, jan**  
**1 000 000 F 12 20**

**RUE GAZAN**  
particulier vend 750000  
standing. 1999 1999

blindée.  6  
Pn.  111

**CIENT PRESSOR**

## OTRE

7, 14, 15, 16, 4;  
E COMPT  
3-18-07

**1./SAL. 55 M**

5. ☐ % DELTA ☐  
(16) ☐

POSTE RESPONSABLE

texte, bonne présentation  
 100% (répondeur)

1.501

4 CV, 000 km  
CTE. TO, parrus allaga, super para

propositions  
diverses

capitaux  
nécessaires

**Renseignements :**  
**Fax : (19) 216-1-788-504**

## 6





Les Télécommunications  
«made in Germany» : les meilleures  
liaisons pour les relations d'affaires  
par delà les frontières.

Implantés au cœur de  
l'Europe, Deutsche

Telekom bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle.

Notre offre très complète s'étend du réseau de base au système de commu-  
nication global sur mesure comme, par exemple, un réseau privé d'entre-  
prise. Pour nos clients, nous sommes présents sur les marchés les plus

importants du monde et assurons la  
coordination des prestations de toutes  
les entreprises de télécommunication  
participant à un projet donné.

Deutsche Telekom est membre des

quatre organisations de télécommunication par satellites les plus  
importantes du monde et il va de soi que nos clients profitent également  
de nos capacités de transmission par satellites.

Si vous aussi avez besoin de résoudre des  
problèmes de communication de grande enver-  
gure, profitez des relations très haut placées  
que nous mettons à votre disposition.

Si vous voulez en savoir davantage, contactez-  
nous : nous sommes à votre service !



We tie markets together.



Telekom

Paris: .....Tel.: +33 1 4070-00 00... Fax: +33 1 4070-16 51  
New York, N.Y.: .....Tel.: +1 212 541-39 00... Fax: +1 212 541-38 99  
Chicago, IL: .....Tel.: +1 312 214-32 14... Fax: +1 312 214-32 15  
San Francisco, CA: .....Tel.: +1 415 955-05 12... Fax: +1 415 955-05 13  
Tokyo: .....Tel.: +81 3 5213-86 11... Fax: +81 3 5213-86 32  
London: .....Tel.: +44 71 287 17 11... Fax: +44 71 287 50 99  
Paris: .....Tel.: +33 1 4070-00 00... Fax: +33 1 4070-16 51  
Bruxelles: .....Tel.: +32 2 735-65 66... Fax: +32 2 735-77 39  
Moscow: .....Tel.: +7 095 236 03 34... Fax: +7 095 237 66 14  
Koblenz International Key Account Management.....  
.....Tel.: +49 261 1 23 11... Fax: +49 261 3 82 82

AUTOMOBILE  
on du recyclage

IP

M.P.

M.P.

APPEL

M.P.

APPEL

APPEL

M.P.

UN APPARTIEN

M.P.

UN APPARTIEN

M.P.

UN APPARTIEN

M.P.

UN APPARTIEN

M.P.







**Missi font: appel a l'ONG**

**Cours relevés à 10 h 30****COMPTANT**

7/10

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché complé



## EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. : mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h. LAURE ALBIN-GUILLOT, ELI LOTAR. Calène du forum. Jusqu'au 22 novembre.

LA PHOTOGRAPHIE. Photographies de Nicole Henry. Petit foyer. Jusqu'au 12 octobre.

CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Œuvre d'art graphique, 42 pages. Jusqu'au 11 janvier 1993.

## Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). T.J. : lun. 9 h à 18 h, ven. 9 h à 21 h 45, dim. 9 h à 18 h. PHILIPPE BERTIN, HARRIS YIAKOU-MIS. Photographies. Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

LES MAÎTRES D'ARGENT, L'ARCHITECTURE MODERNE EN FRANCE DE 1890-1930. Exposition-dossier. 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. : lun. 9 h à 18 h, ven. 9 h à 18 h, dim. 9 h à 18 h. MICHEL VUILLARD. Entrée : 5 F. Jusqu'au 11 octobre.

## Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, Gal. Eliehnower. LES ÉTRUSQUES ET L'EUROPE. Gal. Eliehnower. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 30 F (possibilité de jumeler Picasso : 80 F. Jusqu'au 14 septembre).

PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

LES ÉTRUSQUES ET L'EUROPE. Gal. Eliehnower. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 30 F (possibilité de jumeler Picasso : 80 F. Jusqu'au 14 septembre).

## Galerie nationale du Jeu de paume

40-49-89-89. T.J. : lun. 12 h à 18 h, sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 h. GÉNÉRIQUE T. DEBORDS. Galerie du Jeu de paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

## MUSÉES

L'ART RENOUVÉ LA VILLE. Urbanisme et art contemporain. 11, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

BRADERIE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne. 13-17-17. T.J. : lun. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

AUGUSTIN-VICTOR. Centre national de la photographie, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : lun. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

COUP D'ŒIL SUR L'ART. Centre national de la photographie, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : lun. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

LES THÉÂTRES EN INDE. 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : lun. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 octobre.

## PARIS EN VISITES

## VENDREDI 9 OCTOBRE

«Le quartier de la montagne Sainte-Geneviève», 13 h, place Sainte-Geneviève, devant l'église Sainte-Geneviève (A. Hervé).

«Ateliers d'artistes jardins», 14 h, rue de la Harpe, 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

«Dernières restaurations de la montagne Sainte-Geneviève», 14 h, rue de la Harpe, 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

«Le quartier de la montagne Sainte-Geneviève», 14 h, rue de la Harpe, 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

«Le quartier de la montagne Sainte-Geneviève», 14 h, rue de la Harpe, 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## LES FEUX DE LA MER.

Marine, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## FIGURES DE PIERRE. L'art du guerrier dans le Mexique précolombien.

Musée-galerie, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## HOMMAGE À YVES BONNEFOY.

Bibliothèque Nationale, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## IMPRESSIONS DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## JEAN LURCAT. Tapissieries : 1917-1966. Pavillon des Arts, 101, rue de la Harpe.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## MOINS TRENTA 92. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## MONNAIES DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN. Quartier Rural. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (48-08-81-11).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE LAPIN AU MUSÉE. Exposition-dossier. 15 F. Entrée : 25 F (entrée du musée).

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LA TENTATION DES Gobelins. 14 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h. THÉÂTRES DE PARIS. Catherine Dubreuil, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## CENTRES CULTURELS

AKSELI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVÈIL EN FINLANDE. Du naturalisme au symbolisme nordique. Institut finlandais, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

ALUMNI DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'architecture, 7, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

ARTISTES DE LA BASTILLE. Chapelle Saint-Louis, 13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

BERLIN, RENCONTRE D'ESPACES. Institut du monde arabe, 1, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

BRUNO ZEVI. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

CAHIER DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

CLAUDE LORAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

COLETTA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## LÉON GOLUB.

6, rue Jacques-Callot (43-64-78-41). Jusqu'au 31 octobre.

## MICHEL GOUERY.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ANGELA GRAUERHOLZ.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## HECTOR GUIMARD ET LE FER.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## JAMES GUITET.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## RAYMOND LIGU.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## STEPHEN HEPWORTH.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## INVENTAIRE. Galerie M. Chomette, 24, rue Beaubeurg.

13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## CHRISTIAN JACARD. Reliefs-objets.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PETER JOSEPH. L'Espece humaine.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## JEAN KAPERA.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ALLAN KAPROW. Espace Donguy.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## MARIAN KAREL. Galerie Clara Sorra.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## IM KNEB.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## MARIE-JO LAFONTAINE.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ROMAN OTALE.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PIERRE TAL-COAT.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## PATRICK RAYNAUD.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## FELIX.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## SAINT-GERMAIN DES BEAUX-ARTS.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## TABUCHI. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann.

(45-82-13-05). Jusqu'au 5 novembre.

## RICHARD TEXIER.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## LE TRAIT PRÉSENT DOUZE.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## VEURS QUÉBÉCOIS.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ALBERTO TRUCCO.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ATSUMI USHIDA. Galerie Philippe Fré.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## VALLORZ.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## FRANÇOIS WELING.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## WYLLAET.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ZEIMERT.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## ASNIÈRES-SUR-OISE. Champs d'élance.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## BIÈVRES. Cliché d'art.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

## GUINÉY-EN-VEUXIN. L'île-de-France.

13, rue de la Harpe. 13-17-17. T.J. : mar. 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 11 h, dim.











# L'éthique de Beckett

*Chaque heure est un événement intérieur. une hypothèse. un fragment de raisonnement. une possibilité de récit*

**L'AMITIÉ ■ BECKETT**  
(1979-1989)  
d'André Breton  
Photographies ■ John Minihan,  
Hermann, coll. « Savoir : lettres »,  
112 p., 90 F.  
**QUAD ; TRIO DU FANTÔME ;**  
**QUE NUAGES**  
de Samuel Beckett.  
Suivi de l'Épilogue  
de Gilles Deleuze,  
Mimuit. 112 p., 30 F.

On s'intéresse aux corps des écrivains : il a l'importance que leurs livres. Leurs livres ? On fait semblant de les connaître, d'en parler, la plus en l'objet de négation plus en plus ouverte, mais on dit la science, les sociologies, l'élitisme, le marxisme, le hétérosexisme, l'obstiner la concentration physique, l'écriture pas, la bititude, la délicate, l'infirmité. Beckett, dans son livre de jeu sur Proust, écrit déjà : « Le mépris qu'éprouvent demi-douzaine — un demi-million — d'imbéciles sincères pour un homme de génie devrait guérir à tous jamais de sa susceptibilité absurde ». La faculté d'être dans par cette colonie lapidaire que l'on nomme une insulte (!) »

Le traça, donc, l'image.   
 corps — l'âme — l'âme —   
 d'informations-là, ce système   
 nerveux-là. Est-il comme   
 autres? Non. Biologiquement   
 ? Si l'on veut, mais   
 vraiment. Fonctionne-t-il   
 façon normale? Tout indique le   
 contraire. Sait-il donc quelque   
 chose d'autre, d'essentiel? Oh,   
 ça, c'est une inquiète expérience   
 que nous — l'admirable   
 petit livre d'André Bernold tient   
 dans cet ~~livre~~ simple :   
 pour la première fois à ce point,   
 quelqu'un observe, avec précision   
 et délicatesse, ~~un~~ écrivain   
 train à vivre. Bernold, quand il   
 rencontre Samuel Beckett, à la   
 fin des années 70, ce étudiant à   
 l'école de la vie, à l'école de   
 l'admirer, il lui écrit, puis le voit   
 et l'écoute régulièrement jusqu'au   
 2011.

Aucun projet dans ces entreprises, la gratuité même. Ou simplement ceci (de part et d'autre) : **il y a** implicitement, **il y a** bien continué **entre** **les** **livres** et de rythme **entre** **les** **livres** et la façon tout le **monde** qui **les** **écrits**, marche, parle, se tait, apparaît, disparaît. Nous **avons** **été** aux antipodes de la propagande **politique** : un écrivain est peut-être grand, ou génial, mais, après tout, c'est un être humain comme les autres, avec ses erreurs, ses faiblesses, ses ridicules, ses vices, sa petitesse, sa névrose et, parfois, sa **mauvaise** **conscience**.

\* Bon  
ou'2 ca \*

Bernold commence par révéler l'extrême beauté, évidente, de Beckett. Mais cette beauté est immédiatement contredite par une surprenante « pulsance de l'effacement ». Voilà un homme célèbre, mondicalement connu, Prix Nobel de littérature, qui manifeste une « étrange » « à n'être rien ». Premier rendez-vous avec le de mutisme : « Je crois me rappeler que nous étions un peu penchés pour ausculter l'énorme respiration de la silence. » Voilà un homme qui se donne docilement et violemment à l'autrui. Il s'ensuit une amitié, c'est-à-dire un roman où l'espace et le temps sont, semble-t-il, évanouissables pour eux-mêmes.

Qu'est-ce que ■ rencontrer pour rien ? Sans volonté d'aboutir ■ quoi que ce soit ? Qu'est-ce qu'échanger deux présences en pure perte ? Pour le seul usage d'être là ? « Les amis, écrit ■ nold, ■ légers ■ mobiles vocaux. » Voilà, il s'agit ■ musi-



**Levi** : une surprenante puissance

que. A la question : « Pourquoi écrivez-vous ? » **Bernold** répondit un jour : « **Je n'ai ça, ça. Et une fois. Qu'on ayez-vous fait si vous n'avez rien écrit ?** » « **J'en aurais écrit de la musique.** » **Bernold** écrit : « **Je n'ai que-vingt ans, il m'était remis de demandant à ses amis de lui offrir quelques sonates de Haydn, « exclusivement », prédisait-il. Il me disait : « Le passé... c'est merveilleux... c'est si beau.** »

« Première constatation : j'ai l'impression de travailler simplement en existant. » Il restait à l'origine des possibilités de jouer sur l'habitude de refuser tout ce qui n'est pas à l'essai. » Au lieu du bavardage ou de la récitation des clichés collectifs, une extrême vigilance, pourtant délicate, lui ne rien penser de bon ou de mal. » Une association libre, une dissociation contrôlée, une diction du figé. » Il se mettait à dissimuler le plus vite, l'allié à l'humour, entre en contact avec l'inflexion, compose un air de l'inflexion. » Rien de plus à contre-courant désormais, que la bonté. » Je me souviens quand Joyce écrivait, dit Beckett. Sans la nuit. »

Chaque heure est un événement intérieur, une hypothèse, un fragment de raisonnement, une possibilité. Rien n'arrive, rien ne paraît avoir lieu tout, cependant, résonne et vibre, sans forcer. Quand c'est fini, c'est fini.

s'en ven, ou **m**  
l'ose : « Personne n'était plus  
parle à disputer avant d'être  
**p**, l'impatience, pas de  
la désapprobation, il  
l'exprimait guère » paroles,  
contractai tout entier », une  
poacrité sans défaut, une cer-  
taine manière de rire sans rite, de  
dessiner des dia-  
de chercher une solu-  
dion d'  
arrêt à la pantomime  
humaine (qui est une maledic-  
tion), mais aussi une grâce.  
comme dans le marionnettes  
(Kleist). • Le lacanisme • une  
disposition de l'esprit et du corps.  
affection non seulement du  
langage mais de toute la culture  
même • Beckett comme une  
indéfinit exclamation morte,  
toujours la verticalité, l'a-pie, l'o-

On dit parfois de tel ou tel personnage (et c'est alors une condamnation) : « C'est un homme de théâtre. » Beckett, qui s'est beaucoup occupé de faire sauter l'impotisme théâtral, a surgi ainsi comme l'ange exterminateur de la prétention et de la bouffissure du spectacle. Par jugement, pourtant, c'est pire. Il en a fait un traducteur allemand. On n'en a jamais vu, mais pas pour juger. Une anecdote résume sa position : il est avec lui en train de travailler un ami, il se lève brusquement pour aller à la messe, il laisse à la fenêtre,

répondant ainsi à un prisonnier de la prison de la Santé qui se signauxait au miroir. La surprise du jugement s'accomplissait d'ailleurs d'une façon d'oubli à jaillissant, insurrectionnel, s'appliquant aussi à lui-même. On peut imaginer la surprise d'un jeune interlocuteur respecté de l'Innommable (et d'autres livres) refusés par les éditeurs) devant son propre sujet : « Ça m'est devenu totalement étranger, je ne connais pas cet auteur. » C'est James Beckett? Bien sûr, non. Je ne suis pas simplification de ton croyez.

Bernold, qui a *écouté* les livres de Beckett avec l'oreille du musicien revient à la langue, ce qui consiste à reposer la question (abime) de l'auteur et l'extraordinaire *Pas moi* ! l'Incarnation. Impossible incarnation ? Horreur ou limite ? Ces mauvais écrivains ou le médiocre, on écrit *à* la distance *qu'ils* écrivent *qu'ils* bien, *un* personne. *un* irrédutable incantation impersonnelle », *quelque* chose d'inlassablement rotatif, immanent *un* sauveur qui parle

A l'inverse de l'opinion lourde et désespérée (« l'absurde », « le désespoir », etc.), il est issu d'une souveraine légèreté, d'une paradoxale énergie constante. Personne n'est moins résigné,

passif, dépressif, effondré. La récusation « angélique » de sa domination sur les autres, sur une fabrique humaine, est la crédulité de son époque. Il y a, chez Bernard, vivant et maladeuse, écrit Bernanos, une telle confiance, de plus en plus forte (ce que prouve la malveillance volontaire de tant d'hommes en même de son œuvre). Bernanos est l'homme d'un accoutrement. Ange déplore pour lui, une qui est raison de la décomposition de la puissance humaine. Mais pour d'autres, forcément en petit nombre, il est l'ange exorciste manifestant une incroyable peur.

« Il reste du monde à décou-  
 vrir », dit-il. Plus d'espoir ? Aucune  
 désespoir. On a une expérience  
 mouffe, le temps pour pour-  
 ris ou se tait, on suggère, on  
 entend, on attend, on attend  
 oblique, on se détourne, on  
 annule. Aucune attitude oracu-  
 laire : se serait pitoyable.  
 d'emphase, d'air inspiré, de pro-  
 phétisme. Simplement l'ironie,  
 pas gagné, les doigts sur la cla-  
 vier, la bonté. Il s'agit de clore ce  
 d'enfermement et la tortu-  
 re, ce de grands et de  
 meurtriers, et il  
 vider la blanchonnette, la p  
 à la « voix baroque », la « p  
 bre vocale » la négation  
 qui devient compassion.

Cette voix apparemment carnée est **une** **à** **la** **marquante** **de** **félicité** **». Cette «** **figure** **statique** **»** **une** **«** **antigravité** **», un** **vol** **«** **J'ai** **toujours** **écrit** **pour** **une** **voix** **»,** **disait** **Beckett.** **E** **Ber-** **uall** **«** **il** **abondait** **en** **traits** **d'es-** **prit** **«** **ultra-courts.** **»** **Etrange** **de** **parler** **qui** **des** **deux** **plus** **grands** **poètes** **du** **vingtième** **siècle** **(qui** **avait** **l'air** **du** **tout** **sauvage** **des** **poètes)** **–** **Joyce,** **Beckett** **–** **sont** **ces** **deux** **Irlandais** **et** **ainsi** **veiller** **à** **Paris.**

Philippe Sollers

(1) Proust, ~~de l'anglais~~ Beckett, ~~de l'anglais~~ Edith Fournier, Minuit 1990.

(2) Cap au pire, ~~de l'anglais~~ Edith Fournier, Minuit 1991.

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## Amours chinoises

On ne connaît pas grand-chose de Taiwan. On connaît, un peu, son histoire anticomuniste ■ surtout son activité économique. On ■■■■■■ son cinéma ■ on peut découvrir aujourd'hui deux romanciers de quarante ans avec un récit en ■■■■ teinte nostalgique de Huang Fan ■ un livre cruel ■ ■■■■■■ Li An.

26

## **HISTOIRES** **LITTÉRAIRES**

par François Bott

## Le remords des écrivains

Le père de Baudelaire peignait  
quelque peu. Blondin  
l'appelait « le peintre du  
dimanche soir ». Charles  
commença sa carrière  
littéraire, imitant Diderot, et  
publiait ses Salons de 1845  
et 1846. Comme il était  
peintre, il le remarqua des

Page 26

## ACTUALITÉS

## La Foire de Francfort

La Foire de Francfort, qui vient de fermer ses portes, a été dominée une fois de plus par la crise. L'édition allemande semble un peu préservée, même si le prix de la réimpression, le susel, s'avère très lourd à porter. Tahir Ben Jelloun porte les mérites des auteurs allemands d'outre-Rhin. Et Nicole Zand analyse le nouveau roman de Günter Grass, le plus grand - et le plus - des écrivains allemands vivants.

Pages 29 ■ 34

## CHRISTIAN BOBIN

## Le Très-Bas



**"Ce livre, comme certains paysages, émeut tant, trouble tant que, de retour de lecture ou de voyage, on ■ sent pressé de le partager avec autrui."**

**Michèle Gaxier / Télérama**

L'UN  
L'AUTRE

LES CORRUPTES DE LA P  
par Hervé Blandin



Transparence  
dans la politique  
Une révolution



LE MONDE DES LIVRES

LA FEMME DU BOUCHER

de Li Ang.  
Traduit du chinois par Alain Peyraube et Hua-Fang Viccaro.  
Flammarion, 200 p., 105 F.

LE GOUT AMER DE LA CHARITÉ

de Huang Fan.  
Traduit du chinois par Pierre Charau et Mathilde Chou.  
Flammarion, 156 p., 100 F.

ANDRÉ SIEGFRIED avait l'habitude, quand il enseignait à l'école des sciences politiques, de résumer le premier livre qu'il avait lu en une seule phrase : « L'Angleterre est une île ». Qu'il lui ait échappé à son auditoire de la développer dans les suivants. Et même, on ne doit pas oublier que Taiwan, l'ancienne Formose, « la Belle », comme l'avaient baptisée les Portugais, n'est une île. Mais sur une grande île, on ne vit pas comme sur un continent, on n'y pense pas, on n'y aime pas de la même façon. L'île est un fragment d'espace isolé, un fragment d'histoire du convoi. En l'occurrence, un morceau de la Chine anté-communiste, planté en pleine mer à 100 kilomètres du géant continental, et se présentant comme la seule Chine, la vraie.

En 1989, on découvrait à la Mostra de Venise un film taiwanais superbe (et qui reçut d'ailleurs le Lion d'or), le film du chagrin de Hsiao-Hsien, qui montrait un visage de l'île à un moment de son histoire récente passionnants et plus qu'imprévisibles, tout simplement inespérés dans la mesure où l'on n'espère rien d'un lieu si éloigné, si mal connu, d'une région où d'un régime sur lesquels on a eu beaucoup de mal à se faire une opinion — religion communiste oblige — qu'on ne se représente que comme une lointaine usine à petites mains fabriquant par millions des appareils ménagers et des chemises de nuit. Il torpille le navire précaire de notre culture commerciale. C'est un peu l'effet. La production taiwanaise contemporaine de Taiwan est là pour témoigner d'une réelle vigueur des milieux intellectuels, du nombre de romanciers vivants, des dits diffusés en Chine populaire et aux États-Unis. Il est heureux qu'un éditeur français prenne l'initiative, après le succès d'*Épouses et concubines*, de présenter au lecteur des romans d'inconnus dont les noms, selon le mot du poète, sont parfois introuvables.

Sans doute il s'agit d'un autre monde que le nôtre, la prime abord. Mais est-ce bien sûr ? Les romans taiwanais sont-ils est-elle si grande qu'on ne puisse en franchir l'obstacle ? Apparemment pas. Li Ang est une romancière taiwanaise qui a obtenu en 1988 l'équivalent du Goncourt taiwanais pour un roman d'une violence et d'une force étonnantes, dans la plus pure tradition naturaliste ou, si l'on veut s'épargner une querelle d'étiquette littéraire, hyperréaliste, *La Femme du boucher* s'inspire d'un fait divers réel, terrible, mais guère invraisemblable. Les auteurs taiwanais ont une malheureuse habitude de la guerre (on ne sait laquelle, n'importe) ont privé de sa mère ; celle-ci, à moitié morte de faim, s'est laissée violer pour une poignée de riz par un soldat et a été jugée comme femme adultère, chassée. Lin Shi a été mariée par un oncle, sans grande cérémonie. Personne ne lui a jamais parlé de la sexualité. Elle découvre avec ses premières règles. Elle fait des phalliques (qui n'en font) sans le comprendre.

Et un jour son oncle la marie à un certain Chen Jiangshui, boucher, au plus précisément tueur de porcs. La romancière publie

LE FEUILLETON  
de Michel Braudeau



Li Ang : une dénonciation subversive.

Amours  
chinoises

que assurait qu'il avait égorgé, depuis des dizaines d'années, d'innombrables bêtes vivantes et que, toutes les nuits, les bêtes des porcs venaient grogner devant sa porte. Les filles de joie de la rue des Reuelettes rapportaient aussi une chose que Chen Jiangshui leur rendait visite, il les prenait avec une telle force qu'elles glapissaient comme des porcs qu'on saigne. La nuit des noces n'est pas exactement une partie de plaisir pour Lin Shi, ni les autres nuits. Son porc son mari, dont le physique épais nous est décrit dans sa virilité rugueuse et bestiale, ne semble éprouver de joie qu'en entendant sa femme crier. Et malgré la répétition des assauts, elle ne s'y lasse pas. Son seul bonheur à elle,

c'est le temps de la sieste, quand qu'il ne revienne, tant ou non, mettre les pieds sur la table.

Au dehors, la vie est minuscule. C'est une province froide, un petit village au bord de la mer. La plupart des hommes sont pêcheurs, mais il y a un lavoir où les femmes cancanent, et l'abattoir où Jiangshui égorge les cochons dans le petit matin, avec une technique précise, dont l'auteur nous donne en connaissance les détails raffinés. La vie est minuscule, la langue du village qui se bat avec sa belle-fille et tente de se pendre. Tout le monde vit dans la maison des fantômes, et ces gens qui n'ont rien de grand-chose à manger passent des semaines à offrir sur des autels des bols de riz gluant et des pieds de cochon afin de apaiser l'âme des pendus, des noyés et des autres animaux.

Pour le moment, c'est la routine, la voisine dégoise au lavoir cette pauvre Lin Shi qui pousse trop de cris chaque fois que son boucher la viole ; Jiangshui bat de plus en plus sa femme et elle s'habitue à ses coups ; Lin Shi dépeint lentement : « Elle était également devenue une femme plus craintive, cherchant perpétuellement à fuir, à se cacher. Elle avait voulu tout le temps passer inaperçue, son corps se recroqueville et elle devint bossue. » C'est dans une atmosphère de révolte qu'un jour Lin Shi découvrira son mari en train de cauchemarder comme elle l'a vu découper les porcs, un cauchemar de cauchemar même qui n'est pas éloigné de celui qu'une romancière de la même génération, de Chine populaire, Can Xue, a développé dans ses *Dialogues en paradis* (le Monde des livres du 10 janvier), comme si dans le monde des livres de l'indépendance de la femme en Chine ne pouvait se regarder vraiment en face.

Li Ang donne à voir plus qu'elle n'explique. Pas plus que ses personnages ne font de psychologie. La dénonciation n'en est que plus subversive, et l'on croit sans peine qu'elle a dérangé l'établissement taiwanais.

Huang Fan, la quarantaine lui aussi, est également une femme de son pays. Il a néanmoins reçu le même prix que Li Ang pour le *Gout amer de la charité* en 1988. Sur un ton beaucoup plus traditionnel que son confrère, il nous raconte la jeunesse d'un étudiant de Taipei dans les années 40. Petit Ye, comme on l'appelle, est un bon garçon qui trouve à se loger dans un petit immeuble où vivent dix-sept locataires et le propriétaire, Mr Xin. Les immeubles sont une figure obligée du roman de mœurs. Il y a les deux ouvrières électroniques, la petite famille Cai, le vieux satyre Zheguai, un voyou parent de Mr Xin, et dans la chambre au-dessus de Petit Ye, une jeune femme qui a dix ans de plus que lui, Ma, et qui va l'initier au plaisir. L'histoire du monde lui va bien à un gamin.

Jusqu'au jour où Mr Xin meurt d'un cancer en léguant son immeuble à celui qui l'occupait. Ce n'est pas la bonté qui bien mal se passe. Chacun veut s'approprier le part du voisin et se dérober aux tâches collectives. Petit Ye s'en va, vend sa chambre, retourne chez son père qui a de l'ambition pour lui. Et revient dix ans après à cette ancienne demeure où il a travaillé et beaucoup d'argent. Ce tournant de la jeunesse est une histoire d'incertitude, de flottement, sont rendus avec une grande finesse de ton. La critique sociale de Huang Fan est toujours suggérée, en demi-teinte, et compte moins que cette atmosphère empoisonnée qui hante tous les romans de Modiano : les souvenirs nous viennent très jeunes et il n'est pas étonnant d'être âgé pour être nostalgique.

LE MUSÉE RETROUVÉ

DE CHARLES BAUDELAIRE,  
de Yann Le Pichon  
et Claude Pichols.  
Reproductions en noir  
et en couleurs.  
Stock, 240 p., 430 F.  
Jusqu'au 31 décembre,  
490 F ensuite.

HISTOIRES LITTÉRAIRES  
par François Bott

Le remords des écrivains

À l'automne 1821, quelques jeunes messieurs rêvaient d'autre chose. Il fallait bien que le règne de Louis XVIII, car la France était encore s'imaginer que c'était son naturel d'être maussade. Eugène Delacroix, qui peut-être le fils illégitime de Talleyrand, décidait de faire de son journal intime, comme tous les jeunes gens qui désirent vérifier leur identité. Et comme la littérature était le remords des peintres... Il n'arriva presque rien durant ce printemps, sauf la mort de Charles Baudelaire (le 9 avril) et la mort de Napoléon (le 6 mai). L'ex-empereur avait son fils à je ne sais où, dans un coin perdu de l'océan Atlantique. Et cela lui donna l'air d'être plus démodé, les artistes de l'éloignement géographique ne conjuguant pas ceux de la disgrâce sentimentale. Quant à Baudelaire, seuls sa famille et l'état civil remarquaient son nom dans le siècle. Personne ne connaissait son patronyme, ni dehors des quelques relations de François, le père de Charles.

Mais en 1759, à une époque où les hommes s'appelaient d'autres manières, comme dit Antoine Blondin dans *Caroline*, François avait une maison religieuse et administrative. Après avoir été prêtre et précepteur, et s'être défroncé pendant la Révolution, il était devenu fonctionnaire du ministère de la marine. La sacristie et les antichambres... A la fin, depuis 1816, il avait épousé tardive-

ment Caroline la future mère de Charles, qui avait trente-cinq ans de moins. Il était de la gauche pour s'occuper ou se distraire. Aussi, l'appelle-t-il « peintre du dimanche soir ». Cet homme tranquille a été favorisé du goût des images et des estampes chez le petit Charles. Dès son enfance, Baudelaire a eu dans la presse le pressentiment de la beauté ou des mystères qui ont fait de lui, à la grande, mon unique, ma primitive passion, l'homme dans l'art à nu...

L'aimable remords promenait son fils dans le jardin de Luxembourg. Il lui apprenait à regarder les statues, car c'est une œuvre de métier que de savoir regarder. Toutefois, lorsqu'on s'éclipse de bonne heure, il ne faudrait pas attendre ses enfants au Luxembourg. Cela leur laisse trop de souvenirs... Sa révélation à l'école provisoire des gouvernements des jeunes républicains, son père mourut, en effet, au début de 1827. Il disparut à la façon de ceux que l'on entretient et que l'on souhaite disparaître davantage, mais qui prennent congé de la soirée de la planète. Après, vous gardez juste la mémoire d'une absence.

C'est peut-être à cause de ce père de fantôme que l'on remarque de l'attirance et de l'affection pour « les merveilleux nuages ». Le petit Charles devint-il déjà qu'il ne



Charles Baudelaire

de rêver avec ses parents et que, sans doute, il essayait de se rapprocher à la « silhouette », en ne donnant des images de prêtre défroncé ? Voyez la description du Goncourt : « Baudelaire avait le côté, une cravate, le col nu, la tête rasée, un vrai homme de guillotine. »

Charles ne fut pas longtemps vivant. Elle se remaria en 1828, avec le futur général Aupick. Et Charles commença d'éprouver les tourments que l'on sait, par le fait de ce beau-père encombrant,

qui prétendait lui enseigner les « façons militaires ». Dix ans plus tard, invité au mariage de Charles de Versailles, avec la fille d'un collègue de Louis-le-Grand, Baudelaire aperçut Louis-Philippe et découvrit la peinture de Delacroix. Il se sentit étranger au monarque. Il préféra l'artiste... Par la suite, il comparerait le « gris » de Delacroix à « l'atmosphère de l'été, quand il avait été comme un crépuscule au poussière immobile sur chaque objet ». Le poète des *Fleurs du mal* parle-

de cet artiste, « l'atmosphère elle-même [semblerait] malade, triste et lourde ». Il devint, en quelque sorte, le correspondant de la guerre des révolutions parisiennes que Charles avait vu naître comme des jeunes femmes de mauvaises mœurs...

Le musée retrouvé de Charles Baudelaire rassemble les œuvres qu'il a produites et les éloges qu'il en a faits dans ses poèmes ou ses autres textes critiques. Ce qui frappe, c'est l'avidité du regard. Et le mélange de rigueur et de lyrisme. Personne ne les a jamais de cette manière. On le savait, mais cela étonne toujours... Selon Baudelaire, c'est « l'imagination » qui est le pays des poètes. Les poèmes qu'il écrit sont des poèmes intimes. Il faut voir les œuvres de Baudelaire comme un artiste. L'intérieur et l'extérieur, le couleur et l'âme se confondent, car la peinture est une opération magique. Lorsque Jacques Louis David peint l'assassinat de Marat, celui-ci se métamorphose. Et, dans l'air froid de cette chambre, sur ces murs froids, autour de ces miroirs et de ces tableaux, une âme voltige. Rembrandt, c'est un hôpital rempli de malades. Watteau, c'est un carnaval des cours illustres. Quant à Boudin, l'autre Eugène, il se dissimule derrière des merveilleux nuages » et les « beautés météorologiques ».

Avec son goût pour la peinture, Baudelaire nous fait entrer dans l'assemblée générale des rêves. Gustave Flaubert lui adresse ses remerciements. Il lui trouvait une « pénétration » que le « brouillard d'Angleterre ». Orléans d'idée. Mais Flaubert connaissait bien le climat de Plymouth et de Southampton...





# La sensation pensée

### *Patrick Roegiers réussit un pari difficile : écrire un roman d'idées*

**L'HORLOGE UNIVERSELLE**  
de Patrick Roegiers.  
Sénil. coll. « Fiction & Cie »,  
p. 1, IV F.

**L'Horloge universelle**  
Patrick Roegiers est un roman d'idées, pour ne pas dire un roman philosophique. Ce genre littéraire n'est pas à la mode chez nous - alors qu'il connaît un grand succès en Allemagne, par exemple. Ici, depuis un demi-siècle, règne une division étanche du travail littéraire, dont le domaine quasi exclusif est pensé d'action ou le champ des idées, ou amputées.

De temps à autre un champion de la littérature ou un chevalier de la théorie vient faire une rapide incursion dans le domaine du voisin, pratique un hâtif pillage et s'en retourne chez lui pour compter son butin. Rares, ces incursions n'en sont pas moins généralement condamnées par les doctes parleurs de manifestations vulgaires d'éclectisme et d'amateurisme.

Patrick Roegiers a choisi, ■■■  
manière provocante, de dresser  
■ les ■■■ ■■■ ■■■ du mur.  
La provocation n'exclut pas la  
■ ■■■ ; pour ■■■ ■■■ il a prat-  
qué le chevauchement ■ s'adon-  
nant à un ■ ■■■ ■■■■, celui d'un  
■ critique. Écartant sur la photo-  
graphie, des ■■■■ du monde  
dans des monographies consacrées  
à Diane Arbus, Bill Brandt,  
François Kollar ou Robert Dois-  
neau, il s'est ainsi exercé, d'une  
plume faussement innocente, à  
jeter ■■■ ■■■ entre la réalité du  
monde ■ la fiction ■■ images -  
■ moins que ■ ne soit la  
contraire, ■■■ la science -  
celle ■ la lumière, de la composi-  
tion, ■ la chimie ■■  
■ ce qu'on trouve ■■ beauté,  
■■■■ et les ■■■  
entre la perception et ■ théorie,  
entre ■ mystérieux ■ instable  
composé connu sous le nom  
d'émotion esthétique ■ ■  
non moins mystérieux ■ instable pro-  
duit appelé création.

## Un animal cartésien

Ce premier pas franchi, ces **premières** **étapes** refaites, il a **écrit** le roman. D'abord un petit livre, **un** **regard** (1) **sur** lequel il s'appuyait **pour** **explorer** son expérience **à** critique photographique pour créer une **œuvre** **de** fiction picturale. Avec *l'Horloge universelle*, il va plus loin **et** plus fort. Prenant **le** risque d'agacer, d'insupporter, **il** suscite la moquerie et le rejet. **Un** **grand** **pas** **risque**, **il** la hauteur de l'ambition du livre.
















En six parties ■ un épilogue - les nombres ici jouent un grand rôle, - le roman raconte la ■ d'un ■ sa naissance à ■



### Patrick Roegiers : une mise en fiction des Encyclopédistes.

chez un individu aussi **social**, aussi **concret** à la réalité immédiate que Glotz - **sa** **conscience** l'organisation **de** **ses** **activités** mêlées peut produire de pures créations intellectuelles, hors **de** langage courant, hors **de** l'échance social.

**La glotte**

**L'Horloge universelle**  un  matérialiste,  qu'il dit  dans  manière de dire. L'écrivain,  exploration des réalités  plus obscures,  plus offertes à la  lisation, la parole. l'art. la conscience, l'harmonie, refuse  qui pourrait être vague, flou, ambigu, porteur d'un  manipulateur pour s'en tenir  descriptions  plus précises,  dissection clinique  phénomènes.

Rogiers tire des effets dramatiques inédits de la citation laudicaire, de l'emploi répété de *etiam* dans des manuels d'anatomie, les traités d'astronomie, le précis de pathologie clinique. Il y a *etiam* son livre *etiam* mis en fiction dans les encyclopédies, *etiam* hommes qui décideront de construire *etiam* nouvelle grammaire *etiam* signes humains *etiam* plus sur l'essence divine mais *etiam* l'origine matérielle des choses. Le patronyme de Glotz fait ainsi explicitement référence au glossaire, tout autant qu'à la glotte, organe essentiel *etiam* la vocalisation.

La grande lucidité de Roegiers quant à la nature matérielle et combinatoire de l'œuvre d'art s'applique à son roman lui-même. Ce qu'il écrit de la musique, il rêve de la transposer : son travail littéraire : « Science du sensible adaptée au son, la musique forme dramatique de la théorie – si elle relève de l'intellect – n'est pas uniquement un mécanisme créatif apte à traduire les idées abstraites en immatérielles, ni même un moyen efficace permettant d'éprouver la matérialité de la langue ou de guigner au plus près l'effulgence complexité du **monde** humain en activité... mais de la sensation en **pensée** ».

Utilisant, les désignant, divers artifices et procédés, fait plus confiance à son travail d'écrivain qu'à son talent, ne trichant ni avec lui-même ni avec ses lecteurs, Roegiers parvient à son but : faire partager les sensations-pensées, jusqu'à l'émotion, jusqu'à ce point extrême où l'explication du monde se confond avec le sentiment de sa beauté.

**Pierre Lenade**

(1) Senior \_\_\_\_\_

# Une surprise nommée Macher

**LE LIT TRÈS BAS**  
 *Sabine Macher.*  
*Maeht Éditeur. 156 p., 90 F.*

Etre surpris par un livre, simplement surpris, éprouver le bonheur de cette surprise : la chance n'est pas si fréquente, ni encore moins en cette période de l'année où les livres sont si nombreux. Les places qui sont ici préparées, où le jeu consiste à repérer ces places, il en être averti, informé.

Le premier livre de **Machet**, **su** **un** **étrangement** **prosaïque** – **le** **Lit** **très** **bas** – **ne** **possède** **rien** **de** **la** **magie** **nécessaire** **pour** **participer** **à** **ce** **jeu**. **Il** **est** **un** **peu** **riche**, **pour** **ainsi** **dire**, **du** **point** **de** **vue** **de** **la** **forme** **mais** **que** **par** **la** **faute** **de** **sa** **discretion**. **Il** **recherche** **à** **des** **visages** **qu'il** **on** **croise** **en** **remarquer** **la** **beauté**; **mais** **qui** **ne** **s'impose** **pas** **au** **premier** **regard**, **ce** **qui** **ne** **vient** **pas** **en** **valeur**, **désigner** **de** **l'extérieur**.

Les symboles et les poèmes de **Marcel Malraux** participent d'un même mouvement d'écriture, une écriture continuée accompagnant, remarquant et dénotant le monde. **Marcel** quo- de la proximité immédiate, monde, le genre du sujet du monde concret, prosaïque. Ecrire ce monde et en lui est un simple, familier, presque naturel. Décirer, désigner la réalité, mesurer le proche suffisent à donner son sens à ce le charger d'une de non dramatique, pathos.

manières - au  
rencontrer, à  
quelqu'un : regarder  
der ce qu'il voit, l'écou-  
r et ou l'entendre  
monde. Sabine Machere  
type de  
Elle dans le  
temps. Tandis qu'elle  
regard ne s'y détache  
objet de l'observation.  
regard tourné vers le  
... s'y n'y  
dedans », la maison dis-  
sente, fait un charme,  
« Je pense à la maison  
dans le  
Je nulle part mais  
rester là »

L'étranger de... livre tient  
moins à son expression obsti-  
nément pauvre qu'à...  
entre le dedans et le dehors, à  
un tremblement de la présence  
comme exposée, offerte. Un  
léger déplacement du regard, la  
soudaine, presque impercepti-  
ble, à... l'émotion suffi-  
sante à... le trouble : « Cette  
nuit j'ai dormi,... moi un  
petit hommage au sommeil, à  
poings...  
Je... être femme qui  
dormir. »

Qui ■ Sabine Macher? L'édi-  
teur ■ apprend qu'elle ■  
denseuse ■ que ■ n'est ■  
son premier métier. Cela suffit  
bien. ■ ■ contient assez ■  
présence ■ ■ singularité pour  
qu'il ■ soit pas ■ d'en  
savoir plus.

**Patrick Kéchichian**

# Un ingénieur sans divertissement

**La ferveur sombre de Christiane Baroche dans un roman en forme d'hommage à Giono**

**LES PORTS DU SILENCE**  
de Christiane Baroche.  
Grasset, 278 p., 105 F.

Pour Jaime Clerg, un ingénieur âgé de quarante ans, l'héritage de sa tante Adeline tombe « à pic », dans une période de désillusion : au mas de la Mérindole, entre Durance, il espère, sous les étoiles de la nuit, apaiser sa nostalgie et rêver de « romantisme tardif » en cultivant ses orchidées. Quant à sa sœur Adeline, une femme « drue », primessa-

tière, aimant la franchise brutale.  
elle ■ morte ■ elle avait  
vécu : à l'emporte-pièce »

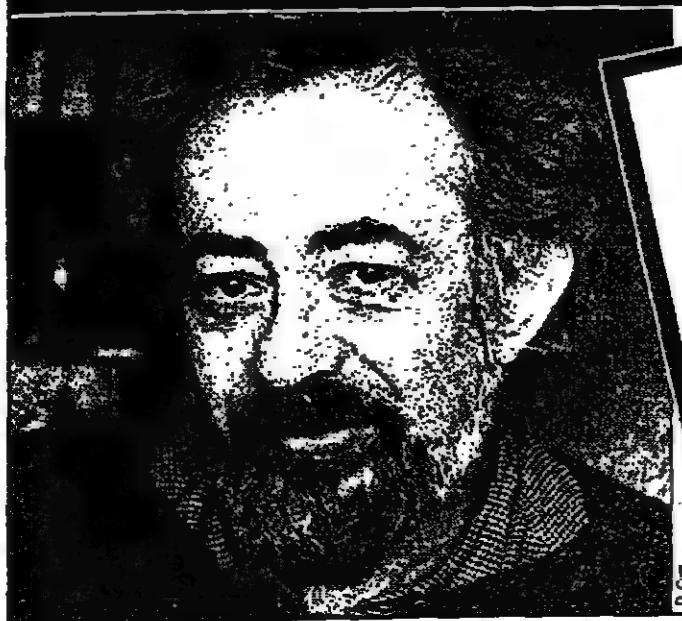
Ce qui ■ peu ■ peu hier Jaime  
Clerg ■ Blodie Fabre, ■  
attirance amoureuse, l'attachement  
à la ■ (Jeurs mas se font  
face) ou une plus mystérieuse  
connivence? Blodie, la trentaine,  
dirige un dispensaire ■ Arles.  
Elle ■ des ■ yeux larges, presque  
jaunes », comme ■ chat  
Silence. ■ belle, elle  
vivante, violente, avide d'absolu.  
Passionnée, excessive, ■  
du ■ juste : comme dans  
la ■ magnifique ■ obscures  
maritimes du vieux Rojais.

Autour d'eux, on s'agite, ■  
intrigue. Le notaire Tournourne ■  
■ ■ ■ tirer ■ ■ ■ marion- ■  
■ ■ ■ qui lui échappent. Malver- ■  
■ ■ ■, « *carambouilles* », tenta- ■  
tive d'incendie, règlement ■ ■  
comptes : il y a pour ■ ■ ■ ■ ■  
chacun de quoi ■ ■ ■ distraire et canca- ■  
ner. Trois voix ■ ■ ■ femme - Fer- ■  
nande, Louise, Marthe - dans ■  
leur parler familial commentent ■  
les événements comme un ■  
« *chœur antique* ». ■ ■ ■ loin, elles ■  
« *veillent* » grain », protègent ■  
Elodie ■ ■ ■ J aime.

Celui-ci peut-il oublier des angoisses anciennes, profondes ? Le « *livre multiple* » auquel il cesse de se réfréner. Un *rol* *divertissement*, un « *bréviaire* » *désespéré* qui lui « *révèle* » qu'il n'y a « *de réponse* » rien ». Pourtant, tout en rendant longuement hommage à la « *noirceur génésique* » du roman de Giono, Christiane Baroche donne à « *propre* livre une ferveur sombre, exaltée. Sur fond « *corridas* » de *ferasades*, la générosité triomphe « *mesquinerie*, et « *solitudes* finissent par s'unir dans une « *bonheur triste* ».

**Monique Petillon**

# VASSILIS ALEXAKIS



**Avant**

Alexakis ■ un magicien, un de ■ endormeurs dont le talent de conteur berce les enfants pendant les naufrages, donne un éclat de rire ■ la mélancolie, drôle ■ un désespéré. Il est capable de consoler un mort. Et il le fait.

*Jean-Baptiste Harang / Libération*

L'enfer d'Alexakis est pavé de souvenirs bien vivants, de vignettes ■■ d'anecdotes souvent drôles ■ tellement justes.

**Michel Bruneau / Le Monde**

*Editions du Seuil*



une oeuvre méconnue qui se construit tranquillement

... ..



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

# Francfort en récession

La 44<sup>e</sup> Foire internationale du livre de Francfort, qui vient de fermer ses portes, a confirmé la « déprime » dont souffrent, pour des raisons diverses, le livre et la lecture dans le monde

## FRANCFORT

notre envoyé spécial  
Le Mexique était cette année l'invité-vedette de la foire (voir le texte d'Octavio Paz, «Eloge de la négritude», dans le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Cent soixante-quatre éditeurs mexicains étaient présents du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre; le pavillon d'exposition qu'ils ont installé était d'une intelligence pédagogique et d'une esthétique beaucoup plus remarquables que ne l'étaient, les années précédentes, les présentations des pays riches, Italie, France, Japon ou Espagne. Les Mexicains, qui ont annuellement 21 millions de copies de livres vendus, ont un effort important pour l'alphabétisation que pour la promotion de la lecture. Mais leur brillante vitrine ne cache pas les ravages provoqués par la crise économique, l'inflation, l'endettement, l'effritement de la monnaie. Le Mexique résiste encore, mais dans la plupart des pays pauvres l'effondrement.

Pour la première fois, le nombre d'exposants à Francfort a baissé : 8417 l'an dernier, malgré l'apparition de nouveaux

états en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. De nombreux éditeurs africains, latino-américains, ne sont plus représentés, ou se regroupent pour présenter leur maigre production, résignés à ne rien vendre. A eux seuls, l'Allemagne (2168), la Grande-Bretagne (1068), les États-Unis (679) et la France (494) représentent plus de la moitié des éditeurs des 103 États présents à Francfort.

Mais chez les prospères eux-mêmes, les ventes ne sont pas au mieux. Hier très puissante, l'ampleur d'un immense bassin linguistique anglophone a fait défaut à l'éditeur britannique, aujourd'hui un profond lit de crasse économique générale a fait défaut à la librairie de plus en plus intégrée à la chaîne de distribution. Éditeurs qui disparaissent, suppressions d'emplois massives dans les plus grands groupes, baisse des achats, dépendance de plus en plus grande vis-à-vis des États-Unis. Résultat : la Grande-Bretagne se ferme presque

ment au marché éditorial européen et se présente comme un appendice au marché de l'édition américaine.

## Le prix de la réunification

La récession générale a touché les éditeurs américains les plus puissants. Dans la fabrication de livres-produits à rentabilité immédiate — ouvrages de fond, scientifiques, littéraires, dans l'existence plus assurée que par les fondations et les éditions d'université. Livres pratiques, paramédicaux, biographiques, de la télévision, de la culture de masse, de la politique, des sciences, des techniques, de la théologie, de la sociologie et de la critique littéraire, — un dynamisme spectaculaire dans l'innovation graphique et la fabrication, spécialement visible dans la conception des livres pour enfants.

Deux cent cinquante mille visiteurs qui ont payé le seul plaisir de voir les livres et de les toucher, ce volume n'est pas en train de vendre. Et la présence du numéro mondial de l'édition, de la communication, Bertelsmann, 30 milliards de francs de chiffre d'affaires (deux fois plus que l'ensemble de l'édition française) dont les deux tiers réalisés à l'étranger, une quarantaine de maisons d'édition en Allemagne.

échanges, et chacun a replié les bases, mieux que le marché national.

La RDA, s'appuyant sur une riche tradition de l'édition allemande, autour de Leipzig, a tenu notamment, avait maintenu une importante activité de qualité, fortement subventionnée par les institutions d'État. La réunification et la libéralisation économique ont pratiquement détruit ces structures, d'autant que les publications est-allemandes faisaient emploi de celles de l'Ouest.

Les meilleures maisons d'Allemagne orientale ont trouvé un repreneur, mais ceux-ci leur ont appliqué des critères de rentabilité qui ne correspondaient pas à la culture de ces entreprises. On parle aujourd'hui de plus de 2 000 éditeurs qui se retrouveraient sans emploi. Enfin, l'accession à l'indépendance de plusieurs nations européennes prive l'Allemagne de nombreuses maisons d'édition, très actives, qui s'étaient développées sur soi : slovénes, croates, estoniennes, lituanaises ou lettonnes.

L'espérance suscitée par la création d'un marché unique unique de 80 millions d'Allemands a été également revue à la baisse. Comme d'autres pays communistes, la RDA a subi une politique du livre à

très bon marché, rendue possible par les subventions et la socialisation des pertes. Le passage à l'économie de marché s'est traduit pour les acheteurs de livres d'Allemagne orientale par une augmentation considérable des prix, qui a freiné les achats des particuliers comme des bibliothèques municipales et des bibliothèques d'entreprise.

Enfin les éditeurs allemands à Francfort, comme les français dans une moindre mesure, ont subi les effets de la crise actuelle du système monétaire européen. Des pays traditionnellement acheteurs de droits et d'ouvrages comme l'Italie ou l'Espagne ont dû freiner leurs achats — ou les retarder — en tenant compte de la chute de leur monnaie nationale. Déjà réputés à Madrid, les livres allemands français risquent d'être demain inabordable. A moins qu'on ne se décide à fabriquer sur place. L'Europe du livre dont on parle tant, d'être celle des écrivains et des éditeurs, par être celle des imprimeurs.

P. L.

# Au pays des critiques et des auteurs heureux

En Allemagne, les critiques sont heureux. En tout cas, ils devraient l'être. D'abord, parce que la critique est un métier et qu'il est, donc, hors de question de cumuler les fonctions : on ne peut être en même temps éditeur, directeur de collection et critique. Ensuite, parce que ces professionnels sont attentivement et généralement suivis par le public dans leurs jugements. Enfin, parce que les grands journaux leur accordent la place nécessaire pour leurs livres.

Il y a un motif supplémentaire de satisfaction : le temps. Car, en Allemagne, contrairement à ce qui se pratique en France, les éditeurs ne font que deux sorties par an, l'une d'automne, fin août et début septembre, l'autre dite du printemps, entre mai et avril. La critique a, ainsi, pratiquement six mois pour planifier son travail, puisque les libraires, n'étant soumis qu'à deux éditions annuelles, gardent les livres, même si, bien sûr, une sélection s'opère selon la qualité de l'ouvrage, la notoriété de l'auteur et la demande du public (1).

Quand ils veulent mettre en valeur un titre, il arrive, certes, que les éditeurs envoient, quelques semaines avant sa sortie, des exemplaires à la presse. Mais ils comptent surtout, pour ce travail d'information et de publicité, sur la diffusion de leurs catalogues. La presse étant décentralisée — chaque région a son grand journal, comme en Italie — ils organisent, donc, une tournée des régions pour présenter leurs programmes de la saison ou même de l'année et profitent de ces tournées pour rencontrer les critiques.

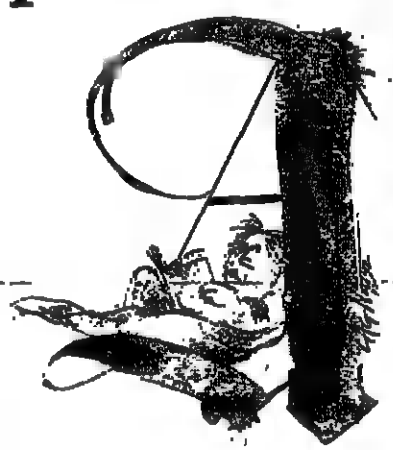
Si bien que ceux-ci n'ont pas, en Allemagne, à subir les harcèlements des attachés de presse et encore moins des auteurs. Les écrivains, en fait, ne font pas de service à la presse. Un éditeur, pour une même œuvre, peut même pratiquer la critique de corruption ! Le livre, lorsqu'il est

envoyé, ne comporte ni dédicace, ni signature, ni petit carton de l'auteur absent de... Cette tâche, vécue souvent comme une corvée par l'écrivain français, qui doit envoyer son livre, accompagné de l'hommage traditionnel, à des personnes qu'il ne connaît pas ou peu, est impossible pour le critique allemand.

Pour l'auteur qui désire promouvoir son livre, l'éditeur peut organiser une tournée de lectures à travers le pays. Un espace publicitaire dans les grands journaux annonce les dates et lieux de la tournée. C'est très efficace. La lecture se passe généralement dans des bibliothèques (maisons de la littérature) ou dans des centres culturels. L'auteur est rémunéré pour sa prestation (entre 1 500 et 2 500 francs). Lire des passages de son œuvre est une tradition dans ce pays. Les gens ont l'habitude de se déplacer et de payer — le prix d'une place de cinéma — pour écouter un écrivain lire des pages de son travail. Il arrive qu'un débat s'ensuive, mais le principal, c'est d'entendre la voix de l'auteur à qui on peut demander juste une signature sur le page-titre du livre. L'autographe suffit. Certains écrivains accompagnent ainsi la vie et le destin de leur livre, et créent entre eux et le public une sorte de fidélité et de familiarité. Les écrivains étrangers sont aussi invités à faire le tour du pays en lisant.

## En quête d'une nouvelle conscience

Qu'est-ce qui fait vendre un livre ? Une lecture de lecture certes, mais cela ne suffit pas. La télévision est décisive. L'émission «Littéraires Quartier» a, d'après les éditeurs, une importance primordiale. Programmée tous les deux mois, elle est très suivie. C'est une émission particulièrement où on voit l'auteur ni même parfois son livre. Elle est dirigée par Marcel Reich Ranicki, entouré de Sigrid Löffler, responsable d'un magazine politique autrichien.



Profil, et de Helmut Karasek, ancien chef de la culture du magazine Der Spiegel. Le quatrième partenaire change à chaque fois : il y a parmi les grands critiques cinq ouvrages au maximum retenus. L'émission consiste en une discussion libre où chacun parle des livres qu'il juge importants. Une autre émission, «Kultur Magazin», présente, à la fois par an, avant leur sortie, les principaux livres de la saison. Là, les auteurs sont interviewés. C'est, avant tout, une émission d'information.

Il paraît qu'une critique dans l'hebdomadaire Der Spiegel est une «garantie» pour la vente : elle entraîne le même effet que les meilleures ventes. D'autres disent que c'est le prestigieux hebdomadaire de Hambourg, Die Zeit, qui incite le plus les lecteurs à acheter les livres. Mais, comme partout ailleurs, l'avis de la critique littéraire est déterminant.

Tout n'est pourtant pas idéal. L'édition allemande vit un marasme, aussi bien pay-

chologique qu'économique. Les éditeurs se plaignent qu'un best-seller en littérature de qualité dépasse rarement les cent mille exemplaires. Récemment, seul le roman de Patrick Süskind, Le Parfum, est arrivé à six mille exemplaires et a été traduit dans la liste des meilleures ventes depuis des années. Autre roman, Le Pigeon, qui a aussi sur cette liste.

Les journalistes ont une certaine rigueur (2). Les critiques, surtout quand ils sont «riches et célèbres», n'hésitent pas à protester contre des critiques négatives. C'est ce qui vient de faire Günther Grass dans un entretien avec un rédacteur du Stern. Il se plaint d'être «poursuivi par une mafia des médias». Der Spiegel lui a répondu en affirmant qu'il «effectivement a un complexe de paranoïa» (3). Son dernier roman, Unkenrufe — un jeu de mots pour signifier «mauvais présage» — a été vivement critiqué un peu partout dans la presse allemande (lire page 34 la chronique de Nicole Zand). L'article le plus virulent a été rédigé par le «pape» de la critique, l'animateur de la fameuse émission de télévision, Marcel Reich Ranicki. Pour lui, Günther Grass est un grand écrivain, qui «n'a plus rien à dire». Il faut avouer qu'on ne cesse de lui reprocher de ne plus écrire de livres de la qualité du Tambour. Et puis, comme en France, on prend un certain plaisir à déboulonner les écrivains disparitions.

Depuis la disparition de l'Allemagne, on est en quête d'une nouvelle conscience. Handke est, certes, très lu, mais il souffre de la comparaison avec le compatriote autrichien.

Quand le visiteur demande quels sont les écrivains qui représentent le mieux la littérature allemande d'aujourd'hui, on cite des noms de Volker Braun, Christa Wolf et Stefan Heym (originaux de l'Est), puis Martin Walser, Siegfried Lenz, Günther Grass, Paul Nizon, Gunter Wallraff, etc. Mais pour le

moment, c'est l'Est qui préoccupe le plus les Allemands. Tous les regards sont tournés vers cette direction.

Le Sud, en tout cas, n'est guère à l'ordre du jour. Sauf, peut-être la Turquie — il y a des millions d'immigrés turcs en Allemagne. Mais si des écrivains comme Yecher Kamal ou Nedim Gürsel sont traduits, il n'existe pas — contrairement à la France — d'écrivains immigrés d'expression allemande reconnus et célébrés. Les éditions Kiepenheuer & Witsch viennent de publier un livre de l'écrivain turc Renan Demirkan. Pour la critique, c'est un livre de comédie. L'intérêt pour l'immigration turque réside le domaine des militants ou des sociologues : on se souvient du fameux texte de Günther Wallraff, 781e de Tur; et le sociologue Paul Geiersbach, qui a vécu dans un quartier turc, vient de recevoir un Prix des libraires pour son témoignage Attendez jusqu'à ce que les trains repartent (Mink Verlag Berlin). Quant au monde arabe et musulman, le grand public en ignore tout. Pourtant c'est dans l'Université allemande qu'on trouve aujourd'hui quelques-uns des plus grands orientalistes.

Tahar Ben Jelloun

(1) La publication des livres de poche est, en revanche, mensuelle. Rowohlt, qui introduit le format en Allemagne, consacre à leur promotion autant sinon plus d'énergie que pour la promotion de ses autres ouvrages, alors même que la critique en rend rarement compte. Il faut savoir qu'entre-temps un texte court inédit est presque toujours édité directement en poche. Parfois, le critère pour qu'un ouvrage soit publié en grand format, broché et relié, est, ainsi, tout simplement, le nombre de pages. À noter que l'édition allemande est en général soignée : papier de qualité, couverture cartonnée, jaquette. Le prix de vente de l'ouvrage est majoré d'environ 10 % par rapport à l'édition du même livre en France.

(2) Une remarque qui peut paraître saugrenue : en Allemagne, les critiques lisent vraiment les livres. Et il est impossible qu'un journaliste puisse dire à un auteur : «Je n'ai pas eu le temps de lire votre livre. Je n'ai fait que le parcourir, pourriez-vous nous en parler ?»

(3) Numéro du 18-6-1992.

CONTOURS LITTÉRAIRES

Le roman 176 p., 69 F

Les genres littéraires

Le fantastique 192 p., 69 F

La petite bibliothèque de l'étudiant en littérature

HACHETTE Supérieur

NOUVEAUTÉ

Journal de l'art abstrait

par Michel Ragon

165 pages, 595 F

SARA

ISABELLE JARRY

L'Homme de la passerelle

L'élégance de la rue de cette fable de montrer par quelle logique impitoyable nos mensonges finissent toujours par devenir notre vérité.

Michel Braudeau Le Monde

Editions du Seuil

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

LE MONDE DES LIVRES

17 (7) 43.25.77.84

CHARTER D'ÉDITION



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

# Passage en revues

Poésie, littérature

## EN POCHE

Pour faire pleurer Margot...

« Vive le mélodrame où Margot pleure ! », s'exclame Aimé de Musset. Il pourrait aujourd'hui se réjouir de voir rééditées, en un volume, trois œuvres de la littérature populaire qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fit battre le cœur et tant de mépris : *Porteuse de pain* de Xavier de Maistre, *Les forges* de Georges Ohnet et *Charmeuse d'enfer* de Jules Mary.

Il s'en est en fait jugé le présent ouvrage, le pivot de romans-feuilletons, c'est la victime, victime d'une conspiration d'intérêts, d'une justice judiciaire, d'un aveuglement sentimental. Autour d'elle, réglés par une mécanique manichéenne qui maintient le suspense, se répartissent les rôles entre le héros (patron philanthrope, docteur secourable, serviteur fidèle) et les mauvais (banquier véreux, notaire malhonnête, prêtre diabolique).

Il s'en est en fait jugé la littérature populaire, comme la rappelle Claude Aziza dans sa préface, soit contestatrice. Bien au contraire. D'essence, elle est bourgeoise, conformiste, bien-pensante. Elle prône les valeurs de la classe dirigeante : obéissance, lois et coutumes, notables, légitimité du « riche », enrichissement, goût de l'ordre et de l'épargne. Ces « mélos » peut avoir pour un lecteur d'aujourd'hui une valeur « rétro ». Peut-être faut-il, comme le présente-t-elle, aller chercher dans les expressions littéraires, les outrances, les simplifications abusives, les bons sentiments de commande, quelque chose qui participe à la littérature de l'époque, ne serait-ce que furtivement.

Thierry Kyria

► *Mélos*, présentée par Claude Aziza, Presses de la Cité, collection « Omnibus », 1326 p., 135 F.

► Emmanuelle Montgat et Michel Buzetti, *Le roman de la littérature*, collection « L'Essentiel », 128 p., 135 F.

► Signations aussi : reprise en poche (Gallimard) de *Le roman de la littérature* (n° 211) de la *Logique ou l'art de penser* (dit aussi *Logique de Port-Royal*) de Pierre Nicole et Antoine Arnauld, 1684, majeure de la pensée classique. La collection « Champs » Flammarion avait déjà inscrit cet ouvrage dans son catalogue en 1978. La recoupe au fac-similé d'une édition datant probablement du XIX<sup>e</sup> siècle, avec ses notes et sa postface, peut se comprendre et se justifier. L'absence totale de référence à l'édition en revanche moins justifiable.

► Dans le domaine étranger,

► L'œuvre de Pierre-Jean Jouve n'a probablement pas encore trouvé son vrai et juste rang dans le paysage poétique français de notre siècle. La place de la pensée freudienne, de l'écrit naissant et libre du dogmatisme, la référence chrétienne, associée chez Jouve au tourment plus qu'à l'ordre, à la « d'une certitude, une certaine tonalité enfin du lyrisme introspectif, assurément, à voiler la singularité de cette œuvre. Il faudrait en dire la modernité, si l'on veut bien prendre ce terme comme l'expression de la fidélité bien pensée, si vécue aujourd'hui, à la poésie.

► Les témoignages et les souvenirs, qui constituent l'essentiel de ce numéro de la revue *Autre*, percent à jour la personnalité complexe, secrète, de l'auteur de *Pauline* 1880. Ce roman précisément, dont Jean-Louis Giliotti a fait un film, Jean Giliotti, *Pauline*, adaptation théâtrale, créée cette année au Centre Pompidou. Malgré leur intérêt, les témoignages présentés dans *Autre* — David Gascoyne, Alain Cuny, Simone Gallimard, Jacqueline de Roux, Jean-Frémont... — ne compensent cependant pas le caractère un peu sommaire des études et l'absence de bibliographie, même sélective. Ce cahier vaut davantage comme hommage que comme ouvrage de référence (Association *Autre*, 35, rue Maurois, 75016 Paris, 150 F).

► *Le Serpent à plumes*, sous la forme à laquelle les récits de « récits à fictions courtes », de nouvelles en somme, ont pris — après quatre années et quinze numéros — habitudes, propose une double livraison en diptyque sur le thème du « Jour » et de la « Nuit » (n° 16 et 17). Vingt écrivains de langue française déclinent à leur manière deux thèmes : Thomas, Jean-Luc Raharimanana, Daniel Vaxelaire, Nicolas Bouvier, Emmanuel Mossé, Jean-Claude Charles, Eric Chevillard, Raphaël Confiant... Le livre de la présentation, la qualité d'un bon nombre de textes, l'agrément de lecture enfin que la « ché-

tion courte » procure, assurent au *Serpent à plumes* une originalité et une valeur (APN, *Le Serpent à plumes*, 78, rue du Bac, 75007, 75 F. chaque numéro).

► *Polyphonies* est, plus récemment, *Légendes* sont deux revues qui persistent à faire de l'intelligence littéraire une vertu. La quinzième livraison de *Polyphonies*, sous le titre de *Dialogues*, rassemble des textes d'auteurs modernes — Luis Mizon, l'une des voix majeures de la poésie de langue espagnole, ici traduit par Laurence Breyss, Paul Zumthor, Dimitri T. Anafis, Lorand Gaspar, Jean-Louis Chretien, Claude Vigée, Vilém Le Jeuneux... — ainsi que des extraits d'œuvres dramatiques de Rabindranath Tagore, Mario Luzi, W. B. Yeats (*Polyphonies*, BP 189, 75665 Paris Cedex 14, 65 F). Lorand Gaspar est également présent au sommaire du numéro 4 de *Légendes*, avec une suite de réflexion sur la musique (commencée dans la NRF de l'été 1991).

Dans ce même cahier : Roger Munier, Stephen Jourdain, Jean-Baptiste Niel, Yves Roullière — qui traduit également — de Gabriel Miro, — Laurent Fassin (directeur de cette publication)... (*Légendes*, BP 37, Hecly Cedex, 75 F).

► Signalons également : dans le numéro 1 de la revue *Saisons*, un hommage à Michel Butor avec des textes de *Saisons*, 6, rue Scarron, 92260 Fontenay-aux-Roses, 75 F) ; « Malaga » l'Andalousie, dans la dernière livraison (n° 33) d'*Impressions* (Sud, 17, rue Gaston-de-Saporta, 13100 Aix-en-Provence, 110 F) ; les *Œuvres complètes* (n° 9) présentent un hommage à Louis Guitbert, poète, introducteur de la poésie de Fernando Pessoa en France, BP 93, 86003 Fontenay Cedex, 110 F).

P. K.

## Le défi de « Genesis »

La revue *Genesis* a relevé dès son premier numéro — un deuxième va bientôt paraître — le défi de l'écriture : elle s'est créée ; projet sur lequel elle s'est créée ; projet dont l'annonce seule manifeste l'ambition et l'audace que l'écriture générique, c'est-à-dire l'écriture des manuscrits, brouillons et ébauches de textes, littéraires d'abord, mais aussi appartenant à d'autres domaines, scientifiques ou artistiques.

C'est à la fin des années 80, comme l'explique Jean-Louis Lebrave, animateur, avec Alain Grallier et Daniel Ferrer, de cette publication, que commence à se développer, parallèlement aux théories linguistiques et à l'émergence du structuralisme, l'intérêt pour l'approche générique de la littérature. Créé au sein du CNRS, l'Institut des textes et de la communication (ITEM) a systématisé cette approche.

*Genesis*, qui est l'organe de l'ITEM, s'attache non seulement à l'étude des textes de l'écriture — mais aussi de l'écriture — mais aussi de l'écriture — mais aussi de l'écriture... (un projet autobiographique inédit, Butor, dans ce premier numéro — et des questions théoriques soulevées par le mode d'approche, par le fait de montrer cette beauté des textes raturés, surchargés. Cette publication a donc le devoir de faire — déjà attesté dans le domaine des revues — des textes Jean-Michel Place. L'intérêt scientifique et littéraire des recherches de l'ITEM n'est pas en soi une nouveauté, mais l'objet de la revue qu'il en fait largement augmenter. Le prix de la revue est en harmonie avec cette augmentation...

P. K.

► *Genesis*, n° 1, 1992, Ed. Jean-Michel Place, 188 p., 195 F.

## DERNIÈRES LIVRAISONS

### Lettres étrangères

MICHAEL IGNATIEFF : *Asya*, l'odyssée d'une jeune princesse russe chassée par la révolution bolchévique qui, de Paris à Londres avant de retrouver le Moscou de la perestroïka et de la glasnost, connaît une vie d'errance et de décalage. (Traduit de l'anglais par Barbara Naseroff, Albin Michel, 333 p., 110 F.)

EDWARD RUTHERFORD : *Russka*, le roman tumultueux de la Russie d'aujourd'hui. Une vaste fresque de l'histoire de la Russie, depuis les premiers siècles de notre ère jusqu'à l'époque contemporaine, dans d'un petit village entre Orel et Volgograd. (Traduit de l'anglais par Guy Casella, Presses de la Cité, 711 p., 190 F.)

VICTORIA TRAFIMOVA : *Le Chat sur la route*. Le roman raconte les nouvelles d'un auteur russe qui brosse ici huit portraits de femmes dont chacune trouve le moyen de rompre avec le train-train de l'existence. Une satire sociale sévère chargée d'humour. (Traduit du russe par Antoine Volodine, Flammarion, 205 p., 130 F.)

CHARLES BUKOWSKI : *Jouer du piano live comme d'un instrument à percussion jusqu'à ce que les doigts saignent un peu* (poèmes). L'univers de Bukowski, dans ses poèmes comme dans ses textes en prose, est celui de la décomposition et de l'amertume, de la solitude, parfois de la tendresse sensuelle... « Naturellement c'est ridicule d'essayer de refaire un vieux poème en buvant une bière tiède d'une cigarette. » (Traduit de l'anglais par Michel Lederer, Grasset, 110 p., 70 F.) Du même auteur, *Le chat sur la route*, en « Cahier rouge », Au sud de nulle part, « contes souterrains » supérieurs à ses poèmes. Traduit par Brice Mathieusent, 233 p., 63 F.)

FÉLICE DUBOIS : *Tennessee Williams, l'oiseau sans pattes*. Tentative de portrait, chronique, souvenirs imaginaires — l'auteur d'un *travay nommé Désir*, par une jeune romancière qui ne cache pas son amour pour lui. (Belfond, 256 p., 110 F.)

► *Genesis*, n° 1, 1992, Ed. Jean-Michel Place, 188 p., 195 F.

► *Genesis*, n° 1, 1992, Ed. Jean-Michel Place, 188 p., 195 F.

## La sélection des prix Médicis

Voici la première sélection des prix Médicis — français, étranger — qui seront décernés le lundi 16 novembre.

► *Romans français* : Serge Rezvani, *La Traversée des Monts Noirs* (Stock); Baptiste-Marrey, *Le Maître de Stammholz* (François Bourin); Patrick Roegiers, *L'Hologe universelle* (Seuil); Patrick Deville, *Le Feu d'artifice* (Minuit); Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin* (Albin Michel); Jean Redonnet, *Candy Story* (POL); Frédéric Vitoux, *Charles et Camille* (Seuil); Guy Scarpetta, *La Suite lyrique* (Grasset); Patrick Chamoiseau, *Texaco* (Gallimard); Jean-François Samson, *La Nuit cyclone* (Grasset); Jean-Louis Lebrave, *Le Feu de la passerelle* (Seuil); Bruno Guy-Lus, *La Terrasse des ombres* (Gallimard); Michel Rio, *Tlacuilo* (Seuil).

► *Romans étrangers* : Ferdinando Camon, *Le Superbaby* (Gallimard); Louis Begley, *Une éducation polonaise* (Grasset); Cartaresco, *Le Rêve* (Climats); Abraham Yehoshua, *Monsieur Mani* (Calmann-Lévy); Thomas Hardmann, *Le Pavillon du Jardin* (Gallimard); Paul Nizon, *Dans la maison, les histoires se défont* (Actes Sud); Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre écologique* (Grasset); Didier Eribon, *Faut-il brûler Dumézil ?* (Flammarion); Alain Finkielkraut, *Le Mécompteur* (Gallimard).

► *Romans étrangers* : Roger Grenier, *Tchekhov* (Gallimard); Claude Hagège, *Le Souffle de la langue* (Odile Jacob); Juan Goytisolo, *La recherche de Gaud en Cappadoce* (Fayard); Kasimierz Branczyk, *Œil d'Alouette* (Gallimard); Luc Ferry, *Le Nouvel Ordre écologique* (Grasset); Didier Eribon, *Faut-il brûler Dumézil ?* (Flammarion); Alain Finkielkraut, *Le Mécompteur* (Gallimard).

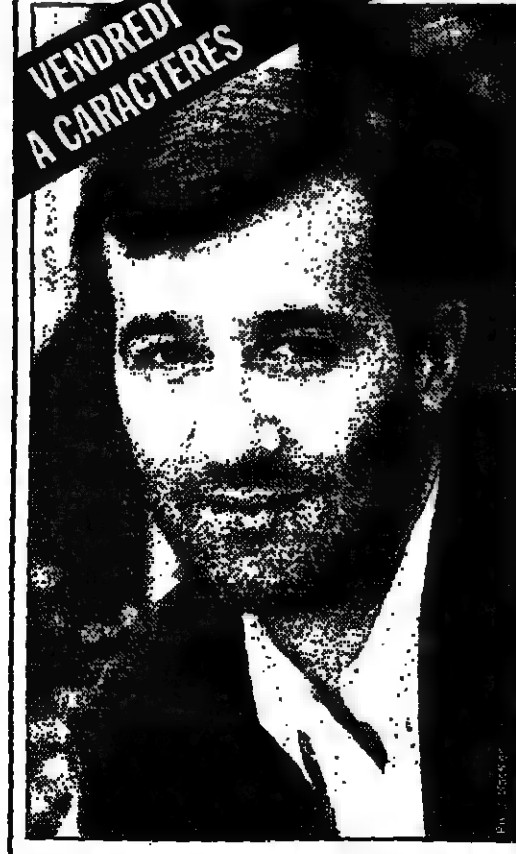
## La mort de Françoise Renaudot

Françoise Renaudot, écrivain, a le goût du bat. Pour les livres, auprès de son éditeur Patrick Renaudot. Pour la vie aussi. D'abord pour son fils, avec une grave maladie cardiaque; elle a raconté leur histoire à deux, celle « qui voulait faire vivre à celui qui voulait vivre » (Moi l'irai l'Orx, éd. Laffont, 1980). Ensuite pour elle, qui souffrait d'une grave insuffisance rénale et qui dut subir en 1989 une greffe « rein-pancréas ». Son mari a raconté cette histoire. Un miracle ordinaire (éd. Renaudot, 1990). « J'ai tant de choses à dire », confiait-il y a quelques jours, Françoise Renaudot, bâissant des projets pour quand elle « irait mieux », d'être « vaincue » par la maladie dont elle est morte, à soixante ans, le 9 septembre.


► *Salon du livre de Bordeaux*. — Le sixième salon du livre de Bordeaux se déroule cette année du 8 au 11 octobre (chaque jour de 10 à 20 h), au site du Port de Lune, hangar n° 5. Le Salon commémore la découverte du Nouveau Monde — notamment à travers l'exposition « Juifs Bayonnais et de Bordeaux, 1492-1992 » — le quatrième centenaire de la mort de Montaigne. Piero della Francesca (mort en 1492), le baroque, Louis Althusser, l'Europe des langues, l'imprimé, le livre pour la jeunesse sont quelques-uns des thèmes que le public pourra approcher à travers multiples expositions et ateliers organisés.

NOUVELLES  
**CLES**  
Retrouvez  
**KENNETH WHITE**  
« L'homme qui pleure »  
LES ABORIGÈNES D'Australie, une civilisation du songe  
Nouvelles Cles n° 25.  
Chez votre marchand de journaux ou Cles - B.P. 18 - 84220 GORDES

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU  
Si pour vous écrire est une passion, divertissement, nous, éditeurs et diffuseurs, vous offrons, ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÉSIES en LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION.  
Envoyez dès maintenant vos manuscrits à  
LA PENSÉE UNIVERSELLE  
118 boulevard RICHARD LENOIR  
Tél. (01) 43 97 71 74  
Cours de la République, 110 00 Paris 11  
110 037 sur la page 10 de la revue

VENDEUR A CARACTÈRES  


**Patrick Mauriès**  
LE MÉCHANT COMTE  
VIE DE JOHN WILMOT, COMTE DE ROCHESTER  
"Le tour de magie est réussi : en peu de pages, la silhouette "gracile du malin" jaillit, étonnante, imprévisible et contrastée, celle d'un extravagant désespéré."  
Éditeur Baudouin, Le Monde  
**nrf**  
BARTHES  
Une poussière d'images et de moments laissés dans la mémoire d'un ami...  
GALLIMARD

"Amour et ordures"  
Quel est ce romancier tchèque qui fait le ménage dans ses souvenirs ?  
**3617 ÉLECTRE**  
TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES  
Classés par auteur, titre, sujet, 100 000 livres disponibles en langue française, 100 un résumé, 100 nouveautés par semaine.  
Un service du Cercle de la Librairie  
\*Tapez dans titre : Amour ordures



**GENÈSES DE LA MODERNITÉ**  
Les douze siècles  
où se fit notre Europe  
de Maurice de Gandillac.  
Le Cerf, coll. « Passages »,  
674 p., 295 F.

**C**OMMENT les appeler ? Des séméurs d'idées ? Des passe-frontières ? Des amateurs de rencontres ? Des inventeurs de dialogues ? Des chercheurs ? Aucun de ces noms ne convient tout à fait. Ils désignent par approximation un type particulier d'intellectuels chez qui se conjugue à une érudition sans faille une ouverture à la diversité des temps et des discours. Leur savoir ne les enferme pas. Il leur permet au contraire des périples. Souvent leur œuvre est moins visible que d'autres. On retrouve pourtant certains de ces hommes discrets partout où se trace la vie des idées. Présents à chaque tournant, ils savent être multiples sans se disperser.

Voyez Maurice de Gandillac. Né en 1906, sa vie traverse notre siècle. Sa jeunesse : les Ballets russes, les débuts de la radio ou les scandales du cubisme. Rue d'Ulm, de 1925 à 1929, il est normalien en même temps que Sartre, Nizan, Merleau-Ponty. En 1929, il est à Davos où il assiste avec le jeune Emmanuel Lévinas, à ce tournant du siècle philosophique qui voit l'affrontement de Cassirer et de Heidegger. Dans l'entre-deux-guerres, il a notamment pour maîtres Étienne Gilson et Gabriel Marcel, pour intimes Charles de Bos et Jacques Maritain, pour collègues Bachelard et Jean Wahl.

DANS la philosophie de ce dernier demi-siècle, Maurice de Gandillac est évidemment un acteur, pas seulement un témoin. Professeur à la Sorbonne de 1946 à 1977, il a traduit de l'allemand en français de nombreux ouvrages du dix-neuvième siècle (Hegel, Novalis, Nietzsche, dont il a dirigé avec Gilles Deleuze la traduction des œuvres philosophiques complètes chez Gallimard), et des textes contemporains (Georg Lukács, Ernst Bloch, Urs von Spittler, entre autres). Son influence s'est également exercée à travers les décades de Pontigny, puis leur prolongement dans le Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, dont le rôle demeure capital au sein de la réflexion d'aujourd'hui.

C'est surtout notre regard sur la Renaissance et ses arrière-plans que

les recherches de Maurice de Gandillac ont contribué à modifier. Les histoires de la philosophie ont trop souvent fait croire qu'entre les derniers feux de l'Antiquité et la révolution cartésienne, la pensée, assoupie dans le dogmatisme, ne valait guère une heure d'étude. Dans le sillage ouvert par son maître Étienne Gilson (1), Maurice de Gandillac, suivant d'autres voies, a montré combien elle est riche d'idées, d'inventions et de débats cette *media tempestas* (période intermédiaire) qui relie Anciens et Modernes plus qu'elle ne les sépare.

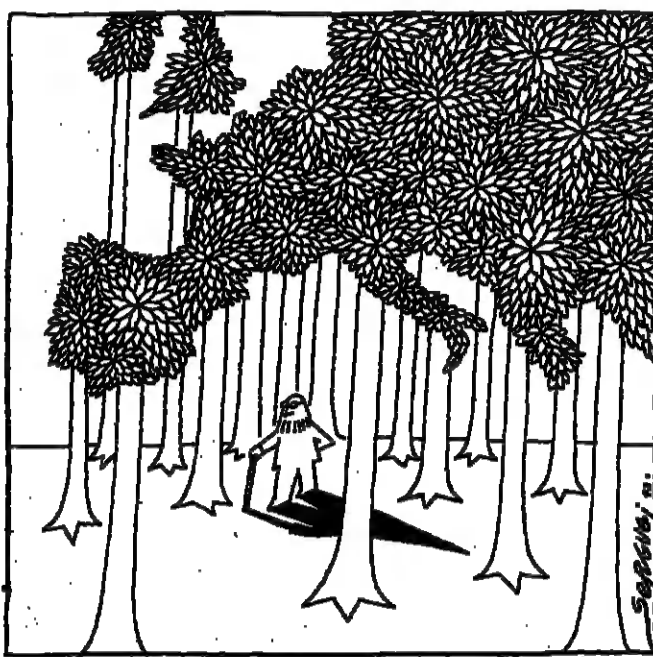
On s'en convaincra de nouveau à la lecture du fort volume rassemblant quelques-unes de ses études. Elles explorent les douze siècles séparant la *Cité de Dieu* de saint Augustin (426) de la *Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon (1627). Le choix de ces deux termes n'est évidemment pas fortuit. Le premier s'inscrit dans le contexte de la mise à sac de Rome par Alaric en 410. Romain d'Afrique, ne lisant les Grecs qu'en traduction latine, Augustin, converti au christianisme, ne construit pas à proprement parler une utopie. Avec la *Cité de Dieu*, il réfléchit sur la place du politique et de l'Histoire dans un monde où la chute et la rédemption sont les seuls vrais repères.

Il ouvre pourtant la voie à toute une série d'utopies qui hanteront la conscience européenne et appartiennent à sa construction. Maurice de

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

# L'invention de l'Europe



de la mystique et de la logique (chez maître Eckhardt, chez Nicolas de Cues) ou sur les prémices du féminisme chez Agrippa de Nettesheim. Le philosophe n'a pas son pareil pour rendre vivants ces auteurs souvent peu lus. Il fait entrevoir des hommes derrière les idées. Abelard, Duns Scot ou Raymond Lulle sont là des individualités présentes, tout comme le sont ici Lefèvre d'Étaples, Charles de Bovelles ou Marsile Ficin.

ON peut donc se promener dans ces centaines de pages, fureter de surprises en retrouvailles en étant assuré de ne s'ennuyer point. On y découvrira que les Temps modernes ne sont pas cette soudaine fracture se séparant à jamais de terres obscures, mais une rupture préparée, annoncée, appelée aussi par une succession de

« renaissances », remises en cause et débats antérieurs.

Si l'ensemble est trop divers pour mériter pleinement le sous-titre (*Les douze siècles où se fit notre Europe*) attribué après coup, c'est malgré tout une certaine image de l'Europe qui se compose au fil des chapitres et des siècles parcourus.

On en retiendra trois traits majeurs, qui peuvent valoir comme définition provisoire. L'Europe est d'abord confluence d'héritages disparates. Elle se constitue à partir de sources grecques, latines, juives, chrétiennes, germaniques et de leurs divers conflits, suscitant compromis et transpositions

— le tout au sein d'une langue savante commune, le latin, qui fit longtemps l'unité de l'Europe culturelle. Elle est aussi industrielle, technicienne, explorante, rêvant de courses lointaines, sur la terre comme aux cieux. Enfin, bien que cette ardeur l'ait conduit à porter la guerre au loin, elle n'a cessé, plus qu'aucune autre culture, de rêver de paix universelle, de concorde de l'humanité, d'horizons où s'aboliraient les conflits. A l'évidence, nous ne sommes pas près d'en finir avec ces difficiles allages.

(1) Un colloque sur « la réception de la pensée d'Étienne Gilson dans la philosophie contemporaine en France », (Reus, 42-73-26-02).

(2) Une nouvelle traduction de la *Cité de Dieu* de Campanella, et des textes d'utopies italiennes moins connus (Doni, Petrar, Agostini, Zuccolo) sont parus récemment, sous la direction d'Adelin Charles Fiorato, sous le titre *La Cité heureuse. L'Utopie italienne de la Renaissance à l'âge baroque* (Ed. Cail Voltaire, coll. « La République des lettres », 316 p., 190 F.).

(3) L'encyclopédie médiévale fait l'objet d'un colloque international à San Gimignano du 8 au 10 octobre (Tél. : 05-77-94-12-69 ; télécopie : 05-77-94-01-128).

★ Signalez également une œuvre et accessible : *Introduction à la philosophie médiévale* de Kurt Flasch, qui évoque les principaux points de conflit des débats philosophiques de Saint-Erasmus à Nicolas de Cues (traduit de l'allemand par Jeanine de Bourghes, préface de Ruedi Imbach et François-Xavier Poullet, Ed. universitaires de Fribourg et Ed. du Cerf, 232 p., 120 F.).

## Une anthologie exemplaire

Décidément, l'ouverture du domaine des références philosophiques à de larges pans d'histoire demeure jusqu'à présent dans l'ombre est un des vides majeurs de l'évolution actuelle. En témoigne aujourd'hui une utile et originale anthologie chronologique des philosophes. A côté des grands noms de la tradition, une large place est accordée à des auteurs du Moyen Âge et de la Renaissance. Rédigée par une importante équipe de spécialistes, cet ensemble est remarquablement conçu : pour chaque auteur figurent une brève biographie, une présentation des œuvres dont sont reproduits des extraits, une orientation bibliographique, etc. Philosophes et philosophie est en son genre une publication très ingénieuse.

R.-P. D.

► **Philosophes et philosophie**, sous la direction de Bernard Morichère. Tome I, *Des origines à Leibniz*, tome II, *De Locke à nos jours*. Nathan, 540 p., 130 F. chaque volume.

## ROMANS POLICIERS

# Le grand Will

**ÉTRANGES LOYAUTÉS**  
(*Strange Loyalties*)

de William Mc Ilvanney.  
Traduit de l'anglais  
par Freddy Michalski,  
« Rivages/Noir », 393 p., 62 F.

**C'**ÉTAIT en octobre, à l'époque, pas si lointaine, où Grenoble abritait, annuellement, un grand festival du roman policier. Au crépuscule, festivaliers — auteurs, lecteurs et critiques mêlés — se retrouvaient dans un espace aménagé au sous-sol du Palais des sports, le « Cabaret de la dernière chance ». Une petite scène, des tables rondes semées ici et là, des lumières tamisées : la « boîte » mythique de tant et tant de romans noirs. Ce soir-là, un homme hésitant, moitié par timidité, moitié par légère ivresse, s'installa tout à coup derrière le micro, accompagné de quelques rires devant sa maladresse.

Sans musique, il se mit à dire plutôt que chanter un texte que nul dans l'assistance ne comprit. Une ballade ou une légende de son pays, l'Ecosse, supposait-on. Voix cassée, âpre, nue, que ne soutenait aucun geste, le regard ailleurs, comme indifférent à ceux qui l'entouraient, il disait sans doute une histoire éternelle, et chacun dans la salle sentit, dans l'épais silence qui s'installait et durait de longues secondes après que la voix se fut tue, que ce moment-là échappait à jamais à la fureur aux vanités. Quelques dizaines de privilégiés venaient de faire connaissance avec l'écrivain William Mc Ilvanney.

Il avait, à l'époque, déjà publié *Laidlaw* et les *Papiers de Tony Veitch*. Ensuite est venu *Big Man* (1) et, aujourd'hui, ces *Étranges loyautés*. Et il n'y a pas en un livre pour démentir l'autre, pas un pour amoindrir la force de cette vision d'un soir à Grenoble. Au contraire. *Étranges loyautés* est le point d'orgue d'un quatuor tout entier contenu dans cette phrase de Keats placée en exergue : « Une vie d'homme digne de ce nom est

une allégorie continuelle — et très rares sont les yeux qui en perçoivent le mystère. »

William Mc Ilvanney est de ceux qui s'y essaient, traquant, livre après livre, les faux-semblants de nos vies, les masques dont elles s'affublent, lançant son double. L'inspecteur Laidlaw, un policier de Glasgow quadragénaire, amateur de Camus, dans une quête obstinée de la vérité, quoi qu'il en coûte. Et quelle vérité pourrait être plus nécessaire que celle de la mort de son frère Scott, renversé par une voiture ? C'est un accident, sans doute aucun, « mais où a-t-il commencé, l'accident en question ? (...) A quel moment la vie de mon frère a-t-elle abandonné sa finalité de sorte qu'elle a pu s'égarer des années durant jusqu'à croquer une voiture en marche ? (...) Pourquoi les meilleurs d'entre nous s'en vont-ils à l'au-là tandis que les pires continuent à prospérer ? Je veux savoir. »

Laidlaw va donc remonter la filière du passé, progresser, cercle après cercle, vers le centre de ce qui constitue son obsession. Il lui faut affronter l'inquiétude de ses amis, le désarroi de celle qu'il aime et s'éloigne de lui à mesure qu'il avance, la méfiance de ceux qui ont connu son frère et partagé — mieux que lui — ses secrets, les mensonges de ceux dont les intérêts pourraient se trouver menacés, tout un réseau d'« étranges loyautés », de ces « loyautés personnelles et pragmatiques » pour lesquelles « il nous arrive fréquemment de plier à mort ces loyautés plus profondes qui nous définissent tous — la loyauté envers la vérité et la loyauté envers les idéaux que notre nature professe ».

Cette ambiguïté de l'humaine condition, Laidlaw ne se borne pas à la reconnaître chez les autres, il l'éprouve et la découvre en lui-même avec une redoutable lucidité. Parce qu'il n'est pas un justicier, sûr de Dieu et de son droit, mais un homme qui doute : « Dans pratiquement toutes les affaires sur lesquelles j'enquête, je cherche toujours à impliquer autant de monde que possible, moi-même y compris. Mon box à témoins idéal serait assez grand pour la population de la terre entière. » Ce n'est pas un

croisé, Laidlaw, ni quelques moines-soldats de l'inquisition policière. Il pense même qu'il existe « autant de variantes de la criminalité que de la conformité sociale ». « Nous avons beau nous convaincre du bien et du mal comme de deux êtres séparés, il n'existe pas de frontière précise et stable. (...) Nous naissons tous titulaires de passeports qui nous donnent le droit de voyager dans l'un comme dans l'autre. »

**ÉTRANGE** flic, en vérité, qui tire sa force de ses contradictions, reconnues et douloureusement assumées. Étrange fiction policière qui fonctionne dans une tension permanente entre projection de foi humaniste et constat réaliste. C'est pourtant ce mélange des genres qui donne à la comédie humaine de Mc Ilvanney une exceptionnelle densité, une richesse sensible qui la hisse bien au-delà du lot commun.

Car dans cette fresque aux multiples personnages, où le romancier tient la gague de mener de front, en ne cessant de les entrecroiser, trois histoires — la quête intime de Laidlaw, l'évolution de ses relations avec Jan, son amante, et l'élucidation du meurtre d'un dealer — il n'est pas un détail qui ne sonne juste, pas un aphorisme qui ne soit nécessaire à la manifestation de la vérité profonde des protagonistes. Au pas hésitant de Laidlaw, entre humour et amertume, désenchantement et obstination, le lecteur avance, dans ce labyrinthe virtuose, toujours à hauteur d'homme.

« En examinant les termes de l'existence de Scott, c'était les termes de ma propre existence que j'examinais, dit Laidlaw. Le prix à payer pour avoir une vision personnelle est la solitude d'avoir à vivre avec elle. Je commençais à soupçonner que l'addition à payer était en chemin. » Elle sera lourde, en effet, d'espérances déçues, de rêves enfus, d'amours perdues. Sans doute ce qu'un soir à Grenoble chantait, avec une déchirante sincérité, William Mc Ilvanney.

Bertrand Andrieu

(1) Tous chez « Rivages/Noir ».

Randane Lantier  
**Laissez-moi le temps**  
FATA MORGANA

Découvrez le choix délibéré des libraires de la Fnac : 30 nouveautés parmi les 350 de cette rentrée littéraire. Ces livres nous ont émus, fait rire, pleurer, réfléchir. Autant de plaisirs de lectures que nous voulons partager. Vous reconnaîtrez ces livres, ils portent un bandeau.

**fnac** AGITATEUR DEPUIS 1954.



Le III<sup>e</sup> Salon de la revue

# La langueur des sciences humaines

97 revues de sciences humaines et sociales se sont créées de 1985 à 1990  
Mais cette activité cache une baisse continue de régime depuis le « boom » des années 60 et 70

Quatre cents publications, réparties en cent trente stands, participent, les 10, 11 et 12 octobre, au III<sup>e</sup> Salon de la revue, dans les locaux de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (14, rue Bonaparte, 75006 Paris). Cette manifestation, organisée par l'association Ent'revues (1), se déroule cette année avec le soutien, notamment, de la Bibliothèque de France, du Centre national des lettres et du Monde.

Outre une exposition sur les revues françaises au début des années 30 et la présence de nombreuses revues étrangères, plusieurs débats auront lieu dans le cadre du Salon. Deux de ces rencontres seront organisées en collaboration avec la Bibliothèque de France : « N'y a-t-il pas une crise des revues de création ? », animée par Daniel Dobbels et Yves Peyré (samedi 10 à 18 heures), et « La fin des idéologies n'appelle-t-elle pas une mutation de la revue d'idées ? », avec Jean-Pierre Salgas et Yves Peyré (dimanche 11 à 15 h 30). De son côté, le Monde animera deux autres débats : « La revue et ses milieux », les revues d'idées peuvent-elles se passer et dépasser les limites des milieux dont elles sont originaires et où elles ont acquis leur légitimité ? », avec Olivier Corpet et Frédéric Gausson (le 10 à 15 h 30) et « Écriture et critique dans les revues », avec Patrick Kéchichian (le 11 à 17 h 30).

Par ailleurs, au cours de la journée ouverte aux professionnels, lundi 12, Alain Massuard, chef de projet à la Bibliothèque de France, animera deux autres débats sur les revues et les bulletins d'associations littéraires (11 h 30) et sur les revues et l'animation en bibliothèque (15 heures).

Enfin, les visiteurs auront la possibilité de trouver des revues rares ou épuisées.

(1) Association Ent'revues, 25, rue de Lille, 75007 Paris.

Les revues constituent un univers éditorial diffus, multiforme et mal connu. Chaque année, des titres naissent, avec éclat ou dans la discrétion, et d'autres cessent de paraître, par épuisement des lecteurs, des animateurs ou des institutions qui les soutiennent. Ces mouvements se font le plus souvent dans des cadres très restreints et il est bien difficile d'avoir un tableau précis de la situation.

C'est ce qu'ont tenté de faire, à l'occasion de ce Salon, Olivier Corpet, André Chabla et Yves Chevreuil Desbiolles, avec une étude sur « les nouvelles revues de sciences humaines et sociales entre 1985 et 1990 » commandée par le ministère de la recherche, la notion de « sciences humaines et sociales » étant prise dans un sens très large, pour regrouper tout ce qui ne relève pas de la littérature ou de la poésie.

Quatre-vingt-dix-sept revues ont vu le jour pendant ces cinq années. Plus de seize par an... A première vue, c'est un secteur éditorial particulièrement vivant. Cette bonne santé apparente cache, toutefois, une tendance à la langueur, puisque le rythme des créations a baissé régulièrement, passant de dix-neuf en 1985 à onze en 1990. Cette décroissance, qui poursuit une tendance amorcée dans la décennie précédente, reflète le reflux des sciences humaines après le « boom » des années 60 et 70.

Les disciplines qui ont connu le plus fort développement sont l'anthropologie-ethnologie et les sciences de la vie psychique (douze créations chacune), suivies de l'histoire-archéologie (neuf) et de la philosophie (huit). Vient ensuite un peloton comprenant les arts, les sciences littéraires et la sociologie (sept), ainsi que les revues d'idées (six). Les autres créations se répartissent entre l'économie, l'éducation, le droit, la communication, la linguistique, la géographie et la religion.

Le développement du secteur anthropologique tient notamment à la vogue des études sur les aires cul-

tuelles, avec des titres comme *Ani Cahiers arméniens*, *Cahiers inter-signés* (sur l'aire islamique), *Ethnies*, *Intercultures*, *Islam et sociétés au sud du Sahara*, *Madagascar océan Indien*, *Mawon* (Antilles, Guyane, Réunion). L'appellation « sciences de la vie psychique » regroupe la psychanalyse (où la provocation reflète l'émiettement du domaine), la psychologie et la psychiatrie, et l'histoire des sciences de la vie psychique.

## La « rhétorique des commencements »

Les revues d'histoire se partagent équitablement entre l'histoire générale et l'étude de domaines spécifiques (comme *Mentalités*, *Midi ou Sport Histoire*). Quant à la philosophie, son essor reflète le dynamisme renouvelé de cette discipline, compensant en partie l'essoufflement des sciences humaines.

Créer une revue n'est jamais un acte gratuit. C'est l'expression d'un projet scientifique, intellectuel ou

civique, qui est généralement présenté avec une certaine solennité dans un éditorial en forme de manifeste. L'examen de cette « rhétorique des commencements », comme l'appellent les auteurs de l'enquête, permet de mieux apprécier les motivations principales de ceux qui se lancent dans l'aventure. Certaines sont d'ordre purement documentaire, l'objectif affiché étant de mettre à la disposition d'un large public des pièces d'archive ou des textes rares ou inédits, réservés jusqu'ici à quelques privilégiés.

L'exemple le plus typique est évidemment la revue *Corpus*, qui accompagne la collection philosophique de Michel Serres chez Fayard, ou encore *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, dont le titre dit bien le projet. Ce souci de revenir aux textes d'origine peut répondre à des préoccupations déontologiques ou stratégiques, comme l'explique la *Revue d'histoire de la psychanalyse*, qui justifie son existence par la nécessité d'éviter « l'exploitation scandaleuse » de

documents jusqu'ici tenus secrets. Ce désir de rendre plus accessibles des textes confidentiels peut s'étendre à l'ensemble des travaux de recherche. Il s'agit alors de revues très spécialisées, ayant pour mission de légitimer des disciplines encore peu reconnues (comme la *Revue internationale de psychologie sociale* ou celle de *psychologie clinique*) ou de donner davantage de visibilité ou d'autonomie à des disciplines nouvelles (comme *Hermès* pour la communication ou la *Revue française de droit constitutionnel*).

Cette revendication de légitimité ou de reconnaissance peut prendre un ton polémique, lorsqu'il s'agit de s'opposer à l'établissement académique ou d'affirmer une démarche nouvelle. La revue *Chimères* annonce qu'elle entend « renouer avec l'inventivité première de la psychanalyse en levant le carcan de pseudo-scientificité qui s'est abattu sur elle », et la *Décision philosophique* proclame : « Ne faites pas comme les philosophes, inventez la philosophie. » On peut citer aussi *Actuel Marx*, dont le titre est, à lui seul, un manifeste.

L'émergence de ces domaines nouveaux d'étude est souvent le résultat de cheminement interdisciplinaires, soit que les champs étudiés relèvent eux-mêmes d'approches croisées, comme c'est le cas pour les aires culturelles, soit que se manifeste le souci de brasser les cloisonnements traditionnels, comme veut le faire *Chimères*, pour qui l'univers « psy » relève à la fois de la psychanalyse, de la clinique, de l'ethnologie ou de l'esthétique. Enfin, certaines disciplines nouvelles se sont construites sur des bases « transdisciplinaires », comme la communication (en empruntant à la psychologie, la linguistique, la sociologie et la philosophie).

Dans ce cas, la revue peut servir à la fois de lieu d'élaboration théorique et d'instrument de formation pour des professionnels travaillant sur un terrain encore mal défini (formateurs et animateurs, par exemple). L'émergence de nouveaux centres d'intérêt s'accom-

pagne du déclin d'autres domaines, comme le féminisme, qui n'a suscité aucune création et a vu la disparition de plusieurs titres, ou la sémiologie, qui a perdu le rôle pilote qu'elle avait pendant les belles heures du structuralisme. Il en va de même de la linguistique, qui n'a suscité l'apparition que de trois nouveaux titres.

D'une façon générale, notent les auteurs de l'enquête, les revues nouvelles visent moins l'hyperspécialisation et la recherche de théories nouvelles que la circulation des idées et le désir d'élargir leur public naturel. Le *Gré des langues*, par exemple, se propose d'intéresser les non-linguistes à la linguistique. Cette tendance explique le succès renouvelé des revues d'idées, qui cherchent à animer le débat intellectuel en portant un regard distancié et critique sur l'actualité.

Un autre trait marquant est la place faite aux jeunes chercheurs, certaines revues nouvelles étant fondées par des étudiants (comme *Politix*, *L'Eure pay* et *L'Emoi de l'histoire*) ou faisant généreusement appel aux thèses universitaires (*Histoire de l'art* ou le *Serment des Hommes*, en esthétique).

Ce rajeunissement se manifeste aussi dans le choix des titres, qui rompt souvent avec la tradition universitaire en jouant avec les mots (*Autrement Dire*, *Cosmopolitique*), les références littéraires (*la Règle du jeu*), cinématographiques (*les Lumières de la ville*), psychanalytiques (*la Gradiva*) ou l'appel à l'imaginaire (*Chimères*, les *Cahiers de l'imaginaire*). Ce souci apparaît aussi dans le soin apporté à la forme et la présentation — typographie, illustrations... — la revue ambitionnant de toucher le lecteur non seulement par la qualité des textes, mais aussi par la séduction d'un objet attrayant. C'est aussi une façon de s'évader du modèle universitaire et de placer la revue dans un univers éditorial différent, proche du magazine ou du livre d'art.

Frédéric Gausson

## Dans l'amitié des écrivains

Le monde confidentiel des bulletins d'associations littéraires

Dans le monde déjà fortement individualisé des revues littéraires, les bulletins ou publications des sociétés et autres amicales d'écrivains paraissent occuper des espaces plus autonomes et microscopiques encore. Monomanes penchées avec érudition, naïveté ou admiration éperdue sur l'objet de leur culte ou de leur intérêt savant, les responsables de ces publications poursuivent un travail souvent peu visible.

L'association Ent'revues a recensé dans son dernier *Catalogue des revues culturelles* (1), quatre-vingts bulletins et revues d'associations sur les quelque cent cinquante probables existants. La logique de confidentialité, l'absence à peu près totale de moyens de diffusion, la périodicité souvent anarchique ou à l'éclipse, sans parler de l'existence parfois fantomatique, rendent impossible un dénombrement exhaustif.

De plus, ce recensement doit affronter des réalités fort diverses.

Quoi de commun entre des feuilles polycopiées annonçant quelque banquet d'amitié, messe ou pèlerinage sur les lieux du grand homme et la revue à part entière, instrument d'érudition irremplaçable ? Mais ces réalités ne s'excluent pas : les travaux sérieux et les recherches font partie de la vie de ces cercles, au même titre que les réunions amicales.

Tout amateur qui s'attache avec un peu de constance à l'œuvre et à la personne d'un écrivain ne peut que se féliciter, s'il parvient à s'en informer, de l'existence de ces publications. Un lecteur de Jacques Maritain, Charles Péguy, Gérard de Nerval, Léon Bloy, Jules Verne ou même Honoré d'Urfé trouvera dans les collections des revues qui leur sont consacrées des mines de renseignements. S'informer ? la chose semble tenir quelquefois de la simple divination : initié, il faut l'être pour savoir que *Que vis-je ?* est, depuis 1973, le bulletin international des

études sur Apollinaire, ou encore pour deviner derrière *l'Etoile abîmée* et le *Regard critique* des amis d'Alfred Jarry pour la première, de Nikos Kazantzakis pour le second... Il y a aussi les obscures querelles, les compétitions et jalousies qui fragmentent encore davantage ces introuvables microcosmes : pourquoi trois sociétés Blaise Cendrars et deux Ramuz ? Ce qui sépare les *Annales de la société Jean-Jacques Rousseau* et les *Etudes Jean-Jacques Rousseau*, le *Bulletin d'informations proustiennes* et le *Bulletin Marcel Proust* est-il à ce point irréconciliable ?

Logique confidentielle, disons-nous ? A côté de revues désormais prestigieuses et visibles — le *Stendhal Club*, *l'Année balzacienne*, *l'Amitié Charles Péguy*... — beaucoup de ces publications font figure de bulletins de liaison interne, presque clandestins, achetés essentiellement par les adhérents, lus par ceux qui les écrivent et qui ne cherchent guère à élargir leur audience. Le caractère souvent local et provincial de l'implantation de ces sociétés — autour du lieu de naissance ou de vie de l'écrivain — accentue la confidentialité. Il faut d'ailleurs reconnaître à ce propos que l'activité des sociétés d'auteurs n'est pas toujours proportionnée à l'importance de ceux-ci. Certaines revues ont su néanmoins étendre leurs centres d'intérêt et d'études, et par là même toucher un plus grand nombre de lecteurs : ainsi les *Cahiers Georges Sorel*, qui se sont transformés pour devenir la revue 1900, ou bien la Société des amis d'Émile Zola, qui publie à présent de passionnants *Cahiers naturalistes*.

Il y a aussi les sociétés plus ou moins fictives, qui n'acquiescent d'existence que par l'entremise d'une soudaine publication. On a pu ainsi lire récemment le premier — et fort intéressant — numéro d'un

*Cahier Henri Pichette* édité par Granit, première pierre peut-être d'une association en voie de constitution. Le cas semble d'ailleurs unique pour un écrivain vivant qui, à cet égard, a besoin d'un soutien pour compenser l'injuste négligence dans laquelle il est tenu.

Plusieurs de ces sociétés ont leur siège et leur centre actif dans des universités : Théophile Gautier à Montpellier ; André Gide à Lyon-II... Le soutien actif des grandes maisons d'édition — soutien méritoire même s'il est normal — permet aux publications qui ne sont pas toujours directement celles des sociétés d'auteurs d'accéder aux circuits de diffusion : les cahiers Gide, Paulhan, Perce, Céline par exemple chez Gallimard — qui tente de rationaliser la présentation des publications dans ce secteur — ou bien ceux concernant Giraudoux et Mauriac chez Grasset.

L'activité des associations d'écrivains, activité multiforme qui va de la gestion d'un héritage littéraire et de la célébration un peu conventionnelle à l'approfondissement de l'étude d'un auteur, est irremplaçable. Elle est la part vivante d'un patrimoine que le sommeil ou la somnolence guette. Part, nous l'avons dit, peu visible ; d'où l'utilité de ce travail de recensement accompli à l'occasion du troisième Salon de la revue, où seront représentées de nombreuses associations. Il serait également souhaitable que les animateurs de celles-ci s'emploient à mieux faire connaître leurs activités éditoriales et négligées moins, par exemple, le dépôt légal. Ils y gagneront et les lecteurs avec eux.

P. K.

(1) Le catalogue est vendu au prix de 220 F, au Salon ou au siège de l'association.

## Le rôle des éditeurs

Les revues de sciences humaines publient en moyenne de deux à quatre numéros par an. Leur tirage est généralement inférieur à 2000 exemplaires, allant de 250 d'*Autrement Dire* aux 10000 d'*Arsusio*. Quarante-cinq des nouvelles revues créées, l'ont été par des maisons d'édition privées : les PUF, qui ont dans ce domaine une vaine supériorité, arrivant en tête, avec l'Harmattan, très actif dans ce secteur depuis quelque temps. Rares sont les grands éditeurs qui n'ont pas une revue dans leur écurie, y voyant un moyen de constituer un réseau d'auteurs dans des domaines spécialisés... et aussi d'alimenter leur trésorerie grâce aux abonnements. Trente-trois sont publiées par des associations, treize par des institutions publiques (CNRS, Fondation des sciences politiques, Maison des sciences de l'Homme...) et dix par des maisons d'édition à fonds publics (Presses universitaires de Grenoble ou du Mirail). Les édi-

teurs privés dominent dans les revues d'idées, la psychanalyse, l'histoire, la philosophie ou la linguistique, tandis que les revues d'anthropologie-ethnologie, de géographie ou de sciences politiques émanent plutôt d'associations. Les institutions sont plus actives dans les domaines de l'art, de la philosophie, de la littérature et de la sociologie.

Les revues publiées par des éditeurs privés connaissent souvent des tirages plus importants (plus de 2000), alors que celles des éditeurs à fonds publics sont nettement plus confidentielles.

Tres peu de revues publient des articles dans une autre langue que le français, même si plusieurs se disent prêtes à le faire. Cette timidité contribue à expliquer, en partie, la faible audience internationale de la plupart de ces publications.

F. G.

## Monter l'Eglise aujourd'hui...

Monter une pièce de Céline aujourd'hui ne va pas sans susciter questions, réflexions, réactions diverses... Autour des représentations de L'Eglise (mise en scène Jean-Louis Martinelli), une journée de rencontre avec des auteurs, historiens, metteurs en scène, acteurs, cinéastes...

Au programme : débats, lectures, projections, mises en espace... avec la participation de Michel Archimbaud, Gérard Barreaux, François Berléand, Charles Berling, François Gibault, Henri Godard, Jacques Henric, André Maroon, Jean-Louis Martinelli, Pascal Ory, Véronique Ros de la Grange, Jean-François Stevanin, Jacques Tardi

samedi 10 octobre de 14h à 19h30

NANTERRE  
AMANDIERS

## ÉTVDDES

au Salon de la revue  
du 10 au 12 octobre 1992

Ecole Nationale Supérieure des Beaux-arts

L'inégalité en Amérique

Francoise BURGESS

L'anxieuse lucidité d'Yves Bonnefoy

Rémi PAINDAVOINE

octobre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : (1) 44 39 48 48  
Ou paper sur mailtel : 36 15 STÉTUDES



هذا من راصيل

LETTRES ITALIENNES

L'almanach de Venise

Paolo Barbaro dans son « paysage mental »

LUNAISONS VÉNITIENNES  
(Lunario Veneziano),  
de Paolo Barbaro.  
Traduit de l'italien  
par Muriel Gallot.  
La Découverte, 204 p., 95 F.



Paolo Barbaro à Venise.

reflet d'un faux lui-même... L'identité de chacun n'est pas seule menacée à Venise. Chaque monument est rongé. « Venise navigue sur une nouvelle lagune, mi-découverte de réplique, mi-goudron en décomposition. La cité amphibie est frappée dans son cœur, dénaturée au plus profond d'elle-même. »

Comme l'avait fait Fellini dans son *Casanova* avec l'aide du grand poète vénitien Andrea Zanzotto, Barbaro compare la ville à un « vieux monsieur » vénéré, flétri et redouté, mais que mine la « gangrène ». Certes, il rage contre les touristes, contre les amateurs de rock, contre tous les visiteurs trop fugitifs qui ignorent la vie secrète, morbide et calme à laquelle ils ne participent que de loin. Et lui-même, Barbaro, affirme que la vraie population de Venise est celle des ombres : « Ces âmes nous révèlent les lieux, comme s'ils les saisissaient à leur racine ; et si nous nous décidons à entrer en contact, pour nous aussi se fait plus claire l'intime structure, et peut-être l'ultime destin de notre nef des fous. » Il rappelle qu'il y eut, à Venise, une *scuola dei morti*, où l'on enseignait tout ce qui touchait à la mort. Mais à Venise la mort attaque la mort même, puisqu'une bombe autrichienne détruisit l'édifice, dont il ne reste plus rien.

R. de C.

La liberté de Lalla Romano

LA PÉNOMBRE  
(La penombra che abbiamo attraversato),  
de Lalla Romano.  
Traduit de l'italien  
par Philippe Giraudon.  
La Différence, 238 p., 95 F.

UNE JEUNESSE INVENTÉE  
(Una giovinezza inventata),  
de Lalla Romano.  
Traduit de l'italien  
par Philippe Giraudon.  
La Différence, 296 p., 98 F.

Pensant, à juste titre, que la référence proustienne était un peu lourde à porter en France, le traducteur de Lalla Romano a allégé le titre de son livre le plus célèbre : la *Pénombre* que nous avons traversée.

Bien que le romancière ait entrepris dans toute son œuvre – à présent célébrée en Italie comme l'une des plus cohérentes et l'une des plus profondes – une longue quête du passé, dans ses plus menus détails, dans ses tremblements, ses rêves et ses aspirations frustrées, ce n'est pas le nom de Proust qui vient à l'esprit. Trop circonscrite dans son ambition, trop individuelle, la démarche de Lalla Romano emprunte à Proust, tout au plus, ses « intermittences du cœur ». Mais l'on chercherait vain un tableau social ou une structure architecturale. Cela n'empêche pas sa valeur, mais la limite.

Souvenirs en gros plan

La romancière elle-même, interrogée sur la portée de ce livre consacré à sa petite enfance, reconnaissait : « On m'a demandé si je considérais ce monde comme perdu. J'ai répondu : il n'y a ni regret ni nostalgie dans le livre, parce que ce monde n'est pas perdu. Il est vrai qu'il est passé irrévocablement, mais j'en sens à présent le prix, autrement dit, je le comprends, je l'aime, je le possède. Comme dit Faulkner, le bonheur n'est pas, il était (1). »

Dans le deuxième tome de son autobiographie, *Une jeunesse inventée*, Lalla Romano raconte comment son professeur d'histoire de l'art, Lionello Venturi, lui fit lire *A la recherche du temps perdu* et qu'elle eut « le sentiment angoissant que (son) livre avait déjà été écrit, par Proust ». Et pourtant, le ton si singulier de la romancière – qui attendra d'avoir près de soixante ans pour se pencher sur ses jeunes années – ne doit pas grand-chose aux sinuosités des reminiscences proustiennes.

Tout procède, au contraire, chez elle, par éclairs nets, précis et brefs : vifs coups de théâtre qu'elle n'annonce par aucun prélude abstrait et sur lesquels elle n'épilogue pas. Elle livre ses émotions et ses révélations à l'état presque brut, ne craignant pas de recopier des fragments de correspondance, des passages de journaux intimes, des commentaires de photographies.

Ainsi, évoquant une confidence de sa mère qui lui apprend qu'elle était tombée amoureuse de son père après leur mariage, Lalla Romano écrit-elle simplement : « C'était arrivé parce que » (qu'elle soit tombée amoureuse pour un motif quelconque était également inouï) papa oubliait de manger – ils étaient au restaurant – pour regarder la mer et les pêcheurs tirant leurs filets. »

Bien entendu, la rapidité, la sécheresse de ces notations, extrêmement frappantes, n'interdisent pas une certaine pro-

fondeur d'analyse, mais qui est amenée naturellement par des images, des scènes rapportées dans l'ordre affectif et arbitraire d'une mémoire qui se cherche.

La *Pénombre* est un tableau du rapport passionné qui unit un enfant à son père – Lalla Romano consacrera un livre, en miroir, à sa relation à son propre fils et un autre à son petit-fils (2). Selon ce qui n'est peut-être qu'un procédé inconscient, elle s'en tient à des souvenirs en gros plan.

Elle se rappelle comment, par exemple, elle découvrit la faiblesse de son père. Il la tenait dans ses bras et elle avait son propre visage tout près du sien. Elle observait les yeux de son père : « Mais cette fois je vis une chose étrange, horrible. Dans un coin de son œil, une tache jaune. Quelque chose de mort, de corrompu. Papa pouvait tomber malade, pouvait mourir. »

La romancière, qui sera également peintre, hérite de ses parents, elle ne le cache pas, son rapport esthétique au monde. En particulier de son père, qui était un aquarelliste de talent et un photographe amateur : « Des images calmes et légères ; sans ombres accentuées ni reliefs, comme prises d'une main délicate... »

A la lecture de ces lignes sans prétention, mais qui sonnent si juste, s'il faut citer un écrivain français – et probablement ils ne se sont jamais lus mutuellement. – à vrai dire, c'est plutôt le dernier Roland Barthes qui s'impose, avec la gravité ténébreuse qu'il savait déceler dans la sérénité bourgeoise, brillante, telle que la captaient des photographies familiales, si souvent messagères de mort. Une « route du néant », dit Lalla Romano à propos d'un chemin de son enfance.

« Un adolescent aux mains froides »

Lorsque, dans le deuxième volume, Lalla devient adolescente, elle a plus de vigueur, de drôlerie, d'autonomie. Guidée par un oncle intellectuel, elle acquiert une éducation philosophique plutôt rare chez les jeunes filles de sa génération, grâce à l'enseignement d'une figure célèbre des années 20, Annibale Pastore, qui fut également un maître, tardif, de Sibilla Alarano.

Lalla Romano, née en 1906, a vécu sa jeunesse sous le fascisme. Sa « passion pour la liberté » la rendit évidemment rebelle à l'embrigadement qu'elle se contenta de regarder avec une hauteur dédaigneuse : « Pour moi, le fascisme était un adolescent aux mains froides. »

Avec une honnêteté rare, elle rend compte de ses relations sentimentales, de ses coquetteries, de son exigence intellectuelle qui la rapprochait des provocations de Nietzsche et de la rigueur imparable de Spinoza.

Quant à la poésie, elle lui inspirait une crainte défilante. Un vers de Baudelaire suffisait à l'angoisser : il est vrai que ce n'était pas n'importe lequel : « Entends, ma chère, entends la douce Nuit qui marche... » Mais Lalla Romano se réconcilia avec la poésie, publiant plusieurs recueils et, surtout, prouvant que sa prose est celle d'un poète.

René de Ceccatty

(1) Cité par Michela Vanoni Allista, dans un remarquable article sur l'œuvre de Lalla Romano, la *Leggere*, n° 35, octobre 1991.

(2) Ces mots si légers entre nous, suivi de l'intime, Decool.

Larousse Association d'idées.

THESAURUS Larousse

2<sup>e</sup> édition

DES IDÉES AUX MOTS  
DES MOTS AUX IDÉES



« Dans mon métier, j'écris beaucoup et il m'arrive parfois de manquer d'idées ou de ne pas savoir comment les exprimer. Heureusement, j'ai découvert un bouquin extraordinaire : le Thésaurus de Larousse. »

Thésaurus ? Un dictionnaire d'un genre tout à fait nouveau pour aller des idées aux mots et des mots aux idées, très vite. Par exemple, je cherche des mots et des notions qui expriment la rapidité. Je trouve : vitesse, vélocité, mettre les bouchées doubles... Avec ses 100 000 mots organisés en 873 grandes familles, Thésaurus fait à coup sûr rebondir mes idées. Un outil de travail conçu comme un jeu et un jeu conçu comme un outil de travail. Seul Larousse pouvait inventer ça ! »



Thésaurus, faites rebondir vos idées.



L'APPEL DU CRAPAUD

(Unkenrufe)  
de Günter Grass.  
Traduit de l'allemand par Jean Amster.  
Seuil, 252 p., 120 F.

UNE fois de plus, Günter Grass est revenu dans sa ville natale, la ville libre qu'il avait quittée à douze ans en 1945. Comment la nommer ? Est-ce Gdansk la polonaise ou Danzig l'allemande ? C'est là qu'il a situé l'appel du crapaud, son dernier roman, qu'il présentait la semaine dernière à Francfort en présence de ses treize éditeurs étrangers. Une fable grinçante et désespérée qui, après le Tambour (1960), le Chat et la Souris (1961) ou le Turbot (1977), n'est pas étrangère à son autobiographie et qui traite d'un sujet qui lui tient à cœur, de la chute du communisme aux affres de la réunification allemande. Avec un bonheur de raconter une mélancolie et une tendresse qui retiendra tous ceux qui tiennent Grass pour le plus grand romancier allemand d'aujourd'hui.

L'histoire commence le jour des morts de 1989, quelques jours avant la chute du mur de Berlin, au marché Saint-Dominique, où Alexander, soixante-deux ans, et Alexandra, cinquante-neuf ans, se rencontrent devant l'éventaire d'une paysanne qui vend des champignons et des fleurs coupées. L'Allemand et la Polonaise. Le veuf et la veuve. Pas très beaux, pas très intelligents, pas très jeunes. Transplantés tous les deux : lui, originaire du pays kachoube, vit à Bochum ; elle, originaire de Lituanie annexée à la Pologne par Pilsudski, a fait partie avec sa famille des réfugiés de l'Est (« On a dû quitter Wilno comme vous autres avant d'arriver ici »). Elle a été communiste et stalinienne ; il a fait partie des Jeunesses hitlériennes.

Il est professeur d'histoire de l'art, spécialiste des dalles tombales et des épigraphes des églises de Danzig ; elle restaure des œuvres d'art baroque qu'elle dore à l'or fin. Il va la suivre dans le cimetière envahi d'herbes folles où elle dépose un bouquet d'asters rouges sur la tombe de parents « qui auraient préféré mourir chez eux ». Lui n'a jamais retrouvé la tombe de ses grands-parents, le cimetière des Allemands ayant disparu, complètement détruit par les Polonais.

De ce coup de foudre dans un cimetière, de cette rencontre du zloty et du mark, va naître un projet pour une réconciliation germano-polonaise par la reconnaissance du droit des morts au rapatriement : la création d'une « Association polono-germano-lituanienne des cimetières ». Un premier « Cimetière de

la réconciliation » est bientôt inauguré à Gdansk-Danzig. On envisage aussi des transferts de Gdansk à Vilnius-Wilna-Wilno.

SUR cette utopie inhumanoire drôlatique, Günter Grass va imaginer la naissance et la prospérité d'une « joint-venture » germano-polonaise dont la matière première n'est constituée que par des cadavres et plus tard, des ossements : les candidats à l'inhumation vont bientôt affluer, morts ou vivants. Commencée avec une logistique extrêmement réduite – constituée essentiellement par nos deux tourtereaux, un ordinateur et une secrétaire, Erika von Drewitz, seule survivante d'une famille d'aristocrates de Prusse orientale – la Société des cimetières va établir des relations avec les administrations de pompes funèbres et avec la direction de la Banque nationale, trouver un accord avec les clergés luthérien, orthodoxe et catholique, dresser la liste des « candidats à l'inhumation », prospecter parmi les annonces de décès et les félicitations pour des noces d'or ou de diamant, faire des appels d'offres parmi les fabricants de cercueils à bas prix, élaborer un règlement sur le « droit au retour vers la terre (!) natale » des expulsés et réfugiés de tous les confins germano-polonais.

La prospérité de l'entreprise va faire entrer en jeu des intérêts divers. Des sommes considérables vont y être investies. Les cimetières vont se multiplier, entraînant la création de divers services pour accueillir les candidats à l'inhumation et les familles des défunts : des hôtels, des restaurants pour les banquets funéraires, des foyers de vieillards pour ceux qui veulent « passer le soir de leur vie au pays natal », un club de golf pour passer le temps, un hôpital-mouroir, une maternité.

Bientôt, le terrain va manquer, devenir hors de prix, et on va prôner les avantages de la crémation hindouiste et la « minimisation des cadavres » pour économiser la place... Les transports d'osse-

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le mark et le zloty



Günter Grass par lui-même.

ments vont inquiéter la population : « Une armée de cadavres allemands menace Gdansk », écrit un journal polonais.

Alexander et Alexandra, nos deux idéalistes, se retireront bientôt, écumés devant cette reconquête de la Pologne par le capitalisme allemand, écrasés par la réussite même de l'entreprise qu'ils ont lancée. Vaincus par la politique économique expansionniste de l'Allemagne et par la puissance d'un deutschemark réunifié capable d'acheter toute la Pologne – régie désormais par une Eglise protestante et présidée par « l'électricien de Gdansk ».

Comme ses personnages, Günter Grass est hanté par les déplacements de populations transférées brutalement, privées de leur terre natale, en ce « siècle des réfugiés » : Arméniens et Tatars de Crimée, Juifs et Palestiniens, Bengalis et Pakist-

nais, Estoniens, Lettons, Polonais, Allemands, Kachoubes. Lui-même est présent à chaque page. Car c'est bien lui, le « sans-patrie » (1), qu'on reconnaît dans le narrateur, le copain d'école, témoin de leur commune enfance hitlérienne, dépositaire de ses archives – un Journal, des coupures de presse, des lettres, des photos, des factures et des quittances, des cassettes, une vidéocassette, etc. – qu'Alexander a chargé de raconter leur histoire.

Une voix off qui ne se contente pas de passer en revue les pièces du dossier Alexander-Alexandra, mais qui finit par envahir la narration, broder, imaginer ce que les textes ne disent pas. Günter Grass n'a jamais caché son désaccord profond devant l'idée de réunification, parce que pour lui l'Allemagne tout entière n'a jamais été une nation, mais un « pot-pourri ».

Un pot-pourri dont l'auteur rend sans cesse la disparité grâce aux mélanges des langues et des accents, aux impropriétés savoureuses dues aux transplantations et aux exils. Avec une Alexandra parlant un allemand pensé en polonais, un Alexander qui a gardé des tournures du pays kachoube et qui ne peut communiquer qu'en un « broken english » avec le bengali Chatterjee. Autant de traces de la terre natale qui restent dans le gossier comme des cicatrices (2).

On n'oublie pas les images saugrenues et nostalgiques de ces pages, les personnages qui entourent le couple : Erna, l'interprète de la minorité germanique de Gdansk, dont les trois enfants sont morts du typhus en 1946, et qui parle, comme les grands-parents paternels de l'auteur, une « langue mourante » et dont « l'accent survivant sera enseveli avec elle » ; ou bien Jerzy Wróbel, né à Grodno, déporté à six ans dans les ruines de Gdansk, et qui se passionne pour l'histoire de jadis depuis qu'il a découvert que les curés et les instituteurs lui ont menti en lui faisant croire que Gdansk était depuis toujours archi-polonaise.

Et Mister Chatterjee, de Calcutta, qui, opérant une symbiose polono-bengalie, rapproche la déesse Kali de la Vierge noire de Czesochowa, et qui, devenu le « roi du cyclo-rickshaw », lutte contre la pollution des villes et contre la hausse du prix du pétrole avec une clientèle croissante pour ses rickshaws tirés par des Polonais. Aux dernières nouvelles, il s'est acheté des parts des anciens chantiers Lénine et a sous contrat vingt-huit ouvriers des chantiers navals qu'il a confiés à deux maîtres hollandais pour recyclage... On n'oublie pas non plus l'image de ces vieux mariés sur leur cyclo-pousse.

Considéré comme le plus grand écrivain allemand vivant, Günter Grass ne cesse d'être éreinté par la critique allemande, presque unanime, réunifiée dans le rejet. « Est-ce la fin de Grass ? », demandait le « pape » démolisseur Marcel Reich-Ranicki, lui-même né en Pologne, dans Der Spiegel à propos de l'appel du crapaud. Il y a six ans, après le mauvais accueil fait à la Rate (la femelle du rat), il avait annoncé qu'il s'installait à Calcutta pour n'en plus revenir (et il en a rapporté Tirer la langue, cet émouvant témoignage-reportage-poème bengali qu'il a illustré). Cette fois, il a rompu avec son éditeur de toujours, Luchterhand, pour aller chez Steidl, une petite maison anticonformiste de Göttingen.

On retrouve son don à imaginer des êtres étranges, même s'ils n'ont pas comme Oskar, le tambour, un cri « vibratile » ; le goût de fabuler, de jouer avec les langages et leurs patois, de glisser des recettes de cuisine comme celle des bolets au persil que prépare Alexandra ; le désir de surprendre et de faire sursauter en introduisant, par exemple, entre les pages, des bêtes qui semblent ne rien avoir à faire là, comme ce crapaud à ventre rouge des bords de la Vistule, oiseau de malheur qui, les bajoues gonflées, lance son appel mélancolique jusqu'à quarante fois par minute et qui donne son titre français au livre : annonciateur, dit-on, de malheur. Comme Cassandre. Comme Grass-le-crapaud. On n'aime jamais les Cassandres.

(1) Voir Propos d'un sans-patrie (Seuil, 1990).

(2) On peut se demander si Jean Amster, le traducteur attitré de Grass, qui excelle dans le baroque de Grimmelshausen ou des Niebelungen, ne désapprouve pas les jeux langagiers de son auteur dans cette traduction trop souvent lourdement incompréhensible et mot à mot : « un réacteur usagé de procs-verbaux », « un de ces affreux rickshaws remorqués par piston », « l'année sur ses fins se terminait », etc.

\* Le Seuil réédite dans sa collection « Points » Une rencontre au Westphalie, de Günter Grass publié en 1979 en Allemagne et en 1981 en France (n° R 553).

N 34 VIENT DE PARAITRE - 60 F

LETTRE

AU SOMMAIRE

LA GUERRE PEUT RECOMMENCER

Jacques Alvarez-Péreyre, Bora Cosic, Michael Du Plessis, Peter Esterhazy, Lajos Grendel, Jan Kott, Norman Manea, Slawomir Mrozek, Dubravka Ugresic.

RUSSIE LIBÉRÉE/RUSSIE BROUILLÉE

Piotr Alechkovski, Andreï Bitov, D.S. Likhatchev, Iouri Mamleiev, Georges Nivat, Vlada Petric, Vittorio Strada.

LES DÉCOUVERTES ET LE TEMPS

J.H. Elliot, Hermann Glaser, Babetta Kaiserkern, Jiri Mucha, Octavio Paz, Constantin Von Barloewen.

La première revue intellectuelle européenne

LE NUMÉRO 31 OFFERT SUR DEMANDE

Au sommaire notamment : « Le Chaudron Européen », « Emigration, Immigration, Exil », « Mozart Post-Scriptum »

A RETOURNER OU À PHOTOCOPIER AVEC VOTRE RÈGLEMENT À LETTRE INTERNATIONALE  
18 rue Saint-Pierre 75002 PARIS FRANCE - Tél : 33 (1) 42 36 95 59 Fax : 33 (1) 42 33 83 24

Tarifs abonnement France : 1 an 200 F 2 ans 380 F 3 ans 540 F  
Pour les abonnements à servir aux étrangers, nous contacter

Q Je m'abonne à Lettre internationale Q Je souhaite recevoir un numéro spécimen gratuit

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Mode de règlement Q par chèque à l'ordre de Lettre internationale Q par mandat postal CCP Paris 812799 Q par carte de crédit

INTERNATIONALE

Eco, Adam et Babel

Umberto Eco, nouveau titulaire de la chaire européenne au Collège de France, a prononcé, vendredi 2 octobre, sa leçon inaugurale.

Comment l'illustre sémioticien, et aisé romancier à succès, allait-il concilier discours d'apparat et rigueur sémiotique ? D'abord en se posant la question : « La quête d'une langue parfaite dans l'histoire de la culture européenne » (1).

Le leçon tient la promesse du titre, avec la sève de références souvent érudites et drôles en supplément : elle court de Raymond Lulle au conventionnel Delomel ; de Gropius Becarnus à l'abbé Fluchs et au docteur Zamenhof, l'inventeur de l'esperanto. On fit donc connaissance avec des personnes sympathiques qui, toutes, rêvaient d'une Europe fraternelle ; d'une langue unique qui unirait tous les peuples. Comme on sait, la réalité contemporaine est bien différente : nous débattions d'une possible union politique, militaire ou commerciale, alors que nous continuons à parler des langues différentes. Quel sera donc le destin linguistique de l'Europe ?

S'il ne détiend pas à lui seul la réponse, le sémioticien peut au moins dissiper quelques illusions ; ce dont témoignent les premiers mots du titre. « Quête » impose un complément ; et le culture (ou « l'encyclopédie ») dicte le premier exemple qui chante les charmes de l'impossible : le Credo du Graal est bel et bien le récit d'un échec. L'Europe doit s'y faire : la quête d'une langue parfaite apparaît aussi comme « l'histoire d'une utopie ou d'un rêve impossible ».

Pour imaginer une langue parfaite, il faut tenir que toutes les langues souffrent de graves défauts. Si l'une d'elles, à retrouver ou à inventer, était parfaite, elle s'imposerait comme unique ou universelle.

L'Occident chrétien se mit à

rechercher une explication et un remède à tous ces maux. Les Grecs avaient avancé une solution trop brutale : ceux qui ne parlaient pas grec parlaient à peine ; les barbares ne font que balbutier. On ouvrit donc la Bible.

Apparaissent alors dans l'histoire un personnage curieux et un bel objet sémiotique : Adam et la tour de Babel. Dents se chargent de fournir les commentaires requis. C'était, perd, et les tours n'en finissent plus d'effrayer le paysage. Le quête d'une langue parfaite emprunte deux voies divergentes.

La première interroge Adam, d'avant la tour : quelle langue parlait-il ? Il est sûr que la langue adamique était parfaite, et forcément unique, puisque c'est Dieu lui-même qui convoque le premier homme à nommer les autres créatures (sauf peut-être les poissons). Il faut retrouver cette langue d'origine, l'hébreu probablement. Umberto Eco raconte les étapes franchies ensuite qui aboutissent à la kabbale, au mysticisme, à la langue magique, et aussi à la communication directe par l'esprit et le cœur. Même si elle marque une rupture scientifique, l'invention de l'indo-européen, « langue a priori » et reconstruite, est soutenue, légitimement, par la quête d'une langue primitive commune d'où les autres langues sont issues par différenciation.

L'autre voie part de la tour, de « la confusion des langues » et rêve à posteriori d'une langue universelle qui mettrait fin aux divisions et aux querelles des peuples. Les détours sont tout aussi surprenants que tout à l'heure. Les grandes langues européennes, et les moins grandes, seront tenues tour à tour pour la langue universelle ; à commencer par le français. Plus tard, l'esperanto a-t-il quelques chances de succès ? Et qu'en est-il aussi des langues artificielles, et de ces machines qu'on dit « intelligentes » et qui touchent « aux frontières de l'illimité et de l'avenir » ?

A suivre le guide, on voit que « le rêve d'une langue parfaite » a pris des aspects divers, et que « son histoire reproduit l'histoire des aspirations, des vertus, des erreurs et des crimes de la civilisation occidentale ». L'avenir en revanche nous place devant une alternative : « ou bien lutter contre Babel et retrouver une langue unique, ou bien accepter Babel et réaliser une situation de plurilinguisme ». Pour Umberto Eco, l'Europe sera bilingue, avant d'être polyglotte. Le projet Erasmus permet « d'atteindre le destin de centaines de milliers d'étudiants qui, grâce à des stages à l'étranger, vont contracter des mariages mixtes, d'où naîtront des enfants bilingues », et plus tard l'Europe des polyglottes. Babel n'est plus une malédiction ; la tour symbolise le don du polyglottisme « qu'il nous faut reconquérir ».

En attendant, quelques accros sont à craindre : comme il apparaît dans ce message publicitaire que le professeur Eco rapporte de Bruxelles et qu'il écrit, avec une gourmandise ironique, au tableau : La plus speedy des pizzas. Conclusion : ce n'est peut-être pas un exemple de langue parfaite, mais peut-être pourra-t-on faire mieux.

L'auditoire applaudit. Naguère, une ancienne étudiante (2) écrivait joliment : le professeur Eco « sait faire un cours n'importe où, ex cathedra, mais aussi ex pizzeria ». On s'en doutait.

Denis Slakta

(1) D'autres cours et séminaires doivent suivre, du 8 octobre 1992 au 22 janvier 1993. Ils porteront entre autres sur « Langues naturelles et langues artificielles » (8 octobre), « Langue d'Adam dans le « Ne vulgari eloquentia » de Dante » (9 octobre), « L'italien » (4 décembre), « L'esperanto et les autres langues a posteriori » (17 décembre) et « Conclusions théoriques : plurilinguisme et traduction radicale » (22 janvier).

(2) Rita Cirio « Le théâtre pédagogique » dans le Magazine littéraire, février 1989, n° 262 (numéro spécial Umberto Eco).